

# Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes



Deuxième année - N°54 Samedi 24 mars 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F



## SOMMAIRE

**2**

*L'électrochoc  
de Rennes*

**3**

*Pierre Mauroy*

**4**

*La synthèse :  
rassembler la gauche*

**6**

*Thomson  
Interview  
Alain Gomez*

**9 à 24**

*Le congrès de  
Rennes  
jour par jour*

**25**

*Surprise  
en RDA*

**26**

*L'Afrique noire  
en perdition*

**28**

*La longue marche  
de  
Mikhaïl Gorbatchev*

**29**

*Il y a cent ans,  
Jean Guéhenno*

**31**

*Le salon du Livre*



# L'électrochoc de Rennes

## Spécial congrès

Pour mieux rendre compte de ce qui s'est passé pendant le week-end et dans les premiers jours de la semaine, le bouclage de ce numéro de "Vendredi" a été retardé de 24 heures. Mais nous avons fait tous nos efforts pour que vous le receviez dans les mêmes délais que d'ordinaire.

Aux pages 9 à 24 vous trouverez, jour par jour, le compte-rendu du congrès de Rennes, tel que nous l'avons présenté dans les éditions quotidiennes de "Vendredi", qui ont été adressées, chaque jour, aux abonnés et remises aux participants au congrès.

## Vendredi

10, rue de Solferino  
75333 Paris Cedex 07  
Téléphone : 45 56 77 00  
Télex : 200 174 - Télécopie : 47 05 15 78

Directeur de la publication : Bernard Roman  
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal  
Secrétaire gal de la Rédaction : Jacques Goubin  
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Genvasio  
Secrétaires de Rédaction adjoints :  
Taoufik Khatib - Blanche Toussaint

Service Photo : Pascal Lebrun  
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :  
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias + Paris  
Tél. 45 56 78 48

Maquette : Studio Tapage - Lille  
Photogravure, montage : Daviant - Paris  
Impression : Avenir Graphique - Torcy  
Routage : Inter-routage - Aubervilliers  
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO  
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : AFP (p.14) ; AFP - Guyot (p.27) ; Sipa Press - Luc Delahaye (p.25) ; Sipa Press - Inami (p.31).

Ce numéro a été tiré à 275.700 exemplaires

**Pierre Mauroy réélu premier secrétaire à l'unanimité par le comité directeur, une synthèse générale à l'arraché avec 48 heures de retard, à Paris et non à Rennes, tel est le dénouement d'un congrès qui restera tristement dans les mémoires. Après la tempête, le PS doit se remettre au travail dans la sérénité.**

Rennes, ou le congrès de la guerre des chefs, de la procédure, des manœuvres en coulisse ! Jamais les socialistes n'avaient offert un spectacle aussi lamentable. Pendant quatre jours, le débat politique a été enterré par le sectarisme et les rivalités personnelles.

A Metz, en 1979, l'affrontement avait été sévère et parfois violent, mais il traduisait des antagonismes de fond sans être pour autant dépourvu d'enjeux de pouvoir. Il s'était soldé par un vainqueur (Mitterrand) et des vaincus (Rocard-Mauroy), mais les délégués étaient repartis de Metz munis d'un texte d'orientation et d'une ligne politique claires. Trois jours de discussions souvent vives avaient tout de même permis de dégager une majorité et une minorité dans le Parti et d'asseoir le pouvoir d'une direction.

A Rennes, rien de tout cela. Le congrès s'est achevé dans la confusion. Pour la première fois de son histoire, le PS est sorti d'un congrès plus faible qu'il n'y était entré : sans texte de référence, sans recomposition interne. La campagne dans les fédérations, au cours de ces dernières semaines, avait fait émerger des pratiques clientélistes rappelant celles de la SFIO. Les quatre jours pagailleux de Rennes ont remis en mémoire les heures les plus folles des congrès du PSU. En quelques semaines, le PS a cumulé les tares des "deux gauches" des années 60. Il est temps de porter un coup d'arrêt à cette dangereuse évolution.

## Des plaies à cicatrifier

Le paradoxe, c'est que jamais les socialistes, dans l'ensemble, n'ont été si proches sur le plan idéologique. Mais comme le faisait remarquer Gérard Lindeperg : "Dans les débats d'idées, on essaie de convaincre, dans les débats de personnes, on essaie de blesser." Après Rennes, les plaies auront du mal à cicatrifier. Y compris chez les militants quelque peu atterrés par la tournure qu'ont pris les événements.

Dix-neuf ans après l'unification d'Epinau, l'éclatement de la famille mitrerrandiste a fait du congrès de Rennes celui de la division des socialistes. Le conflit Fabius-Jospin a pris naissance en 1985 : il avait pour objet de déterminer qui, du Premier ministre ou du premier secrétaire de l'époque, devait mener la bataille des législatives de 1986. Il s'est poursuivi en 1988, lors de la succession de Lionel Jospin à la tête du PS, qui a vu Pierre Mauroy l'emporter sur Laurent Fabius. Troisième acte de ce bras de fer Jospin-Fabius : Rennes. Il est apparu clairement qu'au-delà des rivalités personnelles, les deux héritiers du président de la République représentaient deux conceptions de l'avenir du PS. Soucieux de pérenniser la démarche de François Mitterrand et de s'affirmer dans ce sillon, Laurent Fabius souhaite que l'axe central du Parti reste aux mains des mitrerrandistes, en vertu d'une légitimité historique qui viserait à empêcher les rocardiens de contrôler le PS à terme.

Plus autonome à l'égard du président de la République, Lionel Jospin a une conception plus souple et évolutive de la vie du PS, autorisant une recomposition interne du Parti, susceptible à terme d'inscrire les rocardiens dans ce fameux "axe majoritaire". De ces deux conceptions, l'avenir dira celle qui sera la plus efficace pour les socialistes...

## Démonstration réussie

A l'occasion de ce congrès, Laurent Fabius a réussi sa démonstration en créant un courant qui pèse 30%, avec l'appoint du tandem Mélenchon-Dray et de Marie-Noëlle Lienemann. Il touche les dividendes de son bon score en obtenant quatre postes de secrétaires nationaux, à égalité avec le courant Mauroy-Jospin.

Autre gagnant de ce congrès : Michel Rocard. Ses amis empochent la direction de quatorze fédérations supplémentaires et gagnent des postes importants au secrétariat national, notamment les Elections et la Formation. Enfin, une synthèse générale a permis la réélection du premier secrétaire qui déclarait mercredi : "Je serai le premier secrétaire d'une synthèse générale ou je ne le serai pas".

Reste que les rocardiens, en refusant de concrétiser à Rennes une alliance Mauroy-Jospin-Chevènement-Rocard qui se dessinait, ont manqué une occasion de recomposer le PS. Longtemps tenus éloignés de ce fameux "axe majoritaire", ils avaient la possibilité d'en faire partie. Mais une telle éventualité aurait peut-être précipité Laurent Fabius dans la minorité. Une perspective qui n'enchantait guère le Premier ministre, désireux de pas mécontenter le président de la République.

Les grands perdants du congrès s'appellent Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen. Avec ses 8,5%, le courant du ministre de la Défense est en chute libre et s'est trouvé très divisé sur la tactique à suivre à Rennes ainsi que sur les alliances à nouer. "Socialisme et République" ne dispose plus que d'un seul poste au secrétariat national.

Jean Poperen, malgré un score médiocre (7,2%), espérait pouvoir proposer sa candidature au poste de premier secrétaire pour essayer de dénouer la crise. Il a échoué dans cette tentative.

Quant à la direction du PS, elle a subi un important revers. Elle n'est pas parvenue à organiser une synthèse générale ou partielle solide à Rennes ni à dégager une orientation politique. La bataille de procédure à laquelle elle a été acculée par les fabiusiens au détriment du débat politique a montré également un dysfonctionnement de la commission de Vérification des mandats qui n'a rendu ses conclusions que dans les toutes dernières heures du congrès.

## Epilogue nocturne

La direction peut tout de même se prévaloir d'avoir fait adopter la déclaration de principes et des réformes statutaires importantes (vote à bulletin secret, un présent-un vote-un mandat, un timbre annuel au lieu de douze sur la carte d'adhérent).

A l'issue de l'épilogue nocturne de la réunion du groupe de travail qui s'est tenue mardi soir, elle garde des points névralgiques du Parti (la trésorerie, les fédérations, l'information-communication). Sans oublier le poste de premier secrétaire que conserve Pierre Mauroy. Il sera entouré d'un comité de coordination, composé de Marcel Debarge, Henri Emmanueli, Jean-Claude Petitdémange, Pierre Guidoni et Michel Debout.

La synthèse générale réalisée autour des propositions formulées par Pierre Mauroy et portant sur un texte d'orientation, "Rassembler à gauche" (voir ci-contre), la répartition des postes au sein de la direction du PS et des directions dans les fédérations démontre qu'une entente était possible à Rennes. Cet accord a été conclu très rapidement, en une nuit, et dans une sérénité étonnante retrouvée après l'électrochoc, suscité dans tout le Parti, par les quatre jours rennais. Il prouve que lorsque les socialistes confèrent la priorité à la discussion politique sur les rivalités personnelles, ils peuvent se retrouver dans l'unité. A eux, désormais, de faire vivre quotidiennement cette synthèse générale et de démontrer qu'elle n'est pas un replâtrage. La tâche n'est pas facile...

Jean-Pierre Bedei

## Soyons solidaires

Après les journées de Rennes, le congrès se termine sur une synthèse générale que j'aurais préféré soumettre aux délégués du congrès comme c'est notre habitude.

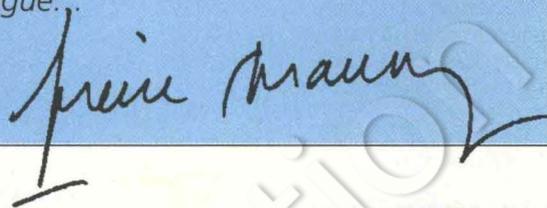
Fondée sur un texte politique qui prépare l'action et souligne la solidarité du Parti, et sur un accord de direction national et fédéral, cette synthèse est la seule condition de la cohérence et de la cohésion du Parti.

Le rassemblement de tous les socialistes doit se consolider et durer. J'y travaillerai de toutes mes forces, avec vous. Nous devons tirer les conséquences de ce qui vient de se passer pour chacun de nous, pour notre vie collective, pour l'image de notre Parti, l'avenir de notre message politique.

Notre Parti va redémarrer avec volonté et dynamisme pour entraîner toute la gauche et emporter les échéances qui nous attendent.

Notre Parti a besoin de chacun de vous. Bon courage à tous, camarades, travaillons ensemble sereinement, solidairement, pour continuer à transformer la société.

La route est encore longue...



## Bureau exécutif

### Titulaires (27 sièges)

#### Motion 1 (8 sièges)

Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Henri Emmanuelli, Claire Dufour, Daniel Vaillant, Bernard Roman, Gisèle Stievenart, Claude Allègre.

#### Motion 2 (2 sièges)

Jean-Marc Ayrault, Michel Debout.

#### Motion 3 (7 sièges)

Gérard Lindeperg, Jean-Claude Boulard, Pierre Brana, Colette Deforeit, Gérard Fuchs, Alain Richard, Daniel Frachon.

#### Motion 5 (8 sièges)

Claude Bartolone, André Billardon, Marcel Debarge, Laurent Fabius, Daniel Percheron, Christian Pierret, Yvette Roudy, Françoise Seligmann.

#### Motion 7 (2 sièges)

Pierre Guidoni, Michel Charzat.

### Suppléants (19 sièges)

#### Motion 1 (6 sièges)

Georges-Pau Langevin, Gérard Collomb, Jean Germain, Geneviève Domenach-Chich, Gérard Le Gall.

#### Motion 2 (1 siège)

Jean-Louis Cottigny

#### Motion 3 (5 sièges)

Sylvie François, Jean-Pierre Joseph, Michel Sapin, Jean-Claude Petitdemange, Jacqueline Alquier.

#### Motion 5 (6 sièges)

Jean Auroux, François Bernardini, Jean-Marcel Bichat, Frédérique Bredin, Catherine Mabrut-Lissonde, Thierry Mandon.

#### Motion 7 (1 siège)

Marie-Arlette Carlotti.

## Secrétaires nationaux

**Premier secrétaire : Pierre Mauroy**

**Coordination : Marcel Debarge (5)**

**Budget, administration, trésorerie : Henri Emmanuelli (1)**

**Elections : Jean-Claude Petitdemange (3)**

**International : Pierre Guidoni (7)**

**Entreprises et problèmes de société : Michel Debout (2)**

**Fédérations : Daniel Vaillant (1)**

**Relations extérieures : Claude Bartolone (5)**

**Formation : Gérard Lindeperg (3)**

**Information, communication : Bernard Roman (1)**

**Droits de la femme : Yvette Roudy (5)**

**Affaires sociales et insertion : Jean-Claude Boulard (3)**

**Urbanisme, écologie,**

**collectivités territoriales : Christian Pierret (5)**

**Etudes : Pierre Moscovici (1)**

**Secrétaires nationaux adjoints :**

**Projet du Parti : Michel Charzat (7)**

**Entreprises : Jean-Louis Cottigny (2)**

**Porte parole : Jean-Jack Queyranne (1)**

(les chiffres entre parenthèses indiquent la motion d'appartenance)



# Rassembler à gauche

**Il n'est plus besoin de rappeler qu'à Rennes, quatre journées et trois nuits n'avaient pas permis d'aboutir à une synthèse.**

**Dans la nuit de mardi à mercredi, au siège du Parti, ce texte de synthèse a été mis au point. Le voici in extenso.**

## Les défis

Le congrès de Rennes s'est déroulé en un moment où le monde bouge à l'Est et au Sud, où les événements en Europe conduisent inévitablement à une nouvelle donne. Cette situation commande de réévaluer nos analyses et nos orientations.

Notre pays lui-même est en pleine mutation : l'action menée par le gouvernement de Michel Rocard depuis deux ans commence à produire des effets positifs dans toute une série de secteurs : RMI, logement, formation professionnelle, éducation nationale, modernisation des armées... Pourtant l'attente des salariés demeure encore profonde. C'est que la crise que nous avons connue est loin d'avoir vu tous ses effets résorbés ; malgré un nombre important de créations d'emplois qui a permis un premier recul du chômage, celui-ci demeure à un niveau élevé ; après des années de nécessaire rigueur, les aspirations salariales sont fortes ; quant aux inégalités, elles sont de plus en plus mal supportées.

C'est tout cela qui explique, malgré les résultats exceptionnels obtenus lors des élections municipales, à l'occasion des élections partielles les abstentions de gauche et la montée de l'extrême droite.

Pour inverser ce mouvement, la gauche doit affirmer ses valeurs, celles du socialisme démocratique et de la République.

C'est aux idées de laïcité et de citoyenneté qu'il convient d'abord, dans les circonstances présentes, de rendre toute leur force.

La laïcité, parce qu'elle donne vie au rapport entre les citoyens et l'Etat, demeure un pilier de la cohésion nationale.

La citoyenneté, parce qu'elle est au cœur du processus démocratique, est le meilleur rempart contre les idées d'exclusion de l'extrême droite.

Il nous faut affirmer nos valeurs. Il nous faut aussi faire passer dans les faits nos ambitions sociales : assurer la solidarité entre tous les Français, réussir l'intégration des immigrés.

Cela ne se fera pas sans une réhabilitation de l'Etat. Il convient donc d'intensifier les efforts de rénovation des grands services publics : éducation nationale, formation professionnelle, santé, justice, sécurité.

Solidarité, égalité des chances, rénovation de l'Etat, partage, démocratie politique : telle est bien la trame de fond d'une République sociale vivante qu'il appartient aux socialistes au pouvoir de rendre aux citoyens.

On attend des socialistes en effet, qu'ils mettent en œuvre pour les années à venir une politique cohérente, efficace, juste, susceptible de corriger les excès du libéralisme économique et financier :

• en engageant dès à présent une nouvelle étape de la politique économique et sociale ;

• en renforçant une Europe indépendante à partir d'une France forte.

Voilà les principaux enjeux de la période.

Les socialistes se trouvent à la croisée des chemins. Pour gagner en 1993, il leur faudra mobiliser à gauche, toutes les réserves de la gauche, créer un élan majoritaire.

Les difficultés de la tâche exigent le rassemblement des socialistes au sein d'un parti populaire, un parti de débats et d'idées sûr de sa volonté de transformer la société.

Ce n'est que sur des orientations fermes et une stratégie claire que l'on peut fonder la victoire.

## Une politique économique et sociale volontaire

Les socialistes assurent, depuis 1981, à l'exception de la parenthèse conservatrice, la responsabilité de la politique économique et sociale. Des résultats indéniables ont été obtenus : l'inflation est pratiquement maîtrisée, la modernisation de l'appareil de production est entreprise, les finances publiques sont assainies, la lutte contre la pauvreté a été engagée ; depuis deux ans, la croissance reprend. Mais un chômage trop élevé subsiste, le déficit du commerce extérieur s'aggrave, malgré les efforts accomplis en deux ans. Les inégalités entre les revenus du capital et du travail se sont creusés au cours des années. L'effort de modernisation réel, tant des structures productives que des rapports sociaux, doit être amplifié : c'est le sens d'une politique de croissance sociale pour réduire les inégalités.

Toute notre politique économique doit être orientée vers l'obtention de la plus grande croissance possible, car sans croissance forte nous ne pourrions ni combattre le chômage, ni réduire les inégalités.

Une politique de croissance sociale vise à mettre la monnaie au service de l'économie. Il est impératif de desserrer la contrainte extérieure et de dégager un solde commercial positif. Il s'agit là, pour un grand pays comme le nôtre, d'un objectif stratégique. Pour cela, il faut encourager l'investissement par une politique monétaire qui favorise la baisse des taux d'intérêt tout en consolidant le franc, en tirant parti des marges de manœuvre permises par les résultats des politiques de désinflation que nous avons menées. Cette politique doit être résolument offensive, dégagée de tout dogme et de tout modèle.

La puissance publique doit jouer un rôle d'orientation à long terme grâce à un plan rénové, sélectif, et à une politique industrielle scellant un équilibre dynamique entre secteur public et secteur privé. Un grand secteur public concurrentiel, dont la réussite des nationalisations de 1982 a prouvé l'efficacité, est plus que jamais nécessaire.

Dans ce cadre, des actions spécifiques et ciblées devront être développées à la fois pour combler nos handicaps (recherche industrielle, exportations, formation...) et pour valoriser nos atouts (politique des villes, réseaux de transports, développement universitaire).

Nous nous prononçons ainsi pour l'économie mixte. Nous refusons le discours de "l'Etat minimum" ! Nous refusons la paupérisation des services publics. Nous ne pouvons accepter de diminution des ressources de l'Etat au nom de l'Europe qui ne serait pas justifiée par de réelles avancées sociales. Car nous nous sommes placés devant nos responsabilités en ce début de décennie : encore et toujours, préparer l'avenir par un effort sans précédent en faveur de l'éducation, de la recherche et de la formation, par une aide de grande ampleur au logement social, par une politique renou-

velée, plus solidaire, de la ville, par une action déterminée de lutte contre la précarité et d'insertion, par la reconnaissance effective de tous les droits des femmes, par une profonde rénovation des structures de l'Etat et de la fonction publique.

Au total l'Etat doit prendre sa juste place. Service public, intervention publique peuvent être le levier privilégié de promotion d'une meilleure égalité des chances.

Un plus juste partage des richesses dans un contexte de croissance retrouvé, répond à l'aspiration à une véritable réduction des inégalités. La justice sociale est aujourd'hui un facteur déterminant de la croissance économique. Bref, un nouveau compromis social s'avère indispensable.

Il devrait être ce contrat entre le progrès économique et la cohésion du corps social par la justice sociale, idée maîtresse de la « Lettre à tous les Français » de François Mitterrand. Ce contrat des temps nouveaux sera l'engagement commun des partenaires sociaux : il correspond à la volonté du gouvernement. La proposition du pacte de croissance s'inscrit dans cette perspective.

Ce contrat ne prévaudra que si les forces du monde du travail, les salariés et petits exploitants se mettent en mouvement vers un tel objectif. C'est à nous, socialistes, de donner l'élan. Gouvernement et Parti socialiste peuvent et doivent réussir, ensemble, unis et complémentaires dans l'action et la réflexion.

Les socialistes en appellent au monde du travail. Ils disent : « Rassemblons-nous, agissons pour ce contrat de justice sociale qui, d'abord, rendra sa part équitable au revenu salarial. C'est le grand dessein que nous voulons réussir avec vous en ces deux prochaines années. »

Dans ce cadre, il convient d'abord de redonner aux salaires une évolution plus dynamique que celle des autres revenus. Surtout lorsque ces derniers ne sont pas orientés vers l'investissement. Le relèvement des bas salaires dans le public et le privé est prioritaire. L'augmentation réelle des salaires, contenue dans la limite des gains de productivité, pourra être fixée en tenant compte des résultats des entreprises dans le secteur privé ou parapublic, ou de la croissance dans le secteur public. De plus, il devrait être fait une place plus large à l'extension du salaire différé, notamment par le recours aux fonds salariaux.

La création d'emplois demeure la priorité d'une politique de justice sociale et économique : si elle ne peut résulter, pour beaucoup, que d'un rythme soutenu de la croissance économique, la réduction et la réorganisation du temps de travail peuvent néanmoins concourir réellement à la diminution du chômage. Dans ce sens, une nouvelle étape significative doit s'envisager. La lutte contre le chômage implique également un effort d'insertion à l'égard des chômeurs de longue durée et une amplification du crédit formation.

Dans ce même ordre d'idées, il nous faut mettre en œuvre une réforme d'ensemble de notre fiscalité susceptible à la fois d'accroître l'efficacité économique et d'améliorer la redistribution des revenus. La nature des prélèvements locaux et sociaux, archaïques, injustes et inadaptés, n'est plus acceptable. L'examen d'une nouvelle fiscalité du patrimoine doit être entrepris. Plus largement, pour mener à bien une grande politique de solidarité nationale, le problème de l'évolution de la Sécurité sociale doit être posé, en regard des exigences de justice sociale et des nécessités financières. En matière de retraites comme dans le domaine de la santé, nous devons améliorer la protection sociale et combattre ainsi la logique libérale.

Enfin, le renforcement du dialogue dans les entreprises est assurément un moyen de politique sociale active. Il faut pousser plus loin la démarche des lois

Auroux et Roudy, de façon à assurer la représentation des travailleurs dans toutes les instances de décision des entreprises de plus de 200 salariés. Le renforcement des syndicats est une condition du progrès social, il faudra le favoriser, car c'est en définitive une véritable gestion démocratique de l'entreprise qu'il reste à inventer.

La démocratisation de notre société revêt de multiples autres aspects. Il nous faudra rééquilibrer le rôle du pouvoir législatif par rapport à l'exécutif, poursuivre l'œuvre de décentralisation engagée en 1982, en préservant les solidarités nécessaires entre les collectivités dans le respect de la légalité. Nous devons également donner toute sa place au développement de l'espace rural en conservant à l'agriculture son rôle économique, social, mais aussi écologique.

L'aménagement du territoire doit demeurer un outil essentiel de lutte contre les inégalités entre les différentes fractions du territoire national. A cet égard il nous faudra particulièrement approfondir les relations de partenariat entre la métropole et l'outre-mer.

D'autres terrains appellent une action résolue des socialistes : lutter contre toutes les manifestations de racisme, qui conduisent parfois au meurtre prémédité, est une tâche majeure. Faire barrage à l'extrême droite, cela commence en faisant barrage à la désyndicalisation, à l'abstentionnisme ou à la dépolitisation. Faire barrage à l'extrême droite, cela commence en faisant barrage à la misère ou à la désespérance quotidienne, c'est la tâche du gouvernement et du Parti. Nous devons prendre l'initiative d'une puissante campagne de mobilisation et d'explication politiques contre le Front national et pour les valeurs de la démocratie. L'axe de cette campagne sera notre refus du racisme, la défense et l'illustration de notre idée de la France.

## **Une grande ambition internationale pour la France**

### **Renforcer la Communauté, fonder la Confédération européenne**

La crise du communisme totalitaire est patente et, pour la première fois, avouée. Les effets de la perestroïka, directs ou indirects, et l'unification allemande bouleversent la carte de l'Europe. Des questions nouvelles se posent à nous. Nous devons faire la preuve que la seule réponse historique à l'évolution des sociétés moderne n'est pas, à l'Est, le retour au capitalisme, ni, à l'Ouest, son accentuation, mais le socialisme démocratique.

Déjà, François Mitterrand a tracé la voie : renforcer la communauté des Douze, « pierre angulaire de la construction européenne » et promouvoir la Confédération européenne.

Le renforcement de la Communauté doit permettre de mieux affirmer un modèle économique, social et politique original. Il ne peut se réaliser qu'au travers de politiques communes qui demeurent insuffisantes : politique industrielle, formation, recherche, télécommunications, politique culturelle, régionale, de l'aménagement du territoire. Nous devons, de ce point de vue, lier les transferts de compétences envisagés à des progrès effectifs en matière sociale et politique, les avancées européennes nécessaires à l'approfondissement des droits des travailleurs dans le respect de l'identité des nations et des peuples.

Nous voulons équilibrer les forces du marché par des institutions démocratiquement contrôlées et une action communautaire forte qui constituent la condition d'une Europe vraiment européenne.

Le nouveau contexte international nous en fournit l'occasion. Pour redonner à l'Europe sa véritable dimension, nous devons associer à cette construction les démocraties naissantes à l'Est. C'est le sens de la

proposition de confédération formulée par François Mitterrand. Les socialistes doivent s'impliquer pleinement dans la réalisation de ce projet. Le PS à tous les niveaux doit être présent et actif pour accompagner et encourager le développement démocratique à l'Est.

### **Une autre coopération pour un autre développement**

Ces évolutions ne doivent pas occulter l'enjeu fondamental que constitue la lutte contre les inégalités Nord-Sud. La France doit inciter la CEE à accorder une priorité à l'approfondissement des relations avec le bassin méditerranéen et notamment le Maghreb. La Communauté doit aussi agir dans la direction d'une réduction du poids de la dette des pays en développement. La remise en cause des inégalités à l'échelle internationale est un enjeu décisif pour notre avenir.

### **Agir pour la paix et la sécurité**

Le bouleversement de la carte de l'Europe implique qu'un nouveau système de sécurité remplace les anciens, car les blocs se délitent. Or, il n'y a pas de sécurité durable sans équilibre : un vide stratégique au centre de l'Europe pourrait être source de nouvelles tensions.

Pour que l'Europe soit un continent de paix, nous devons faire en sorte que les réductions de forces, qui interviendront lors des accords de désarmement, aboutissent à une sécurité accrue. La France en prendra sa part. Si, comme nous le souhaitons, des progrès effectifs sont réalisés sur la voie du désarmement négocié, la France peut envisager une diminution de la part des dépenses militaires en proportion du PIB. Mais nous devons faire en sorte que soit maintenu un équilibre de sécurité stable à travers des dissuasions minimales à l'Est et à l'Ouest, dont M. Gorbatchev lui-même a reconnu le bien-fondé.

La France, notamment grâce à sa force de dissuasion, peut apporter une contribution importante à une identité ouest-européenne de défense, au sein d'un système de sécurité collective conçu à l'échelle de l'Europe tout entière.

Dans l'immédiat, la priorité est à la réduction des armements conventionnels et à la correction des asymétries. Il faut également réduire l'armement nucléaire des puissances surarmées. Nous devons construire la paix pour les générations futures. Ayons conscience des responsabilités particulières qui en découlent pour la France.

Le Parti socialiste, qui n'a pas tenu d'assises nationales sur les problèmes de défense depuis sa convention de 1978, fera le point sur cette question au cours de la convention nationale sur le projet qui se tiendra en 1990.

### **Un parti fort et réuni pour rassembler à gauche**

Notre stratégie est celle du rassemblement à gauche. Cela implique tout d'abord que nous ne devons oublier ni l'existence du Parti communiste ni celle d'une sensibilité communiste. La crise du PC est par ailleurs aujourd'hui si profonde face aux événements à l'Est, les interrogations qui le traversent et les interpellations dont il fait l'objet sont si fortes que nous ne pouvons faire l'impasse sur un possible changement d'attitude du Parti communiste et les perspectives que cela ouvrirait à nouveau pour l'union des forces de progrès.

Dans le même temps, nous devons dialoguer avec tous ceux qui donnent priorité à la justice sociale, aux droits de l'homme, à la tolérance, qui veulent travailler dans la majorité présidentielle, qui se recon-

naissent dans les grandes lignes de la politique de croissance et de progrès social que nous souhaitons pour notre pays, avec tous ceux qui militent prioritairement dans les associations et dont les buts sont proches des nôtres, avec tous ceux qui s'étaient éloignés du Parti communiste et qui ne nous ont pas encore rejoints.

Toute une campagne de multiples rencontres dans tout le pays, avec tous ceux-là, avec des syndicalistes, des militants coopératifs, préparerait, sur les deux ans à venir, les états généraux de la gauche et des forces de progrès.

C'est dans ce cadre-là, où se retrouveront tant d'énergies militantes, ceux qui ont leur carte du Parti socialiste et ceux qui ne l'ont pas, qu'il serait fécond que la gauche française se remette en question, qu'elle actualise ses perspectives, ses structures et ses méthodes.

Nous devons enfin faire de l'écologie un axe central de notre réflexion et de notre action. Bien sûr, le vote vert est pour une part un vote de défiance vis-à-vis de la politique, un refuge pour certains électeurs de gauche désillusionnés. Mais il témoigne d'un réflexe qui n'est pas que négatif, car le problème de l'environnement va revêtir une importance majeure. Les socialistes, au gouvernement, dans les régions, dans les départements, dans les communes, doivent être les premiers écologistes de France. Nous devons renforcer la législation, recruter un corps bien formé de contrôleurs, promouvoir une fiscalité favorable à l'écologie, opposer la « croissance propre » au « laisser-faire, laisser-polluer » du libéralisme.

Nous avons donc nous-mêmes à préciser dans la prochaine année le projet socialiste que nous présenterons aux Françaises et aux Français afin de faire partager notre ambition à tous ceux qui veulent le rassemblement à gauche.

Il nous faudra, à partir des valeurs de notre déclaration de principes unanimement adoptée au congrès de Rennes, élaborer un projet pour la France de l'an 2000, en associant de manière ouverte toutes les forces vives du pays. Pour ce faire, une convention nationale devra être convoquée. C'est sur ces bases que nous pourrions élaborer la plateforme que nos candidats défendront en 1993.

Pour mettre en œuvre ce projet, notre Parti doit être conçu, organisé, mené de façon à promouvoir le débat, proposer des idées et développer la démocratie interne. Nous avons une histoire et une ambition. Le Parti socialiste doit demeurer un parti populaire, un parti de militants capable de formuler collectivement un projet de transformation sociale et de le faire passer dans la réalité.

Dans cet esprit, décidons de réunir une convention nationale qui, après débat dans les fédérations, aura pour mission de rénover le Parti, d'améliorer son fonctionnement. La préparation et le déroulement du congrès ont montré l'impérieuse nécessité de ce débat. D'ores et déjà, notre congrès a adopté le principe du vote secret, de la nécessaire transparence des adhésions, d'un code électoral interne ainsi que le principe « un militant - une voix - un mandat ».

Pour le PS, un nouvel élan est nécessaire. Il est voulu par les militants, souhaité par nos électeurs. Si nous le concrétisons, nous pourrions exprimer notre confiance dans la réussite de notre combat commun pour rassembler les socialistes, adapter notre projet à ces perspectives, en un mot pour que les Françaises et les Français bâtissent eux-même leur destin.

Cet élan ne sera possible que si une volonté claire et sincère de respecter en commun un véritable engagement de solidarité dans l'action nous unit dans l'avenir.



NATIONALISEES

# Thomson : des enjeux stratégiques et technologiques de taille

**Avec 76 milliards de F de chiffre d'affaires en 1989 et 120.000 salariés -dont 12.000 chercheurs-, Thomson, nationalisé en 1982, est devenu l'un des grands groupes mondiaux de l'électronique, avec deux métiers principaux (contre vingt-trois en 1982) : l'électronique grand public (Thomson Consumer Electronics, 47% du CA global, quatrième rang mondial) et l'électronique de défense (Thomson-CSF, 44% du CA global, n°2 mondial, n°1 européen).**

La télévision professionnelle (3% du CA et l'électro-ménager (6%)) complètent les activités du groupe, qui est également, avec SGS-Thomson, le deuxième fabricant européen de semi-conducteurs.

Le recentrage sur l'électronique et le choix de la dimension internationale (le CA international est passé de 50% du CA global en 1983 à 75% en 1989) ont permis à Thomson, au bord de la faillite avant la nationalisation, de rétablir sa situation financière (progression de 7% du CA, à périmètre comparable en 1989, légère régression du bénéfice global en raison notamment de la réduction du bénéfice estimé de Thomson-CSF, de 2,9 à 2,6 milliards de francs).

Le défi était de taille. Le groupe présente en effet la particularité d'intervenir dans deux secteurs d'activité liés à des enjeux politiques, économiques, technologiques, culturels et stratégiques nationaux et mondiaux -la télévision haute définition (TVHD) et l'industrie de l'armement- où la concurrence est très vive. Ainsi, dans le domaine de la TVHD, la lutte fait rage entre Japonais et Européens pour le contrôle de cet immense marché qui va révolutionner la communication audiovisuelle et dont les conséquences sont inéluctables. Un marché de 700 millions de téléviseurs : des centaines de milliards de francs car le matériel de la vidéo professionnelle devra être entièrement renouvelé et le marché des semi-conducteurs va exploser.

L'Europe (en retard sur les Japonais), réunie dans le projet Eurêka, a de bonnes chances de l'emporter, comme l'estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, Alain Gomez, fortement partie prenante dans le projet. Les Européens ont en effet mis au point une norme compatible avec les appareils actuels et évolutive vers la TVHD, ce qui n'est pas le cas de la norme japonaise. Les Américains, qui ont développé avec beaucoup de retard leur propre norme (ACTU), compatible elle aussi, après avoir renoncé à adopter la norme japonaise joueront-ils les arbitres ? Peut-on s'attendre même à une coopération Europe-Etats-Unis ? Rien n'est exclu. Une norme mondiale, pourquoi pas la TVHD, sera-t-elle choisie ? Passionnante affaire à suivre...

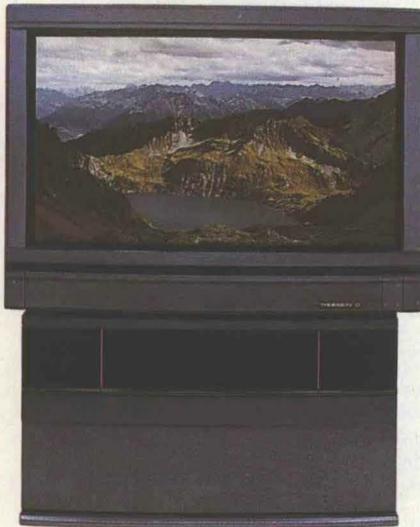
L'électronique de défense est, elle aussi, l'objet d'enjeux technologiques et stratégiques de premier plan. Dans un secteur marqué par la contraction des marchés et la réduction des budgets militaires, dans un contexte de désarmement, Thomson-CSF (filiale de Thomson SA) a dû anticiper depuis 1987 sur une réduction de ses activités d'au moins 20%. Un plan de 2.500 suppressions d'emplois a été élaboré et une restructuration du groupe s'est établie autour des métiers de l'électronique porteurs d'avenir comme l'optronique ou les nouvelles technolo-

gies de détection. En effet, la part de l'électronique dans les équipements de défense est appelée à s'accroître fortement (20% dans un avion aujourd'hui, 30% dans le "Rafale" de demain).

Dans le même temps, le groupe mène une politique d'alliance pour renforcer ses positions : ainsi Thomson-CSF et Aérospatiale ont-elles groupé leurs activités d'électronique de vol au sein de Sextant Avionique. L'accord franco-britannique avec British Aerospace dans le domaine des missiles tactiques ou la récente acquisition d'une part des activités de défense de Philips répondent aux mêmes objectifs.

On le voit, ces groupements sont européens. Ce choix est imposé par les circonstances : le marché américain est inaccessible en raison de l'importance de l'industrie américaine de l'armement (sur les 15 premiers groupes mondiaux, 13 sont américains, 2 européens, dont Thomson, au deuxième rang). En Europe, le coût des équipements futurs fait tomber les tabous et pousse les gouvernements à la constitution de sociétés européennes. Cette nouvelle donne devrait permettre à Thomson, en raison de son savoir-faire technologique, de renforcer sa position de leader européen de l'électronique de défense et de jouer un rôle majeur dans l'Europe et la défense de demain.

G.T.



## Rangs mondiaux occupés par Thomson-CSF dans ses principaux métiers

Rangs avant et après les modifications de périmètre récentes

	A	B	C
<b>Détection et contrôle</b> Après acquisition de HSA	5	3	1
<b>Communications militaires</b> Après acquisition de HSA, de MBL et de TRT-Défense	4	4	2
<b>Optronique</b> Après acquisition d'USFA et de TRT-Défense	14	5	1
<b>Electronique navale de combat</b> Après acquisition de HSA	5	3	1
<b>Activités sous-marines</b> Après acquisition de HSA et accord avec Ferranti	9	6	2
<b>Acoustique sous-marine</b> (sonars) Après accord avec Ferranti	5	3	1

A : Rang mondial avant  
B : Rang mondial après  
C : Rang européen actuel

## Thomson-CSF : les réalisations

• Equipements aéronautiques : Thomson-CSF est le partenaire privilégié des aviateurs français et étrangers, celui aussi des maîtres d'œuvre chargés de l'exécution des grands projets aéronautiques militaires comme civils. Thomson-CSF est leader européen pour la fabrication de radars aéroportés (équipements du "Mirage 2000" et du futur avion "Rafale"), et conçoit des systèmes électroniques spécifiquement réservés aux avions et hélicoptères de combat, et aux missiles. Thomson-CSF est également le seul européen à maîtriser toutes les techniques de contre-mesures électroniques, quelle que soit la fonction recherchée. L'optronique, tout comme la simulation, constituent deux autres domaines d'excellence (60% du marché mondial pour tous les types de simulateurs "Airbus" et 70% pour les simulateurs "Airbus A320").

• Systèmes et armes : Thomson-CSF répond aux besoins de la défense antiaérienne avec une gamme de systèmes d'armes à moyenne, courte ("Crotale") et très courte portées parmi les plus efficaces du monde. Ces systèmes sont destinés à la protection des zones sensibles, des forces terrestres en mouvement, et des forces navales. Dans le domaine des activités sous-marines, Thomson-CSF est la deuxième société européenne d'acoustique sous-marine et le numéro un mondial pour la chasse aux mines. Thomson-CSF est également présente dans le secteur des armements et munitions.

• Systèmes de détection, contrôle et communication : Thomson-CSF conçoit et réalise des systèmes C3I (Command, Control, Communication and Intelligence) et est de loin la première société européenne dans ce secteur de haute technologie. Thomson-CSF applique ainsi les technologies radar, les communications radio (notamment le système MSE/RITA) et le traitement de données numériques aux besoins des forces armées, tout en assurant l'interopérabilité des divers équipements constituant un système C3I. Dans le domaine civil, Thomson-CSF se situe au premier rang mondial en contrôle du trafic aérien, fournissant tous les systèmes, les radars et les équipements nécessaires au contrôle de la navigation aérienne.

• Composants spéciaux : du silicium à l'arséniure de gallium, des tubes électroniques aux circuits hybrides, des détecteurs infrarouges à la piézo-électricité, les compétences de Thomson-CSF couvrent le spectre quasi complet des technologies de l'électronique professionnelle d'avant-garde.

# Alain Gomez (PDG de Thomson): "Nous gagnerons la bataille de la TVHD"



**"Vendredi". Thomson est engagé dans la grande bataille de la télévision haute définition (TVHD). En quoi cette télévision du futur va-t-elle changer notre vie de téléspectateur ?**

**Alain Gomez.** Elle nous apportera le cinéma à domicile, la sensation d'espace, la perfection de l'image et du son, jusqu'à présent réservés au cinéma, pour chacun d'entre nous, dans notre salon. La télévision va connaître un changement spectaculaire, aussi important que le passage du

noir et blanc à la couleur il y a vingt ans. Cette révolution va se manifester d'une façon éclatante sous trois aspects principaux.

- Le son "qualité numérique", en stéréo, avec même la possibilité de choisir la langue du reportage ou du film diffusé.
- L'image "qualité cinéma". Une image parfaite, huit fois plus précise qu'aujourd'hui.
- Un format "qualité plein écran". Dès la fin de cette année, nous lancerons sur le marché un téléviseur au format "16/9" avec un écran d'un tiers plus large, de quoi voir, ou revoir, les films cinéma "plein écran", sans les fameuses bandes noires en haut et en bas de l'écran, qui font perdre un tiers de l'image. Dans "Ben Hur", nous pourrions enfin voir la tête du cheval et l'extrémité du char...

Le téléspectateur va redécouvrir son téléviseur, d'autant plus que ces nouvelles qualités recèlent de fabuleuses possibilités pour les créateurs d'émissions. Il y a fort à parier que cette télévision, avec son nouveau format et les effets spéciaux qu'elle permettra, leur sera une extraordinaire source d'inspiration.

Face aux Japonais, quels sont les atouts de la France et singulièrement de Thomson ?

### Face aux Japonais, quels sont les atouts de la France et singulièrement de Thomson ?

C'est vrai, les Japonais sont partis bien avant nous dans cette bataille et en se donnant des moyens considérables. Aujourd'hui, nous avons stoppé leur volonté hégémonique et nos ingénieurs ont fait un come-back spectaculaire dans le domaine de la technologie. De la sombre situation de Dubrovnik en 1986, où l'Europe a failli être rayée de la carte de la télévision du futur, aux premières réalisations palpables du HDMAC à Brighton en 1988, pour finir par la maîtrise de la chaîne de l'image que nous avons vue à l'exposition de Berlin, l'an dernier, le chemin parcouru est impressionnant. Nous avons maintenant la certitude de posséder la maîtrise technologique de ce que nous proposons : nous sommes sûrs de contrôler les technologies de la haute définition et nous sommes sûrs que nous pourrions fabriquer ces produits.

### L'Europe a-t-elle des chances de gagner cette bataille ?

Nous la gagnerons parce que nous avons la volonté de la gagner. Au-delà de l'enjeu national, cette bataille est une preuve encourageante que l'Europe est capable de se mobiliser pour de grandes causes. La télévision demeure le dernier bastion majeur de l'électronique du loisir dans lequel l'Europe tient encore une place plus qu'honorable. Si par malheur nous devions perdre cette position, c'est à terme toute la filière des composants électroniques qui serait en péril grave et à la clef des dizaines de milliers d'emplois supprimés. L'avenir de notre puissance industrielle est donc en cause.

En s'alliant pour répondre aux attentes du marché et aux capacités technologiques du moment, Thomson, Philips et d'autres partenaires Eurêka, ont montré la faisabilité industrielle de l'approche européenne compatible et évolutive vers la TVHD. Dans le même esprit, l'accord récent, conclu aux Etats-Unis, à l'initiative de Thomson, avec Philips et la chaîne NBC, est une décision fondamentale pour arrêter les Japonais dans leur volonté de dominer l'industrie de l'électronique.

### Dans un contexte ambiant de désarmement, comment voyez-vous l'évolution des activités Défense de Thomson CSF ?

Replaçons d'abord la notion de désarmement dans son contexte actuel. Désarmement, oui, et c'est le souhait légitime de l'opinion publique. Mais l'environnement Est-Ouest est encore un environnement extrêmement flou, qui ne peut être véritablement jaugé dans l'immédiat, et nul ne peut faire de pronostic exact à son sujet. Tout ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que la tendance va vers deux orientations majeures de l'industrie de la défense : d'une part, la baisse des budgets de la défense ; d'autre part, une sophistication plus poussée des moyens de défense, qu'il s'agisse de mise à niveau, de prévention ou de contrôle. Cette évolution devrait être positive pour Thomson puisqu'elle induit une importance croissante de la part de l'électronique dans les différents équipements et systèmes.

On va voir se développer des systèmes dédiés à la prévention de la menace, à l'information et au contrôle. Ils utiliseront des technologies que nous maîtrisons : la simulation, le traitement complexe de l'information, liées notamment à l'utilisation de l'informatique et de l'intelligence artificielle, etc.

### Vous vous recentrez sur l'Europe. Est-ce un choix délibéré ?

Du fait de la réduction des budgets militaires, on assiste à une européanisation nécessaire de l'industrie de la défense, associée à une concentration inéluctable de l'offre.

Les industriels qui n'étaient pas équipés pour survivre dans cet environnement concurrentiel souhaitent en sortir, parfois plus tôt que prévu. Ceux qui, comme Thomson, sont déterminés à faire partie des quelques leaders européens, renforcent leur position dans leurs domaines stratégiques et dans leurs métiers, notamment par des acquisitions et des joint-ventures.

Cette nouvelle donne se joue désormais à l'échelle d'un marché plurinational. C'est ainsi que Thomson, par ses récentes acquisitions, a renforcé ses diverses positions (cf. tableau).

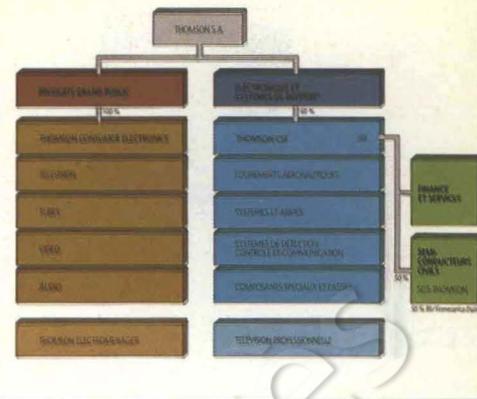
### Pourquoi ne pas attaquer le marché américain ?

Les règles de sécurité militaire aux USA, dans un domaine comme le nôtre, ne sont pas favorables aux sociétés étrangères. On aboutit à des situations complexes où l'actionnaire étranger est sous une tutelle de l'administration américaine qui ne lui permet pas de diriger véritablement ses filiales.

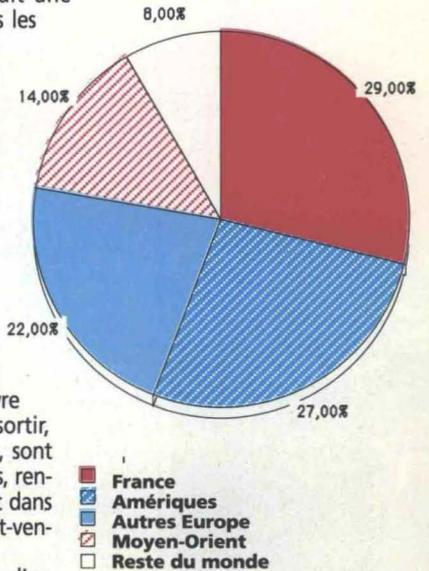
Et il est aujourd'hui certain que la plupart des acquisitions qui auraient pu nous intéresser, comme les grands à vendre, sont dans un domaine trop sensible pour que nous y soyions les bienvenus.

### Est-ce un atout ou un handicap d'être une entreprise nationalisée quand les deux principales activités touchent à des enjeux essentiels pour l'industrie et l'indépendance nationales ?

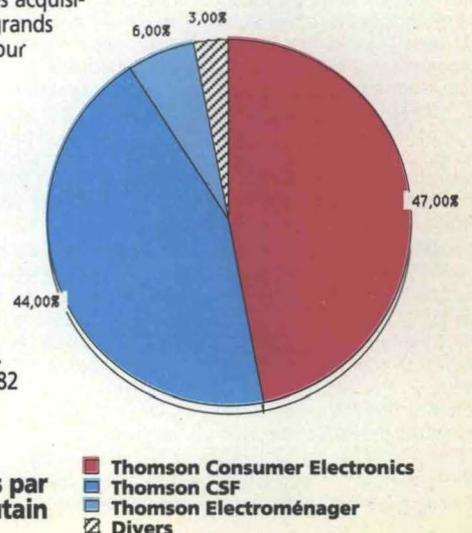
Globalement, je dirai que c'est plutôt un atout. Dans le domaine de la défense, cela n'ajoute pas grand chose, puisque les rapports sont de toute façon obligés. Mais pour la TVHD, cela permet d'avoir une vision à plus long terme. Compte tenu de la situation de l'entreprise en 1982 et des défis industriels d'aujourd'hui, c'est un plus.



### Répartition géographique du chiffre d'affaires (75 MMF)



### Structures du chiffre d'affaires 1989 (75 MMF)



Propos recueillis par Ghisalaine Toutain



## Une négociation en trompe-l'œil

**Vendredi 23 mars, les négociations sur le travail précaire se terminent. Les syndicats attendent les dernières propositions du patronat, ce jour-là, pour dire s'ils signent ou non.**

"On verra la prochaine fois (le 23 mars) si le CNPF veut faire reculer la précarité ou si le renforcement de la protection sociale qu'il vient de nous proposer ne sera pas un argument supplémentaire pour la développer". En s'exprimant ainsi, Alain Deleu, de la CFTC, résumait fort bien l'état d'esprit qui prévalait au sein de la plupart des délégations syndicales avant la dernière réunion de négociation sur le travail précaire.

Les syndicats attendent les dernières propositions de Jean-Louis Giral en relative position de force. A part la CGT, qui a déjà annoncé qu'en tout état de cause elle ne signerait pas, les autres n'ont aucune hostilité de principe. Ils sont prêts à apposer leur signature au bas d'un texte qui améliore de façon significative la protection des travailleurs atypiques, intérimaires ou titulaires d'un contrat à durée déterminée. Ils le demandent d'autant plus que le CNPF avait refusé d'intégrer ces salariés lors des récentes discussions sur l'assurance chômage. Les syndicats tiennent donc particulièrement à ce que l'on revienne aux conditions d'indemnisation lors des périodes de chômage et celles d'ouverture de leurs droits, notamment en matière de durée d'affiliation.

### Le CNPF a le dos au mur

S'ils ne signent pas, ils savent que le projet de loi préparé cet automne par Jean-Pierre Soisson sur la question viendra de toute façon en discussion très tôt, lors de la session de printemps. Le projet entend lutter contre les abus auxquels a donné lieu un recours de plus en plus important au travail atypique. Il propose entre autres de le limiter à trois cas : les emplois à caractère saisonnier, le remplacement d'un salarié absent et l'accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise. Il serait en particulier interdit de l'utiliser pendant les six mois qui suivent un licenciement économique et, en tout état de cause, il ne pourrait être renouvelé qu'une seule fois.

Le CNPF a le dos au mur. Pour éviter le texte gouvernemental qu'il juge trop contraignant, il veut un accord avec les syndicats et est prêt à des améliorations significatives pour l'obtenir. S'il échoue, c'est toute la volonté de relance de la politique contractuelle nouvelle style de Jean-Louis Giral qui aura du plomb dans l'aile, juste au moment où le ministère du Travail annonce qu'il ne donnera pas son grément à l'accord précédent sur l'assurance chômage.

Il doit aussi louver entre les différents groupes de pression du monde patronal. Les deux grandes organisations patronales représentatives dans l'intérim (le PROMATT et l'UNETT) sont, elles, relativement satisfaites du texte de Jean-Pierre Soisson. Celui-ci se propose en effet d'unifier les taux de l'indemnité de précarité d'emploi qui les a longtemps défavorisées par rapport aux contrats à durée déterminée, et d'obliger les entreprises utilisatrices à supporter une partie du coût des accidents du travail et des maladies professionnelles. C'est cette obligation qui fait grincer des dents d'autres fédérations patronales, grosses utilisatrices de contrats atypiques, comme le bâtiment et les travaux publics et, en outre, grosses pourvoyeuses en accidents du travail.

Mais lors des négociations précédentes, syndicats et patronat se sont déjà entendus sur le principe de la coresponsabilité entre l'entreprise utilisatrice et celle de travail temporaire en cas d'accident. Toutes deux se partageraient les cotisations afférentes à raison d'un tiers pour les premières et de deux tiers pour les secondes.

C'est en matière de formation professionnelle que les propositions patronales ont été le mieux accueillies. Le CNPF propose d'assouplir les conditions d'accès au congé individuel de formation pour les salariés sous contrat à durée déterminée et de les financer : les entreprises verseraient une contribution supplémentaire de 1% de la masse salariale dans un dispositif intégré qui garantirait, sous des formes à déterminer, à chacun un droit de tirage pour des stages. Les entreprises de travail intérimaire, pour leur part, augmenteraient sensiblement leur participation à une formation continue qui existe déjà théoriquement dans leur secteur. Un fonds social et culturel pourrait en outre y être créé grâce à un versement de 0,3% de la masse salariale pour que les intérimaires bénéficient d'avantages similaires à ceux d'un comité d'entreprise.

### Lutter vraiment contre la précarité

Reste, entre autres, le problème de l'indemnisation du chômage. Les salariés multipliant des contrats à durée déterminée de trois mois pourraient voir ramené de deux à un an le délai de carence au cours duquel ils ne peuvent percevoir aucune allocation. C'est peu et les syndicats attendaient beaucoup plus en la matière.

Si les discussions restent en l'état, les travailleurs précaires resteront toujours aussi précaires et continueront leur marche vers la marginalisation. D'autant que le CNPF continue de vouloir que puissent se succéder plusieurs contrats précaires alors que les syndicats acceptent un seul renouvellement et refusent que l'on puisse enchaîner divers CDD sur des postes de travail différents.

En fait, toutes les propositions du CNPF vont dans le même sens, celui d'une certaine moralisation du travail atypique et d'une relative meilleure protection des salariés de ce secteur : ce sont des données parfaitement intégrables pour les entreprises qui y recourent. Une gestion sociale assainie aurait en outre une autre fonction : servir de faire-valoir non négligeable à une profession qui en a bien besoin et améliorer son image de marque. Quant à lutter vraiment contre la précarité, c'est un pas que le CNPF pour l'instant ne franchit pas : elle l'arrange trop.

Monique Grima



### Emplois précaires et accidents du travail

Les travailleurs intérimaires sont victimes d'accidents plus nombreux et plus graves que l'ensemble des salariés. En 1986, le taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt est, pour les intérimaires, de 121 pour 1.000, contre 52 pour 1.000 pour l'ensemble des salariés. La fréquence des accidents graves (avec incapacité permanente) est de 11,5 pour 1.000 salariés intérimaires contre 5,9 pour 1.000 pour l'ensemble des salariés. Le travail intérimaire est le plus souvent :

- masculin (68% contre 62%) ;
- jeune (45% de moins de 25 ans contre 16%) ;
- industriel ou dans le BTP (60% contre 45%).

Or, ces trois catégories sont habituellement plus accidentées que la moyenne. Toutefois, si l'on corrige les statistiques de ces différences de structure, il reste une "suraccidentabilité" des travailleurs intérimaires que l'on peut estimer à 50%.

Selon une enquête de l'Inspection du travail, portant sur 525 accidents du travail survenus au cours des mois de mai, juin et juillet 1989 à des salariés occupant un emploi précaire, ces accidents ont eu pour victimes :

- 340 salariés d'entreprises de travail temporaire ;
- 80 salariés sous contrat à durée déterminée ;
- 105 salariés occupant une autre forme d'emploi précaire (stagiaire, TUC ou PIL, ou SIVP, personnes embauchées par une association intermédiaire).

Ils ont causé 15 décès. Ils sont survenus dans un large éventail de secteurs d'activité mais où prédominent pourtant la métallurgie, le BTP, les travaux du bois. Les victimes sont jeunes : 70% ont moins de 25 ans.

Globalement, l'analyse de ces 525 rapports fait apparaître les caractéristiques suivantes.

- Un accueil insuffisant au moment de l'embauche.

- Une absence presque systématique de formation à la sécurité du travail. Parfois même, les consignes de sécurité les plus élémentaires ne sont pas données au salarié.

- L'affectation des travailleurs intérimaires aux postes de travail les plus dangereux et les plus pénibles.
- Des contraintes fortes de rendement désorganisant partiellement le travail.

- Le désintérêt, voire l'absence, de l'encadrement et de la maîtrise.

- La différence de traitement, entre ces travailleurs et les salariés permanents des entreprises utilisatrices, pour ce qui concerne la mise à disposition des équipements de protection individuelle.

- La fréquente polyvalence de ces travailleurs, qui entraîne une inadéquation entre le niveau de formation et de qualification et le poste de travail auquel ils sont effectivement affectés.

# Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes



RENNES 90

15-16-17 et 18 mars



## L'histoire d'un congrès

*Le congrès de Rennes restera dans les mémoires. Il est encore trop tôt pour dire s'il clôt un chapitre du Parti socialiste et s'il en ouvrira un autre. Mais de toute façon, il marquera une césure. Pour porter témoignage et pour en garder le souvenir, nous reprenons ici, en un cahier de seize pages, le compte-rendu jour par jour des séances du congrès ainsi que des réunions simultanées en commission, notamment en commission des Résolutions. Ce cahier est extrait des éditions quotidiennes que "Vendredi" a publié à Rennes, qui ont été réservées aux congressistes et aux abonnés du journal.*

# Le congrès est ouvert

**Rennes, le parc des Expositions : largement dimensionné, magnifiquement aménagé et avec l'hospitalité naturellement amicale des militants rennais. Avec une petite heure de retard, le Xe congrès du Parti socialiste est déclaré ouvert. Comme il est de règle, ce sont les responsables locaux qui ouvrent le ban. Jeudi 15 mars 1990, il est 15 heures 45.**

Jean-Claude Duchalard, premier secrétaire de la fédération d'Ille-et-Vilaine, n'est pas peu fier de rappeler que ce département, autrefois conservateur, accorde désormais généreusement ses voix à François Mitterrand : 54,2% aux dernières présidentielles (+ 12% entre 1981 et 1988). Une montée en puissance qui a trouvé sur son chemin les grosses pointures de l'opposition : les Mehaignerie, Bourges et Madelin. Mais le congrès s'annonce sous les meilleurs auspices : "Nous avons négocié avec Dieu un anticyclone et le ciel s'annonce sans nuage".

Espérons, effectivement, qu'il en

soit de même de la teneur des débats. Edmond Hervé, maire de Rennes, sait que, pendant quatre jours, les regards seront tournés vers sa ville. Il a déjà une idée précise de ce que doit être ce congrès : "Il nous faudra débattre pour répondre à l'essentiel... nous arriverons ainsi à ce point obligé et espéré qui s'appelle l'unité". Rennes est en Bretagne, la Bretagne est le cheval de bataille de Charles Josselin, président du Bureau régional d'études et d'informations socialistes (BREIS). Deux messages à transmettre aux congressistes. En premier lieu "la démocratisation du fonctionnement du Parti passe par la régionalisation de ses structures". En second, crucial mais délicat, le calcul des mandats : au début du siècle, certains délégués au congrès représentaient les cotisants, d'autres les électeurs. Cette double représentation doit-elle être remise en vigueur ? Charles Josselin aimerait que l'on y réfléchisse.

## Henri Emmanuelli : une nouvelle étape sociale

Chargé d'effectuer le rapport d'activités du PS depuis deux ans, Henri Emmanuelli a fait observer d'abord une minute de silence en l'honneur des socialistes disparus ces derniers mois et de "ceux qui sont tombés sous le coup de la bêtise et de la haine raciale."

Récapitulant les succès électoraux enregistrés par les socialistes depuis 1988, il constatait que "sur le plan purement

...de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi...

### Délégués : lever de rideau

**Près de 900 délégués sont arrivés hier à Rennes, certains joyeux, d'autres un peu inquiets. Premières impressions.**

#### Claude Ibanez Motion Mauroy-Jospin- (26)

C'est mon 6e congrès mais à chaque fois je suis aussi ému. On retrouve la famille. Mais aujourd'hui, les socialistes en sont vraiment une, malgré l'âpreté des débats entre les courants. Pourtant, ce congrès-là est un peu particulier. Jamais les enjeux de pouvoir n'ont été aussi importants. Ce n'est pas cela qui nous intéresse, nous, militants. On nous a fait jouer le rôle de porteurs d'eau entraînés dans une guerre de succession absurde et prématurée.

#### Pascale Huriez Motion Poperen (95)

Je suis d'autant plus heureuse d'être ici que c'est mon premier congrès. J'espère qu'enfin

vont avoir lieu les vrais débats que nous n'avons pas eu ces dernières semaines sur l'immigration, la laïcité... Et puis, les jeux ne sont pas faits, tout est encore possible, même pour le poste de premier secrétaire. Bien sûr, je serais heureuse que le leader de ma motion triomphe.

#### Jean Giroud "Socialisme et République" (92)

J'espère beaucoup que les discussions permettront d'aborder clairement la construction de l'Europe et la rénovation du Parti. Et que les courants redeviendront, comme c'était le cas à l'origine, un rassemblement de camarades menant un débat d'idées et non pas un affrontement d'écuries. J'ai plutôt mal vécu les semaines précédant le congrès. Je souhaite qu'on tranche clairement sur les options à prendre dans le domaine social notamment, sinon, nous perdons notre âme de socialistes. Même point de vue pour les alliances : mieux vaut rester dans la minorité que de trahir les principes auxquels nous croyons.

#### Michel Cassou Motion Mauroy-Jospin (64)

Ce que j'attends de ce congrès ? Une clarification politique, savoir, au-delà de la bataille des chefs, comment le Parti va s'organiser, comment va se faire la majorité, aboutir enfin à une synthèse nette et précise. Pour le reste, j'espère que la priorité sera donnée au social, qu'on va donner des réponses sur l'action à mener dans les deux ans à venir, en particulier en ce qui concerne l'immigration et la drogue.

#### Jean-Luc Lacambra Motion Rocard (32)

C'est mon troisième congrès. Je crois que nous sommes à la croisée des chemins. Il est grand temps que, vis-à-vis de notre électeur, nous nous rassemblions pour améliorer l'image du Parti, mise à rude épreuve ces dernières semaines. Certaines pratiques locales ont fait un peu désordre. Il faut absolument qu'un large pôle de stabilité se dégage à Rennes, pour que le PS redevienne un Parti de transformation sociale, sachant

écouter ses militants et expliquer la politique du gouvernement.

#### Françoise Flamand Motion Fabius (34)

Les dernières semaines avant le congrès se sont plutôt mal passées. Espérons que le congrès nous permette de débattre du fonctionnement du Parti, pour qu'il soit une force de propositions et se donne une ligne politique nous permettant de gagner en 1993. Sinon, penser à la suite est absurde...

#### Jean-Claude Rivera Motion Mauroy-Jospin (38)

Je n'avais jamais assisté à un congrès, je vais enfin voir à quoi cela ressemble. Evidemment, je suis ravi, surtout que c'est un congrès important. Etant donné le peu de différence entre les motions, je pense qu'il y aura synthèse et qu'on en profitera pour élaborer une plate-forme sociale claire, répartissant plus équitablement les gains de productivité et garantissant la retraite à 60 ans.

SCHWARTZ



arithmétique, le total des voix de gauche n'est pas satisfaisant." Il soulignait "l'émergence du vote écologiste et de la montée de l'abstention qui, chacune à leur tour, nous pose de graves questions." Et poursuivait : "On a parlé de "déficit électoral" lié au "déficit social". Je n'ai pas, à ce stade, à anticiper sur les travaux de notre congrès. Mais il paraît peu discutable que, malgré l'œuvre accomplie par notre gouvernement, une partie de l'électorat de gauche soit aujourd'hui désorientée. La persistance des inégalités, voire l'accroissement entre revenu du travail et revenu du capital ; l'argent facile et visible des gains spéculatifs face aux situations de précarité ; l'apologie du consensus comprise comme une acceptation tacite de l'existant, ou "l'ouverture" interprétée comme

un abandon partiel d'identité : autant de facteurs qui, sans doute, nourrissent au mieux l'indifférence, au pire l'amertume.

Nous savons bien qu'il existe des contraintes nationales, européennes et internationales ; que tout n'est pas possible en un même moment, et que le retour de la croissance, incontestable, n'efface pas pour autant les faiblesses de notre commerce extérieur ni l'ampleur des chiffres du chômage qui vient, malgré tout, de repasser en dessous des 2.500.000. Nous sommes conscients, aussi, des efforts à fournir et des moyens considérables qu'il nous faudra dans les années à venir pour l'éducation et la formation. Et de bien d'autres choses encore. Et nous n'ignorons pas ce qui a été fait depuis 21 mois et qui mérite d'être salué par notre congrès. Mais nous avons, je crois, en commun, la conviction qu'il nous faut redonner au plus vite des repères plus évidents et plus lisibles à toutes celles et à tous ceux qui aspirent à plus de liberté et surtout à plus de justice. Bref, nous ne demandons pas l'impossible. Mais nous souhaitons que l'action gouvernementale marque d'une manière raisonnable mais déterminée, par-delà la prise en compte des situations critiques, notre volonté commune de transformer la société. A petits pas si les grands ne sont pas possibles. Mais que les petits pas succèdent aux petits pas, que ça bouge, que ça avance ou que le chemin soit clair !"

Henri Emmanuelli définissait alors l'objectif du congrès : "Une nouvelle étape sociale et une action résolue et déterminée pour sauvegarder les valeurs fondamentales de notre démocratie doivent, dans les années qui nous séparent des élections législatives de 1993, marquer notre action. Tel doit être le sens de notre congrès, son message, son engagement."

Il abordait ensuite l'un des sujets principaux du congrès : le fonctionnement du Parti socialiste. Après avoir énuméré un certain nombre de modifications dans l'organisation du Parti, il concluait en appelant au rassemblement "dans un parti qui est et reste un parti de militants où les idées doivent reprendre la première place." Enfin, il préconisait une synthèse et souhaitait que le congrès de Rennes marque "le départ d'une nouvelle étape sociale et réaffirme notre volonté sans faille de combattre toutes les entraves à la liberté et à la dignité des hommes..."

## Commission de vérification des mandats et contentieux

28 membres

Jean-Marcel Bichat  
Yannick Bodin  
Philippe Bonnefoy  
Gilles Carasso  
Gérard Collomb  
Jean Cottave  
Michel Charzat  
Philippe Darrulat  
Michel Debout  
Gérard Delfau  
Georges Dupeyron  
Claude Fleutiaux  
Daniel Frachon  
Serge Janquin  
Jacques Jusforgues  
Jérôme Lambert  
Jean-Luc Laurent  
Didier Leconte  
Paul Lussault  
Christian Menucci  
Pascal Noury  
Daniel Percheron  
Guy Penne  
Elisabeth Rabesandratara  
Alfred Recours  
Alain Richard  
Jean-Michel Rollot  
Daniel Vaillant

...suite page 4

## ...de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi...

### Robert Malatesta Motion Fabius (13)

J'attends que l'esprit de rénovation qui s'est manifesté dans notre fédération et dans beaucoup d'autres se concrétise, et ce, dans une atmosphère fraternelle et d'ouverture. Nous ne convainçons pas l'opinion et nous ne retrouverons pas notre électorat si nous ne mettons pas nos discours en accord avec nos actions.

### Roger Retailleau

**Motion Mauroy (85)** entré à la SFIO en 1930  
"Le débat a duré trop longtemps. Les gens en ont marre des disputes. Ils attendent autre chose."

### Michel Yoyo

**Motion Mauroy (Martinique)**  
"Vu d'outre-mer, la préparation de ce congrès nous a semblé hautement surréaliste. Cependant, dans nos sections, elle a été très politisée, comme jamais auparavant et j'espère que la dynamique créée ne va pas s'éteindre. Je suis ici car il s'agit d'un

moment important dans la vie d'un socialiste mais je compte bien, également rencontrer les responsables du Parti pour leur dire que les DOM ne sont pas suffisamment pris en compte dans le PS. Nous aimerions bien trouver notre place."

### Délégations étrangères

#### Ibrahim Souss délégué général de l'OLP à Paris



"Dans cette salle, j'ai un millier d'amis. Il faut dire que j'assiste aux congrès du Parti socialiste depuis 1979 (Metz). J'ai connu Lionel Jospin lorsqu'il était responsable du secrétariat international. La première fois

que j'ai rencontré Michel Rocard, c'était en 1971. Qu'ils soient aujourd'hui au pouvoir me touche."

#### Boualem Bessaïh membre du comité central du FLN, chef de la délégation algérienne à Rennes, ancien ministre des Affaires étrangères.

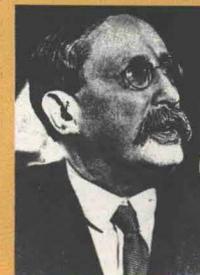
"La préparation de ce congrès a soulevé tant de vagues que je m'attendais à trouver ici un grand tumulte or, c'est plutôt la sérénité qui règne..."

"J'ai apprécié la tonalité du rapport d'activités présenté par Henri Emmanuelli. Il a soulevé des problèmes de fond, internes au PS, que je n'ai pas à juger. En revanche, il n'a pas manqué de souligner la montée du racisme et de la xénophobie dans la patrie des droits de l'homme. Un sujet d'actualité."

Propos recueillis par  
Marie Agnès Combesque  
et Patricia Jaffray

### Entre les allées

Une fois franchi le hall d'accueil, une première série de stands sollicite les congressistes et invités de ce Xe congrès. Et tout d'abord celui du secteur Formation. Il présente en continu une bande vidéo les "Héritiers de l'avenir", qui rappelle toutes les étapes depuis le congrès d'Epinay, jusqu'aux présidentielles de 1981, sur un commentaire de Claude Estier.



▲ Léon Blum, 1920

Le secteur Culture, par une exposition photographique, rend un hommage à Léon Blum. De l'Ecole normale au procès de Riom, et du congrès de Tours au Front populaire. Tout à côté, le stand Presse propose une évocation des plus récents congrès : Valence

## La déclaration de principes

Le projet de déclaration de principes, n'avait guère de risque de connaître le sort d'autres débats qui n'ont pas encore connu de résolutions. Point d'incertitudes ni de suspense, donc, puisqu'au terme de quatre mois de travail et de discussions que son rapporteur Gérard Collomb qualifia de "quelquefois vives, mais toujours très fortes et très passionnantes", l'ensemble des sensibilités du Parti était parvenu à un accord lors du comité directeur de synthèse du 13 janvier. Restait aux militants à approuver cet effort de synthèse, ce qui fut fait par le congrès à l'unanimité moins trois voix. G. Collomb pouvait donc se féliciter du fait que "sur les problèmes de fond, le Parti socialiste soit beaucoup plus uni qu'il n'y paraît et que, sur des sujets mêmes où les discussions ont été les plus passionnées : l'Europe, la définition et le rôle de la société d'économie mixte, nous soyons capables d'aboutir entre nous à des synthèses positives."

Les orateurs inscrits au débat mirent toutefois l'accent sur les possibilités d'application des principes adoptés.

Pour Gérard Gaumé : "La réaffirmation d'une volonté ne se concrétisera que si l'on passe des principes à la réalité, que si l'on lutte réellement contre les inégalités, pour la citoyenneté dans l'entreprise, pour la laïcité, pour l'Europe sociale. Les militants socialistes doivent être les acteurs les plus déterminés de ce changement." Jean Le Garrec pense également que cette rédaction engage tout le Parti, notamment son article 7 qui stipule "le Parti socialiste attend de ceux qui le représentent à tous les niveaux de responsabilité qu'ils s'inspirent dans leurs décisions et leurs actes de ces principes". Après avoir noté qu'il "y a un étrange paradoxe à ce que l'on voie un parti dont la presse ne souligne que les jeux tactiques accoucher d'un texte court et dense d'une grande importance idéologique", l'ancien ministre de la Fonction publique affirme que cette déclaration "choisit d'aller plus loin que la correction des excès du système libéral, tâche difficile à laquelle s'attelle un gouvernement que nous soutenons."

Pour Gérard Fuchs qui fut le premier, en juin 1986, à proposer une modification de la déclaration de principes, proposition à laquelle souscrivit à l'époque Lionel Jospin "la crédibilité du Parti en tant qu'acteur de la transformation sociale en

sera accru". L'effort fait pour ne plus dissocier la gauche des mots et celle des actes témoigne d'un réel souci de cohérence. Ayant fait de la maîtrise de la durée l'axe du changement, les socialistes lui semblent mieux armés."

Max Gallo pense que "cette déclaration contient des leviers que nous pouvons utiliser." Le secrétaire national à la Culture ne cache pas pour autant quelques regrets -on sait que le compromis avec "Socialisme et République" fut le plus long à trouver-, concernant notamment l'Europe. "La réunification allemande -l'Europe à treize- rend inadéquate la CEE, l'Europe des douze". Et aussi la question nationale : on ne pourra déraciner le vote Le Pen si on ne répond pas à ces interrogations : quel est le sens d'être Français ? Quel est le projet de la France ?" ajoute Max Gallo.

Au bout du compte, malgré quelques différences d'interprétation, le Parti socialiste se donne une nouvelle carte d'identité. Reste à trouver la photo qui l'accompagnera.

A l'issue de cette première journée de congrès, le quitus a été adopté à une très grande majorité.

Jean-Pierre Bedei, Bernard Chauat, Maryline Trassard



▲ Gérard Collomb

...de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi...

1981, Bourg-en-Bresse 1983, Toulouse 1985 et Lille 1987.

Pour sa part, l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste) nous remet en mémoire les grands leaders de notre histoire.

L'actualité ne perd pas son droit avec la Convention pour l'armée nouvelle, les Droits de l'homme et libertés (trois mots impatients), ou bien encore Est-Solidarités qui recueille les premiers exemples de partenariat avec ces régions qui viennent de recouvrer la liberté.

Un congrès ne serait plus ce qu'il est sans son présentoir de gadgets.

Vous y trouverez de tout ! Depuis le porte-documents "Congrès de Rennes" jusqu'aux chaussettes PS (merci Béré), sans oublier les magnifiques caleçons à la rose !

Pour terminer votre circuit, n'oubliez pas de vous arrêter devant l'enseigne "Brique à brique" Une sorte de Monopoly berlinois qui vous invite à supprimer le mur.

C.E.G.

(Demain, le hall des exposants.)

## Les écrivains au congrès



▲ Alain Gerber

"Le Verger du diable" (Grasset)

Je ne me déplace jamais, sauf quand mon éditeur l'exige et encore, il faut vraiment qu'il insiste ! L'auteur, qui attend derrière sa pile, je trouve ça complètement désespérant. Les gens passent, regardent vos livres, les soupèsent, comme des salades pas fraîches. On me rétorque souvent : "c'est une occasion unique de rencontrer des lecteurs." Oui, mais ce sont toujours des lecteurs de vieux livres. Mon rêve, impossible, serait de rencontrer des lecteurs de celui que je suis en train d'écrire...

Tous les jours, des écrivains viennent signer leurs livres à la librairie du congrès. Jeudi, c'était Alain Gerber, l'auteur de "Faubourg des Coups de trique" qui vient de publier

Ici, c'est différent. Je me sens dans ma famille. Je ne m'installerais pas dans la manifestation d'un parti avec lequel je ne me sentirais pas au minimum en résonnance.

C'est la première fois que je viens à un congrès socialiste.

Les débats de ces dernières semaines m'ont laissé pour tout vous dire plutôt consterné. J'aurais préféré me rendre à un congrès du Parti à une époque où les roses avaient plus d'épines, où la conquête du pouvoir était encore à faire ou à un moment, qui viendra peut-être, où il faudra songer, sinon à la reconquête du pouvoir, du moins à celle de la passion.

Ce matin, à l'idée d'assister à mon premier congrès, j'ai ressenti la même chose que quand j'arrive dans une ville inconnue. Je n'ai pas d'idées préconçues, je me laisse remplir d'impressions. Pourtant, et je ne m'y attendais pas, dans le train qui menait à Rennes, les mots, les interrogations des militants, étaient les miens.

**Aujourd'hui** : de 15 à 17 h, Alain Decaux, Jean Ziegler et Régine Deforges.

## Vendredi 16 mars, ordre du jour

- 9 h 30, suite du débat sur les propositions de réformes statutaires. Conclusion à 12 h.
- 15 h, débat de politique générale jusqu'à 20 h. Interviendront notamment Pierre Mauroy et Michel Rocard.
- Soirée : commission des résolutions.

## Commission sur propositions et modifications statutaires

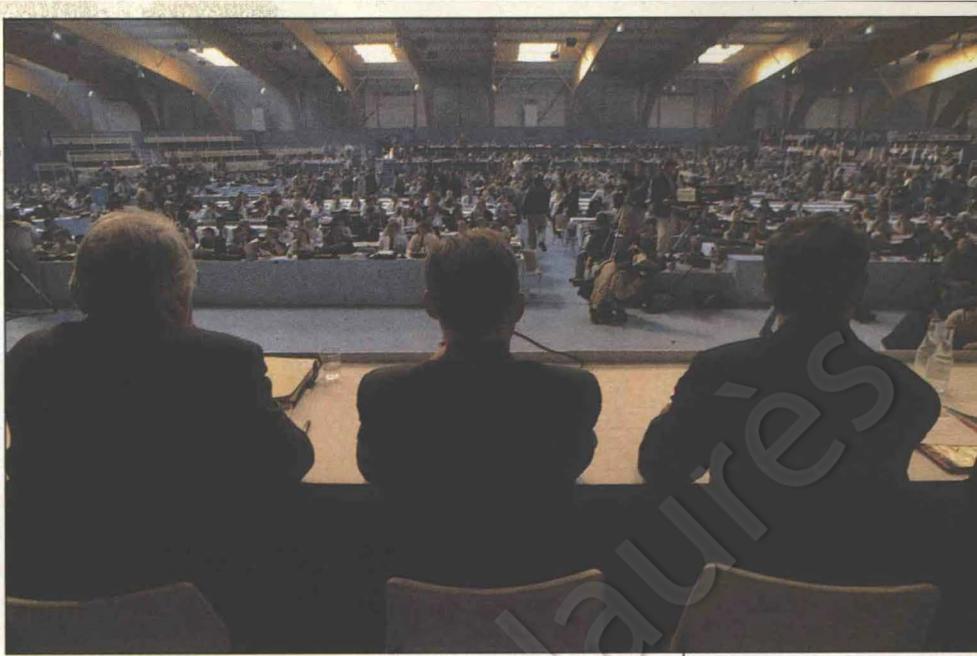
Les 29 membres de la commission des révisions statutaires est réunie depuis jeudi à 22 heures afin d'examiner les votes des fédérations. Si les 10 propositions de réforme présentées en commun par les 7 motions devraient être approuvées à une large majorité, la plus grande incertitude règne quant

## En marge de la tribune

Un congrès socialiste ne se déroule pas seulement à la tribune. Réunions de commissions, contacts discrets, points de presse des ténors complètent les interventions à la tribune. Alors que le débat de politique générale n'a pas encore commencé, les grandes manœuvres entreprises ces derniers jours se poursuivent en coulisse. Hier dans le courant de l'après-midi, Laurent Fabius publiait un communiqué : "... A l'entrée du congrès, la motion "Egalité" n'a été saisie d'aucune proposition réelle de rassemblement de la part de Pierre Mauroy. Or, ce n'est évidemment pas en commençant par écarter qu'on peut unir. J'ai pris aussi connaissance des dernières déclarations de Jean Poperen. Sa démarche rejoint notre objectif de rassemblement."

Dans une interview à "Paris Match", le ministre des Relations avec le Parlement a affirmé, en effet, qu'il "souhaite travailler à rassembler tous les socialistes, sans exclusive, sans fusée à deux ou trois étages, sans présynthèse." Puis, il publiait à son tour un communiqué précisant la méthode de "rassemblement" : "Il ne faut pas commencer par des regroupements partiels, par des combinaisons tactiques qui reviennent en fait à écarter. On le voit bien, la méthode à laquelle paraît rivié Pierre Mauroy ne mène à rien."

Dans l'entourage du premier secrétaire, on faisait remarquer que des propositions concernant la future direction du PS avaient été formulées auprès de Laurent Fabius avant hier, et qu'elles étaient restées sans réponse jusqu' alors. Hier vers 18 heures, le président de l'Assemblée nationale restait sur ses positions :



"Il ne s'agit pas de propositions réelles de rassemblement, si on laisse le poste de numéro 2 à une motion qui recueille 8% des mandats." La situation se déblocquera-t-elle ce matin ? Toujours est-il que six représentants de la motion Mauroy et six homologues fabiusiens devaient se retrouver à 9 heures 30 à l'hôtel Altea, autour d'un petit déjeuner, pour faire le point. "Il faut se rapporter au vote des militants, expliquait Laurent Fabius, serein. Nous avons vocation à être dans la majorité. Moi, j'attends."

En attendant, lui aussi, Henri Emmanuelli s'étonnait : "Je suis surpris qu'après avoir tant réclamé le débat, certains considèrent que les communiqués remplacent la discussion. C'est surréaliste." Et les congressistes dans tout cela ? Hier soir, chaque courant réunissait ses délégués pour discuter des éventuelles alliances. Affaire à suivre.

J.-P.B.

## ...de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi... de jeudi à vendredi...

aux 58 autres. En effet, sur la base des premiers dépouillements des procès verbaux, il semble que les voix des militants (lorsqu'ils se sont prononcés) se soient éparpillées. Il est probable qu'aucune proposition n'obtienne 50%. Pourtant, certaines, tels la formule "un homme, une voix" ou le vote à bulletin secret pourraient faire l'unanimité et être retenues. La commission sur les modifications statutaires présentera un rapport qui sera soumis à la commission des résolutions.

Jacqueline Alquier - Philippe Bassinet - Jean-Michel Bichat - Yannick Bodin - Jean-Pierre Bonin-Moulin - Pierre Bourguignon - Gilles Carasso - Marie-Arlette Carletti - Alain Claeys - Gérard Collomb - Claire Dufour - Josette Durrieu - Anne-Catherine Franck - Jérôme Lambert - Didier Lecante - Alain Le Vern - Paul Lussault - Armand Massip - Pierre Mater - Patrick Menucci - Pascal Noury - Guy Penne - Gilbert Roger - Bernard Roman - Hélène Raynault - Michel Sapin - Gisèle Stievenard - Daniel Vaillant - Henri Viols.

### Concours

Le secrétariat national à la Formation organise pendant la durée du congrès et à l'intention des congressistes un concours en 45 questions. Un concours qui fait appel à votre culture générale et aussi à vos connaissances de militant.

Le formulaire est à votre disposition sur le stand du secrétariat national à la Formation. Les réponses devront être rendues avant samedi 17 avant 20 heures.

Premier prix : une semaine de village-vacances sur la Côte-d'Azur pour deux personnes. Deuxième prix : une semaine de village-vacances en montagne pour deux personnes, etc... etc...

### Le congrès en musique

Deux fois par jour, le parc des Expositions va vivre en musique. Rendez-vous dans le hall n° 6

### Vendredi

de 12 à 13 h : "Anches Doo Too Cool" (jazz)  
de 18 h 30 à 19 h 30 : William Prat (rock)

### Samedi

de 12 à 13 h : Jacques Pellen (jazz)  
de 18 h à 19 h : Méline Favennec (chanson)

### Dimanche

à partir de 9 h 15 : sonneurs  
à 12 h 30 : reprise des sonneurs

### Manifs à Rennes

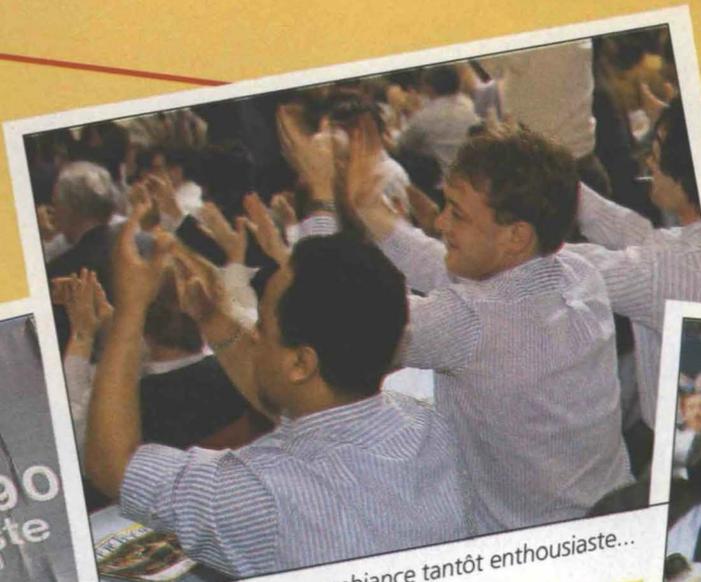
Les grand-messes politiques attirent les manifs - c'est bien connu - surtout lorsqu'il s'agit d'une grand-messe socialiste et que ces mêmes socialistes sont au gouvernement. A peine arrivés, les congressistes succombent sous les tracts. Après les agents des Finances qui les accueillent à la descente du train, viennent les routiers qui embouteillent les rues de la ville, enfin, aux abords du parc des Expositions, le personnel de l'Equipement qui grognent contre la politique gouvernementale. Demain, à qui le tour ?

**Petites annonces** - 100 F la ligne  
**5311.** Logement : étudiante Sc-po, rech CHAMBRE (dche) Paris. Max 2.000 F c.c. Tél : (1) 43 21 85 99.

**5312.** En vue de réaliser un portrait télévisé de François Mitterrand, la télévision belge remercie les militants qui pourraient lui prêter tout film ou extrait (8, super-8, vidéo, etc) afin d'enrichir sa documentation. Toute époque, toute manifestation, réunion, voyage, bienvenus. Contact : M. Lepaigne, Tél : (1) 45.54.21.34



# L'ALBUM DE RENN



▲ Dans les travées, ambiance tantôt enthousiaste...



▲ ...tantôt électrique.

**RENNES 90**  
**Parti Socialiste**  
10<sup>ème</sup> Congrès National  
15-16-17 et 18 mars



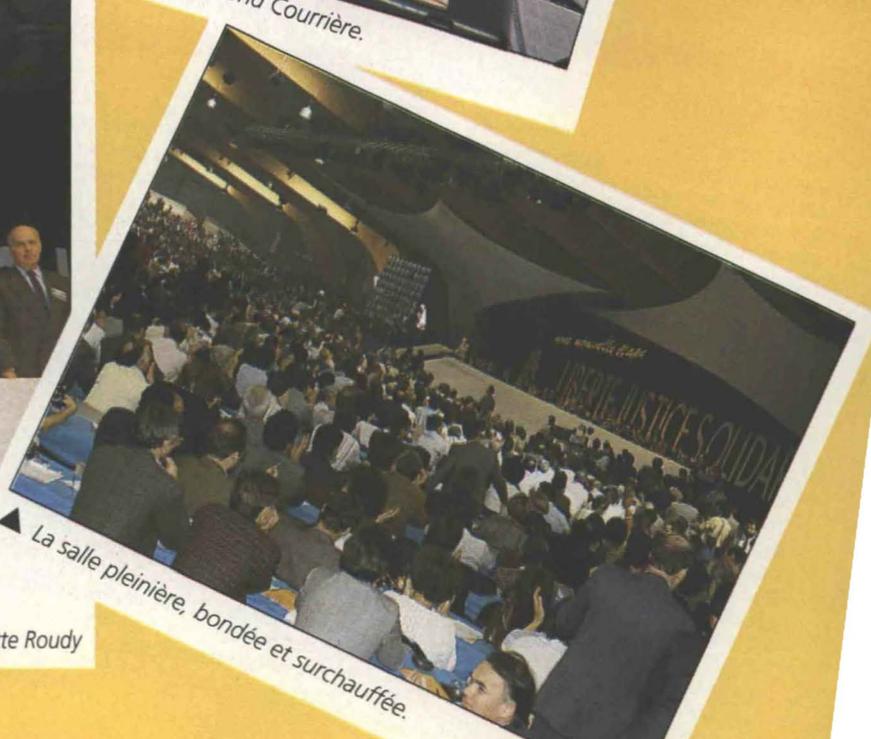
▲ Edmond Hervé avait commandé le beau temps.



▲ Autour de Laurent Fabius. A sa droite : Raymond Courrière.



*une nouvelle étape*



▲ La salle pleine, bondée et surchauffée.

▲ Jean-Marc Ayrault lit le message de François Mitterrand.  
De d. à g. : Pierre Brana, Claude Estier, Michel Rocard, Pierre Mauroy,  
Henri Emmanuelli, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant, Jean-Marcel Bichat, Yvette Roudy

# On est entré dans le vif du sujet

## Le message de François Mitterrand

Chers amis,

De jour en jour la liberté rompt les digues qui l'enfermaient en Europe de l'Est, en Afrique du Sud, au Chili et en tant d'autres lieux. Voilà ce que nous avons d'abord à célébrer ensemble.

Deux cents ans après notre Révolution, celle des droits de l'homme, les Français ont à se montrer dignes de ce bel héritage. Il appartient aux socialistes d'aller plus loin sur ce chemin. Lutter contre les exclusions, réduire les inégalités, donner à chacun la meilleure chance de réaliser ses capacités personnelles, d'accéder à un métier, de maîtriser sa vie, refuser le repli sur soi, les divisions artificielles, l'intolérance, là est l'inspiration, là est la politique qui justifient notre engagement et nos responsabilités présentes.

Mais l'histoire n'est pas complaisante. Unissons donc nos esprits, nos moyens et nos forces sans jamais oublier que, dans ce combat toujours renouvelé, nous sommes tous du même côté.

Chers amis, je souhaite que votre congrès serve le progrès, en nous aidant à parachever le redressement économique tout en récusant je ne sais quelle fatalité marchande qui permettrait aux puissants de s'assurer contre les risques en ne laissant aux faibles d'autre choix que de les subir. Je souhaite qu'il serve la paix. Je souhaite qu'il serve l'Europe, celle de la Communauté, pierre angulaire de toute construction, et celle du continent, chantier qui s'ouvre aux espérances. Je souhaite enfin que votre congrès fasse du développement du tiers monde l'ambition majeure de cette fin de siècle.

C'est dans la fidélité à l'œuvre que nous avons entreprise en commun que je vous adresse ce message, et que je forme des vœux pour vous.

François Mitterrand

**Vendredi, 15h 45. Attention maximale de tous les congressistes. Les halls se vident et tout le monde converge vers la salle plénière. Le grand moment est arrivé, les ténors vont parler.**

Même François Mitterrand est présent par l'intermédiaire d'un message, mais c'est Marie-Noëlle Lienemann qui ouvre le feu en défendant son credo. Si un malaise apparaît dans la société française, c'est parce que nous manquons d'un projet mobilisateur : "10 ans d'une présidence de République de gauche et les inégalités se sont accrues." Marie-Noëlle Lienemann en appelle à une nouvelle ère, celle de l'éco-socialisme, qui ne se contenterait pas d'une couche de peinture verte mais mettrait en cause notre mode de développement productiviste.

...suite page 28



...de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi...

### Le bureau du congrès

Le bureau du congrès est présidé par Claude Estier.

Il comprend : André Billardon, Pierre Brana, Raymond Douyère, Patrice Finel, Guy Ramirez, Françoise Seligmann, Pierre Shapiro, Henri Viols

### Samedi 17 mars, ordre du jour

Journée consacrée à la suite de la discussion générale jusqu'à 15 h.

L'après-midi sera consacré aux relations internationales. Vers 17 h, mise en place de deux forums sur les thèmes suivants.

1) **Construire la démocratie** avec des représentants des partis d'Europe centrale et orientale dont Nichola Toutov (Association sociale-démocrate d'URSS, député du peuple), Joseph Sabas, membre du présidium du Parti social-démocrate de Lituanie et Mart Taarmak, membre du Parti social-démocrate d'Estonie.

2) **Démocratie et développement** : les relations nord-sud. Sous la présidence d'Edgar Pisani, conseiller à la présidence de la République, président de l'Institut du monde arabe. Avec : Euclides Scalco, député du PSDB (Parti social-démocrate brésilien), Djibo Ka, ministre sénégalais du Plan et de la Coopération, Serge Gilles, président du PAN-PRA, regroupement socialiste haïtien.

### Révision des statuts

La commission de Révision des statuts n'a clos ses travaux qu'aux premières heures de la matinée du vendredi. Premier constat : 55 fédérations se sont prononcées sur les propositions de modification, les votes exprimés représentant 54,5% des mandats nationaux. Comme prévu, le vote indicatif consacre l'adoption des dix premières propositions, communes aux sept motions, mais aucune des 58 autres n'a obtenu la majorité absolue.

"En raison de la diversité, et même de la dispersion des idées avancées, l'interprétation des résultats a été difficile", explique

Yannick Bodin. Mais quelques grands axes ont été dégagés. La discussion de la commission a porté principalement sur les quatre points suivants :

- le financement du Parti ;
- la réforme des organismes centraux ;
- le droit d'initiative militante ;
- les formes de l'expression et des votes des militants.

Les propositions relatives aux trois premiers points ont été unanimement retenues par la commission qui demande que le prochain comité directeur soit mandaté pour procéder à la rédaction de ces propositions. Ainsi, le comité directeur pourrait fixer chaque année les règles de répartition des recettes provenant de la nouvelle loi sur le financement des partis politiques entre les différents échelons. La commission souhaite également proposer des solutions afin que les cotisations ne soient jamais un frein à l'adhésion. Accord aussi pour que le nombre de délégués à la convention nationale soit désormais fonction de l'effectif des fédérations (et non par fédération). Surtout,

une question pourrait désormais être inscrite à l'ordre du jour de la convention nationale, dès lors que 5.000 adhérents, répartis entre 20 fédérations, en feraient la demande si la commission a reconnu que "les conditions de vote sont souvent mal définies et source de contentieux", et a exprimé la volonté de mettre en place une sorte de "code électoral du Parti". Le principe "une voix, un mandat" et celui du vote à bulletin secret, n'ont pu être adoptés. Aussi, la commission de Révisions des statuts a saisi la commission des Résolutions afin qu'elle se prononce sur ces deux questions. Toutefois, toutes les motions sont d'accord pour :

- faire en sorte qu'il n'y ait pas, dans les sections, plus de mandats que d'adhérents ;
- créer une carte d'adhésion à un seul timbre ;
- exiger six mois de présence dans le Parti avant qu'un militant puisse exercer son droit de vote.

Maryline Trassard



Suffit, dit-elle, de faire "la part trop belle à l'argent roi... Le marché, oui, mais pas partout et pas toujours. Il nous faut des utopies, conclut Marie-Noëlle Lienemann, pour rendre des espérances à tous ceux qui se sentent exclus de nos débats."

re (...) Menons cette réflexion sans hâte. Des négociations sur les armements conventionnels se déroulent actuellement à Vienne (...)"

## Nouvelle étape sociale

Sur le plan national, Pierre Mauroy souhaite l'avènement d'une "nouvelle étape sociale". Rappelant les mesures prises par Michel Rocard dans ce domaine, il constate : "Beaucoup a été fait. Beaucoup reste à faire. Et si, dans ce qui reste à faire, tout n'est pas possible, il faut cependant aller jusqu'au bout de ce qui est possible. Nous sommes pour un socialisme de transformation (...) Notre objectif doit être l'utilisation des nouvelles marges offertes par la croissance. Le pacte de croissance est une grande ambition qui, sur certains points, reste à préciser et à compléter. Voilà la direction que j'ai indiquée, en parlant d'étape sociale (...) Cette nouvelle étape doit s'articuler autour de cinq priorités, le chômage, les bas salaires, l'emploi précaire, la protection sociale, la société de responsabilité."

Enfin, Pierre Mauroy conclut sur l'identité du Parti : "Tous autant que nous sommes, nous n'avons pas à nous demander : qu'est-ce que le Parti peut m'apporter ? Nous avons à nous interroger sur ce que nous pouvons apporter à notre Parti (...) Nous devons réfléchir autrement qu'en nous déchirant. Prendre garde aux dérives, certes, mais aussi, construire, proposer et, pourquoi pas, recomposer. Décider ensemble de la tenue d'une convention nationale qui, après débat dans les fédérations, aura mission de rénover le Parti, d'améliorer son fonctionnement."

Evoquant le militantisme en mutation, il indique que "cette évolution n'a pas à se faire au prix d'un abandon des principes. Parti de supporters, parti de militants, j'en donne acte à Laurent Fabius, c'était sévère, mais cela traduisait un état d'esprit ou tout au moins un risque (...) Notre règle, c'est l'expression totale à l'intérieur de nos instances, et non pas le silence à l'intérieur et la médiatisation à l'extérieur."

Enfin, Pierre Mauroy en appelle au "rassemblement des socialistes, de la gauche, d'une majorité de Français" dans le droit fil de la démarche de François Mitterrand. C'est pourquoi il encourage les chefs de file des différentes motions à la synthèse.

## Michel Rocard Un discours programme

Tout au long d'un discours qui est à la fois bilan et programme, Michel Rocard a, selon une habitude qu'il affectionne, replacé son action dans sa dimension planétaire.

"Tirant les leçons du "fabuleux bicentenaire" que constituent la levée des peuples à l'Est, mais aussi les avancées démocratiques en

## Pierre Mauroy Le rassemblement



Le congrès entre dans le vif du sujet avec l'intervention de Pierre Mauroy. Brossant le tableau de la situation internationale, issue, notamment, de l'effondrement du communisme, il tente de définir "la grande promesse que représente sur tous les continents notre socialisme démocratique." Evoquant les débats internes du PS au

congrès, il minimise les divergences : "C'est artificiellement que nous sommes divisés, alors que nous aurions dû tout naturellement continuer à débattre rassemblés. Reconnaissons-le, camarades, nous étions tous d'accord sur de très nombreux points dans nos contributions. Mais il a fallu combattre, et nous avons oublié nos convergences et cultivé nos différences."

Revenant à la situation internationale, Pierre Mauroy réaffirme sa "confiance en l'Europe des peuples, ceux de la Communauté européenne tendant la main à ceux de l'Europe de l'Est qui se libèrent." Il ne manque pas de revenir sur l'épineuse question des crédits militaires. Sans rien céder sur le fond de ses positions, il prend en compte certains arguments émis par Jean-Pierre Chevènement avec qui il vient de passer alliance : "L'effort de défense doit-il être réexaminé ? Oui, j'ai lancé ce débat. Non pas pour réveiller je ne sais quel démon pacifiste. Je connais les leçons terribles de l'histoire (...) Et Jean-Pierre Chevènement a raison de souligner que, depuis 40 ans, l'équilibre des armements a favorisé la détente (...) Mais aujourd'hui, il s'agit de savoir saisir l'occasion que nous offre l'histoire. Il s'agit précisément d'aller de la détente à la paix. Le problème, loin s'en faut, n'est pas exclusivement militaire. Mais il a sa dimension militai-

### La commission des résolutions

#### Motion 1

(20 titulaires)  
Claude Allègre  
Gérard Collomb  
Claire Dufour  
Henri Emmanuelli  
Claude Estier  
Anne-Catherine Franck  
Claude Germon  
Edmond Hervé  
Lionel Jospin  
Pascal Lamy  
André Laignel  
Gérard Le Gall  
Jean Le Garrec  
Pierre Mauroy  
Louis Mermaz  
Henri Nallet  
Michel Pezet  
Jean-Jack Queyrenne  
Bernard Roman  
Daniel Vaillant

#### (10 suppléants)

Jean-Marie Cambacérés  
Jean-Christophe Cambadélis  
Geneviève Domenach-Chich  
Bernard Derosier  
François Hollande  
Gilles Johanet  
Louis Mexandeau  
Pierre Moscovici  
Jean-Marie Le Guen  
Véronique Neiertz

.../...

...de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi...

## Délégués : Impressions

### Philippe Langevin délégué motion Mauroy-Jospin (13)

On a pris un coup de vieux. On est devenu bcbg. Maintenant, un congrès socialiste, c'est chic. Avant, c'était politique ; maintenant, c'est une sorte de salon du prêt-à-porter du socialisme. Ce congrès, c'est une grande-messe avec beaucoup d'archiprêtres. Il se passe plus de choses en dehors de la salle des débats qu'à l'intérieur. Nous, militants, avons l'impression de compter pour rien. Mais l'atmosphère est sympa : voir tout le monde ensemble malgré tous les conflits, ça fait plaisir. La synthèse des mitterrandistes, je n'y crois plus, mais je souhaite une synthèse la plus à gauche possible. A cet égard, le rapprochement avec Chevènement, qui m'a un peu surpris, me satisfait plutôt.

### Pascal Cuq auditeur, motion Fabius (34)

Hier, l'ambiance était tendue. Aujourd'hui, c'est plus fraternel. Je trouve l'entrée un peu

fliquée pour un congrès socialiste. Dans le climat actuel, il est normal que Fabius ait choisi de passer par les médias pour dire qu'il soutiendrait la candidature de Poperen. L'essentiel, pour moi, c'est la synthèse avec les mitterrandistes.

### Réjane Ariagno-Baroche invitée, motion Mauroy-Jospin (69)

Au premier abord, on se croirait dans une exposition banale. On ne voit pas beaucoup de poings ni de roses. Ici, je viens écouter les "éléphants" mais pas seulement, rencontrer aussi des gens du Parti que je ne connais que téléphoniquement. Ce congrès, comme beaucoup de militants, je l'ai vécu comme une guerre de bonshommes. J'aimerais que Rocard n'aille pas plus à droite, Chevènement pas plus à gauche. Assez de bagarres : retournons sur le terrain. Moi, qui y suis 8 heures par jour, je sais comme c'est dur mais aussi que c'est là qu'est notre rôle. Chapeau à l'organisation. J'ai beau être à Saint-Malo, je n'ai aucun problème pour venir et, dans les navettes, l'atmosphère est très sympa.

### Gérard Gouzes délégué motion Rocard (47)

En vérité, il y a deux congrès, celui qui est dans la salle et qui commence à peine et celui des coulisses, qui avance sans nous. Ce n'est pas ça, un congrès. J'attends beaucoup des discours de Mauroy et Rocard. Pour que les socialistes fassent passer au congrès et à la France un message clair, il faut qu'ils cessent de se regarder le nombril et débattent des vrais problèmes : environnement, intégration des immigrés. A part ça, je suis logé à Dinan, c'est charmant mais vraiment très loin... Surtout quand on rate la navette.

### Jérôme Sulim délégué, motion Poperen (44)

L'atmosphère est très différente de Lille : on est plus mobilisé dans les allées du congrès que dans la salle. Je crois que c'est le congrès le plus ouvert qu'ait connu le PS. J'espère que nous en sortirons avec un message fort pour le pays et pour nos électeurs dont beaucoup ont le blues. Regardez

Sarcelles... Si les querelles d'hommes ne s'effacent pas, nous aurons raté ce congrès et nous serons bien mal armés pour 1993.

### Jean-Luc Estournel invité, motion Fabius (69)

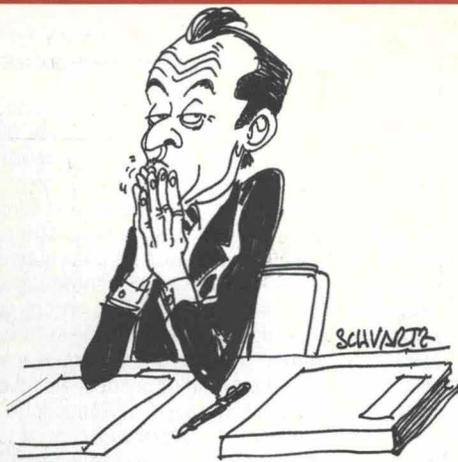
Le cadre est superbe. Je ne connaissais pas Rennes, c'est une ville accueillante, étonnante. J'aime bien aussi les ballons qui matérialisent les neuf congrès précédents, à l'entrée. Le congrès, c'est aussi la fête, une occasion fabuleuse de revoir les camarades perdus de vue depuis le précédent. La priorité c'est, bien sûr, la rénovation du Parti. J'espère que nous sortirons d'ici avec une nouvelle équipe capable de mener le Parti à la victoire aux législatives.

### Christine Pacheteau auditeur, motion Rocard (13)

Plutôt confus, ce congrès. On se cherche. Il y a des bruits de couloirs dans tous les sens, on ne sait pas qui va aller avec qui. Réconfortant, l'atmosphère est chaleureuse, contrairement à ce qu'on aurait pu craindre. Nous sommes quand même tous du même combat.

# DEUXIEME JOUR

Amérique latine et les espérances de libération en Afrique du Sud, Michel Rocard a rappelé que les valeurs qui se sont exprimées à travers le monde "constituent l'essence même de cette démocratie accomplie que nous appelons socialisme". Michel Rocard appelle tous les socialistes à se sentir comptables de l'avenir de l'idée socialiste à un moment où s'ouvre



"une ère nouvelle où le libre examen et la délibération démocratique sont la loi, où l'autonomie des groupes et des individus est le principe, où le démarche contractuelle est la règle". Pour ce faire, il s'agit de bien "comprendre le réel", de saisir les évolutions d'une société en mouvement où "le monde du travail est divers, pluraliste, traversé de contradictions". Le Parti socialiste, pour être authentiquement populaire, doit respecter ce pluralisme, prendre en compte cette diversité mais continuer à surmonter ces contradictions." Mais sans abandonner sa vocation première qui est d'abord militante, d'un militantisme à fort enracinement social : "Il ne le pourrait pas, s'il se laissait aller à ne devenir qu'une machine électorale qui ne verrait dans le citoyen qu'un client, dans le militant qu'un démarcheur et dans le corps électoral un conglomerat de féodalités et de groupes de pression. Sans doute le militantisme n'est pas coté en bourse, les convictions n'ont pas de valeur marchande. Et le désintéressement n'est pas toujours médiatique", observe Michel Rocard.

## Des socialistes offensifs

Le Premier ministre exhorte les militants socialistes à être offensifs : "On ne gagne pas des élections avec des si !" affirme Michel Rocard, qui détaille les raisons qu'il a de croire que les socialistes l'emporteront. S'ils savent mettre en valeur et prolonger les actions engagées par le gouvernement dans des domaines essentiels aux yeux des Français : en premier lieu la réduction du chômage, la réduction des inégalités, la rénovation de l'école, le recul de l'exclusion, le combat pour l'écologie, la modernisation de l'Etat. Il annonce de nouvelles étapes sociales, notamment "une loi contre la précarité qui viendra soit consacrer les résultats de la négociation entre parte-

naires sociaux, soit pallier son échec ou combler ses insuffisances" et une relance de la politique d'aménagement du temps de travail.

Inquiet de l'inégalité existant entre revenus du travail et du capital, Michel Rocard envisage de nouvelles mesures d'ordre fiscal : instauration d'une cotisation étendue à l'ensemble des revenus, pour le financement de la protection sociale, réforme de l'impôt local, prélèvement à la source." Pas plus de grande réforme fiscale que de grand soir social, mais un mouvement continu, déterminé, cohérent pour que l'effort nécessaire soit plus équitablement partagé".

Face aux défis auxquels ils sont confrontés, les socialistes, pour Michel Rocard "n'ont jamais été aussi unis sur le fond, comme en atteste la déclaration de principes qu'ils ont adopté à la quasi-unanimité. Qui donc pourrait alors imaginer que, pour gagner les échéances qui nous attendent, on ne trouve pas ensemble les trois Premiers ministres socialistes de François Mitterrand et les deux premiers secrétaires qui lui ont succédé à la tête du Parti ? ". Un plaidoyer pour une synthèse générale, donc.

Reste aux rocardiens, que les aléas du congrès peuvent placer arithmétiquement en position d'arbitre, à dire quel en serait le chemin.

## Laurent Fabius Les clés de la reconquête

"Trois ans à peine nous séparent du congrès de Lille et, en trois ans, le siècle a basculé", constate Laurent Fabius. Mais si le communisme s'effondre à l'Est, l'avenir n'est pas écrit. Entre soutien actif et vigilance, il définit sa mesure : "Engageons-nous résolument vers le d é s a r m e m e n t .

Décidons des ajustements nécessaires avec leur traduction en termes d'économie financière, sans avoir évidemment l'illusion d'y trouver la caverne d'Ali Baba". Mais qu'est-ce qu'être socialiste à l'heure de la Perestroïka ? C'est, selon Laurent Fabius, approfondir la démocratie, agir pour l'égalité et libérer la société de la



### Motion 2

(4 titulaires)  
Jean-Marc Ayrault  
Philippe Bassinet  
Jean-Louis Gentile  
Jean Poperén

### (3 suppléants)

Raymond Douyère  
Dupont  
Paul Dussault

### Motion 3

(16 titulaires)  
Michèle André  
Jean-Claude Boulard  
Pierre Brana  
Robert Chapuis  
Tony Dreyfus  
Claude Evin  
Daniel Frachon  
Gérard Fuchs  
Jean-Paul Huchon  
Jean-Pierre Joseph  
Louis Le Penec  
Gérard Lindeperg  
Marlène Nélisse  
Alain Richard  
Michel Sapin  
Jean-Pierre Sueur

### (8 Suppléants)

Alain Bergougnoux  
Pierre Bourguignon  
Colette Deforeit  
Gérard Grumberg  
Jean-Claude Petitdemange  
Bernard Poignant  
Catherine Trautmann  
Manuel Valls

### Motion 4

Un observateur :  
Jean-Luc Mélenchon

...de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi...

### Dominique Jourdain délégué, motion Fabius (02)

J'ai peur que les choses importantes se passent dans les arrière-cuisines. Je ne voudrais pas que les militants se fassent voler leur congrès. La priorité, c'est la rénovation du parti. Le problème clef : réussir la synthèse entre culture d'opposition et de gouvernement.

### Catherine Coutard membre de droit, motion Chevènement (93)

C'est mon cinquième congrès, le premier ensoleillé. Plus sérieusement, en ce début de congrès, c'est un sentiment de tristesse qui domine : le score du courant auquel j'appartiens est petit.

Il me semble que c'est en grande partie en raison d'une évolution de notre Parti où les idées comptent de moins en moins. Mon Parti est en train de devenir une simple machine électorale...

Pour autant, malgré cette difficulté, je ne doute pas de nos possibilités de peser dans les bons sens.

### Gilbert Sans motion Chevènement (92)

Domage qu'il n'y ait pas eu de vrai débat politique. Mais il n'est jamais trop tard pour bien commencer. Notre Parti doit-il rester un parti où les militants ont la parole ou devenir un conglomerat de supporters et de suffragettes ? C'est une première question. En outre, il faut s'interroger au plan économique et social sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire et stopper le divorce entre les institutions de l'Etat, le Parti, et le peuple de gauche.

## Intégration ou barbarie

La liste des crimes à connotation raciste s'allonge. Depuis 1983, ont été dénombrés 140 crimes contre des personnes d'origine maghrébine. Depuis le début de l'année 1990, ce chiffre s'élève à 13.

La Ciotat, Saint-Florentin, Roanne, en quelques jours la bêtise et le refus de l'autre ont encore fait des victimes. A Rennes même, l'attentat contre la mosquée révèle que les

thèses propagées par l'extrême droite font de nombreux émules.

Une manifestation a eu lieu vendredi à 17 h, à Rennes, à l'appel des associations maghrébines de la ville.

Le club Emergence, qui réunit les militants socialistes d'origine maghrébine et dont le président, Mohamed Mebtoul, entrera au prochain comité directeur, demande que la vente des armes à feu soit plus strictement réglementée.

Ces événements graves interviennent au moment où un sondage CSA-"Politis" montre une évolution des Français en ce qui concerne les droits des immigrés : 46% des Français contre 49% y seraient favorables. Intégration ou barbarie, il n'y a pas d'autre choix.

## Chants de lutte

Bonne, très bonne idée du secrétariat national à la Formation. Elle est très bonne parce qu'elle est très simple : voici un recueil de quelque 25 chansons politiques, de la Révolution de 1789 à nos jours.

Dans ce recueil, on trouvera - paroles et musique - les plus connus, les plus importants des chants révolutionnaires et des chansons à caractère social.

"La Marseillaise", bien sûr. "Le Chant du départ" et la "Carmagnole". Plus tard - la condition ouvrière au XIXe siècle - "Les Canuts", "L'Insurgé", "Jean Misère"... puis, la Commune : "Le Temps des cerises", "Le Drapeau rouge", "Le Tombeau des fusillés". Et, plus près de nous : "Le Chant des partisans", "Le Déserteur". Et enfin, des chants venus d'Espagne, d'Italie, de Pologne et "L'Internationale".

Avec une introduction de Louis Mexandeau, ce recueil est disponible au secrétariat national à la Formation, 10 rue de Solferino, 75007 Paris. Prix : 20 F.

**Chants**  
DE  
LUTTE



## Motion 5

(20 titulaires)  
Jean Auroux  
Claude Bartolone  
Pierre Bérégovoy  
François Bernardini  
Jean-Marcel Bichat  
André Billardon  
Jean-Michel Boucheron  
Françoise Carle  
Marcel Debarge  
Gérard Delfau  
Josette Durrieu  
Laurent Fabius  
Pierre Joxe  
Catherine Mabrut-Lissonne  
Jacques Mellick  
Daniel Percheron  
Paul Quilès  
Yvette Roudy  
Françoise Seligmann  
Olivier Stirn

## (10 suppléants)

Bernard Bioulac  
Jean-Pierre Bonin-Moulin  
Alain Claeys  
Colette Gadioux  
Alain Le Vern  
Georges Louisor  
Guy Penne  
Alfred Recours  
Geneviève Vacheret  
Michel Vauzelle

## Motion 6

Un observateur  
Patrice Finel

main-mise de l'économie mais la réflexion et l'action des socialistes ne peuvent plus se limiter aux rapports entre le capital et le travail, il faut prendre en compte une troisième donnée, l'écologie. "L'urbanisme, les transports, la politique rurale, la politique énergétique doivent être passés au tamis de la préoccupation de l'environnement" et de souhaiter que le "congrès de Rennes marque le tournant écologique du socialisme français."

"La gauche bat la droite dans les sondages, mais la droite bat souvent la gauche dans les élections partielles", l'objectif est donc la reconquête et la victoire aux élections législatives de 1993. Quatre clefs pour cela : "Reconquérir demande d'abord moins d'inégalités et plus de justice." Seconde clef : mener une action en profondeur contre l'extrême droite. "Ne laissons pas croire que 7% d'immigration expliquent 15% de vote Le Pen, estime Laurent Fabius. Faire barrage à l'extrême droite, cela commence en faisant barrage à la désyndicalisation, à l'abstentionnisme ou à la dépolitisation... en faisant barrage à la misère ou à la désespérance quotidienne." La question de l'identité nationale existe. L'habileté de Le Pen a consisté à la détourner. Aux socialistes de lui opposer une identité française qui n'est jamais celle du repli, mais celle des droits de l'homme.

## Un parti moderne

Troisième axe de la reconquête : la construction européenne. "Toute une série de questions enjambent les frontières et doivent être traitées internationalement" à condition, bien sûr, de travailler à un projet socialiste pour l'Europe. Dernière condition de la victoire de 1993, et non la moindre, la redynamisation du Parti. "Un congrès n'est pas un exercice d'autosatisfaction, affirme Laurent Fabius, nous devons dire nos forces et nos faiblesses". Précaution préliminaire : "éliminons du débat les caricatures du type parti démocrate à l'américaine contre parti de militants". D'accord en cela avec Pierre Mauroy.

Un parti de masse, moderne, Laurent Fabius l'appelle de ses vœux, "non par amour du mot mais parce que dans notre démocratie médiatisée, internationalisée, urbaine et individualiste, les conditions de l'action politique ont changé". Le président de l'Assemblée égrène les propositions : revoir le système de cotisations qui ne doit jamais être un obstacle à l'adhésion, associer davantage les sympathisants à l'action du Parti, former les militants pour en faire des animateurs plus performants, instituer le principe "un présent, une voix", accueillir les communistes en déshérence et organiser de nouvelles assises du socialisme, bâtir un parti internationaliste. Tout cela "faisons-le", demande Laurent Fabius. Quel chemin pour y parvenir ? Celui du rassemblement : "Unité mitterrandiste, unité du Parti tout entier", est le leitmotiv de Laurent Fabius car "il n'y a pas ici, d'un côté, de bons militants, et de l'autre, de moins bons, en fonction de la motion votée". Vous avez dit synthèse ?

## Jean-Pierre Chevènement Restons des républicains

D'entrée, Jean-Pierre Chevènement annonce la couleur : "Je souhaite une synthèse générale sur la base d'une orientation politique claire. Il n'y a pas eu de débat avant le congrès, il faut qu'il y en ait un pendant le congrès."

Puis, il se lance dans une intervention centrée sur les problèmes mondiaux : "La nouvelle donne internationale est le grand défi auquel nous devons répondre." Et d'évoquer "le choix de la pérestroïka par Mikhaïl Gorbatchev", l'identité des socialistes en Europe : "Pour que Blum ait eu raison, il faut encore que nous réussissions." Autres sujets abordés par le ministre de la Défense : la question allemande, "la grande confédération européenne ouverte vers l'est et vers le sud", "l'édification d'un solide môle de défense", "une France forte" faisant vivre les valeurs de la République.

Enfin, Jean-Pierre Chevènement conclut lui aussi sur le Parti. Il dénonce "les méthodes détestables qu'on a utilisé pour ramasser des mandats", mais surtout "l'absence de débat politique sur quelques questions de fond décisives : la politique économique, l'Europe, la laïcité, les défis qui se présentent à nous." Il poursuit : "Réduire le Parti au rôle d'instrument pour sélectionner les candidats et faire leur campagne, c'est abaisser le Parti socialiste au rôle d'un parti démocrate à l'américaine (...). Restons dignes du beau nom de militants. Quelles que soient les divergences qui peuvent nous séparer, restons d'abord des républicains (...). Le Parti socialiste doit servir à élaborer un projet pour le pays, une stratégie politique, définir des orientations pour un gouvernement de progrès solidement ancré à gauche, guider et organiser une action inscrite dans la durée. (...) Les élections de 1993 sont tout près de nous. Si nous n'opérons pas le redressement du Parti et de sa politique, la gauche sera minoritaire à la prochaine échéance. (...) Nous ne battons la droite que si nous rassemblons d'abord la gauche, toute la gauche. C'est-à-dire que si nous sommes capables de gagner à nous les électeurs perdus par le Parti communiste, les nouvelles générations qui ne sont pas encore entrées dans la vie politique, et tous ceux qui, à gauche, viennent grossir à chaque consultation les rangs des abstentionnistes. La gauche a des réserves. A nous de les mobiliser ! Et à partir de là, sur un projet, nous pourrions rassembler une majorité de progrès."

Jean Poperen (voir l'article "En marge de la tribune") et Julien Dry concluent les débats de cette journée.

**Jean-Pierre Bedeï  
Bernard Chaouat  
Maryline Trassard**

...de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi...

## Les écrivains au congrès

Tous les jours, des écrivains signent leurs livres à la librairie du congrès.

Hier, c'était Régine Deforges, romancière de "La Bicyclette bleue" et Alain Decaux, secrétaire d'Etat à la Francophonie, historien.

### Régine Deforges



Pourquoi suis-je ici ? Par sympathie, par amitié. C'est le premier congrès socialiste auquel j'assiste. C'est un peu étonnant. J'imaginai ce genre de manifestation plus fermée, avec des gens assis

qui écoutent sagement les autres. Il me semble, qu'en fait, ils n'écoutent pas beaucoup. C'est peut-être mieux ainsi...

Non, je ne ressens pas d'émotion particulière, beaucoup moins que lorsque j'ai assisté au Bourget et, surtout, à Lille, à des meetings de soutien à François Mitterrand avec Bedos,

Coluche. Là, c'était bouleversant, ces milliers de gens hurlant en même temps "enfoirés !". Presque effrayant. Et puis, Mitterrand était superbe, d'un lyrisme extraordinaire. Rocard, Mauroy, Fabius recréent-ils cette magie ? Je ne sais pas. Je ne les ai pas entendus. Beaucoup de lecteurs viennent me parler, me disent qu'ils m'aiment, qu'ils aiment mes romans, mes personnages. Oui, ça me touche plus qu'ailleurs, plus qu'au Salon du livre où je serai la semaine prochaine. Ici, c'est différent : les gens me reconnaissent comme une des leurs."

### Alain Decaux



Comme historien, je ne peux pas m'empêcher d'évoquer tous les congrès semblables depuis près d'un siècle. Je me suis beaucoup penché sur l'histoire du mouvement socialiste. J'ai écrit un livre, qui est un

de mes préférés, je l'avoue, sur Blanqui, révolutionnaire du XIXe siècle, un homme d'une telle intransigeance qu'il a passé 33 ans de sa vie en prison. A travers lui, j'ai vu naître le mouvement socialiste avec toutes ses tendances. Car, dès l'origine, il y a eu des tendances et des hommes qui se sont détachés. Blanqui et Barbès, par exemple, se désolèrent cordialement.

Les précurseurs des socialistes d'aujourd'hui auraient été bien étonnés de voir ce grand parti, ce congrès gigantesque, eux qui se réunissaient pour refaire le monde dans l'arrière-salle d'un estaminet.

C'est mon premier congrès. Vous savez, je ne suis pas un ministre politique. Je suis un historien de gauche et, ici, je suis chez moi.

Propos recueillis par P. J.

### Aujourd'hui :

- de 10 à 12 h  
Pascal Ory, Jean-François Kesler
- de 15 à 17 h  
René-Victor Pilhes, Vassili Vassilikos.

## On expose

Avec les organisations et associations, les exposants ont aussi droit de cité dans ce congrès. Non seulement en raison de leurs prouesses techniques, mais aussi parce que leur concours contribue à l'amélioration de notre vie quotidienne. Par exemple Bull qui, avec "Urba carte", permet aux citoyens d'accéder et de bénéficier des différents services municipaux. Ou encore le chèque restaurant, déjà bien connu, qui étend ses possibilités aux fonctionnaires municipaux et départementaux. ICL, avec son matériel et ses logiciels permet aux municipalités de confectionner - sur mesure - leur journal télématique. Et les systèmes "Transexel" et "Transcar" organisent et régulent le flux des transports urbains, tandis que Bouygues, Spie-Batignolles et Sogea donnent la mesure de leur génie civil. Pour la fourniture et la qualité de l'eau, élément indispensable de notre vie, la CGE, OTV et SAUR présentent leurs services. Sans moyen de communication, nos concitoyens se trouveraient désarmés. Aussi, les PTT sont-ils fiers de vanter les qualités de "Numéris", de faire apprécier la venue de

## En marge de la tribune

Vendredi, 2 heures : l'accord en gestation depuis quelques jours entre les motions de Pierre Mauroy et de Jean-Pierre Chevènement est officiellement scellé. Il donne naissance à un appel au rassemblement des socialistes (voir ci-contre).

9 heures 30, hôtel Altea, dans le centre de Rennes : Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli, André Laignel, Louis Mermaz, Lionel Jospin, Laurent Fabius, Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy, Marcel Debarge, Daniel Percheron, Jacques Mellick, Paul Quilès, s'enferment dans une salle de réunion pour étudier les propositions faites par le leader de la motion 1 aux fabusiens en ce qui concerne les postes à la direction du Parti.

9 heures 45. Jean Marc Ayrault déclare aux journalistes : "Jean Poperen et Laurent Fabius se sont rencontrés ce matin. Ils ont confirmé leur volonté de synthèse et de rassemblement. L'accord Mauroy-Chevènement nous conforte dans cette voie. Il s'agit d'une pré-synthèse contre nature lorsqu'on examine les positions de Delors et Chevènement, par exemple. Cette démarche peut faire courir le risque d'une coalition hétéroclite qui rappellerait la quatrième République. Jean Poperen et Laurent Fabius n'ont pas conclu d'accord, mais ils se retrouvent sur la démarche..."

10 heures 55. Le conciliabule entre les représentants des deux motions se réclamant du mitterrandisme est terminé. Laurent Fabius fait le maigre bilan : "Nous n'avons pas été saisis de propositions nous permettant d'avancer." Pierre Mauroy s'explique : "Nous avons fait à Laurent Fabius la proposition de nous rassembler et de lui donner une répartition égale à la nôtre dans les instances nationales du Parti. Ce soir, se réunira la commission des résolutions. Aux fabusiens de nous faire des contre-propositions."

12 heures 10. Salle de presse du congrès. Pierre Mauroy, Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement commentent l'accord qu'ils ont signé dans la nuit. Pierre Mauroy ouvre le feu : "Nous souhaitons une synthèse générale. Dans un premier temps, nous commençons par un pôle de rassemblement avec Jean Pierre Chevènement. Ensuite, nous souhaitons une rencontre avec Laurent Fabius pour élargir cette première synthèse. Pourquoi ce premier pôle ? Nous voulons un parti à gauche et nous nous retrouverons sur l'essentiel, à savoir un parti de militants et un parti de débats. C'est vrai, il y a des divergences avec Jean-Pierre Chevènement, nous en avons discuté..."

Jean-Pierre Chevènement confirme : "Nous avons la même conception du Parti. Le PS doit jouer son rôle d'orientation politique. Nous sommes parvenus à une ligne commune. Nous avons négocié un texte de 7 pages que nous soumettrons à la commission des résolutions."

Enfin, Lionel Jospin précise : "Nous étions entrés dans ce congrès dans une situation de blocage. Il fallait une initiative pour faire bouger ce congrès. C'est chose faite."

15 heures 30. Salle du congrès, le débat de politique générale débute. Tous les ténors sont dans la salle, les manœuvres de coulisse s'estompent.

En début de soirée, Jean Poperen, à la tribune du congrès, a conclu son intervention en mettant en cause l'accord Mauroy-Chevènement : "Des bases existent d'un large accord. Comme il faut bien que chacun prenne sa part, nous avons rédigé une plate-forme d'action qui serait la base d'un rassemblement et d'une synthèse d'ensemble. Quant à la présynthèse, si vraiment Mauroy et Chevènement se sont mis d'accord sur le désarmement, sur l'Europe, sur le rassemblement à gauche, si, en une demi-nuit, tous ces camarades ont pu aboutir à une présynthèse, on ne devrait pas avoir de difficulté à faire une synthèse générale. Il n'y a aucune raison de se réunir à part. Tous ensemble, cherchons la synthèse, sans exclusive. La présynthèse ne peut pas être un texte qui rassemble puisqu'il a commencé par séparer. C'est pourquoi, pour notre part, nous ne pouvons pas prendre ce texte comme base de travail pour la commission des résolutions."

De son côté, Louis Mermaz souhaite que de nouvelles propositions soient faites à Laurent Fabius, en rapport avec le score qu'il a obtenu (29 %) : "Il faut que chacun pèse de son poids en mandats." Et le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale souligne que sa motion a pour but de rechercher "le rassemblement des mitterrandistes."

Les négociations reprendront dans la soirée lors de la réunion de la commission de la résolution.

J.-P.B.



**Motion 7**  
(5 titulaires)  
Roland Carraz  
Jean-Pierre Chevènement  
Pierre Guidoni  
Didier Motchane  
Jean-Paul Planchou

(3 suppléants)  
Michel Charzat  
Max Gallo  
Christian Proust

...de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi... de vendredi à samedi...

"Télécarte". Qui parle de la vie d'une cité, s'enquiert aussi de son administration, de la façon dont s'exprime la démocratie, aussi n'est-il pas incongru de voir présenter les nouvelles urnes translucides, gage de la sincérité du scrutin. Ce ne sont que quelques exemples, glanés ça et là, nous ne pouvons les citer tous mais entre l'entrée du congrès et l'accès à la salle plénière, jetez un oeil sur les stands. Cela en vaut la peine

### Humeurs

Hier soir à l'Altea, l'hôtel rennais où loge la direction du Parti, l'ambiance du dîner reflétait, selon les observateurs, les clivages observés tout au long de la journée. Les rocardiens ont dîné entre eux. Un peu plus loin, le cabinet de Laignel. Encore plus loin, une table réunissait Marcel Debarge et les anciens

conventionnels. Dans une salle séparée, Laurent Fabius et les siens. A la fin du dîner, chaque courant a regagné... son étage.

#### Patrice Finel, motion Marie-Noëlle Lienemann

"Les flics sont à chaque étage de l'hôtel pour protéger les 27 ministres et la direction du Parti au grand complet. L'Altea souffre du syndrome de Brighton."

#### Bernard Bioulac motion Fabius

"Je suis très heureux car, logeant à Saint-Malo, j'ai pu visiter la cité de Surcouf et Chateaubriand."

#### Michel Agostini représentant de la CFDT

"Le syndicaliste que je suis est surpris par le déroulement de ce congrès. Les participants font peu de cas des intervenants à la tribune. L'écoute est mauvaise. La circulation dans les allées, permanente, ce qui donne l'impression que ce congrès se déroule ailleurs."

#### Jean-Paul Planchou motion "Socialisme et République"

"Je ne sais pas qui gagnera, mais je sais que ce sont les idées qui perdent. Pour le moment, nous sommes plutôt dans une atmosphère de meeting, de réunion publique où le vedettariat l'emporte haut la main."

#### Roland Castro motion Dray-Mélenchon

"Il y a beaucoup de haine dans ce congrès. On est loin de l'habituelle bonnasserie."

#### Didier Motchane motion "Socialisme et République"

"Même avec Michel Rocard, dont notre courant est le plus éloigné sur le fond, nous souhaitons un accord. La reconnaissance de l'URSS par le Vatican démontre que ce type d'accord n'est pas chose impossible."

#### Daniel Cholley motion Fabius.

"Ca bruit partout. C'est un congrès socialiste important".



## Le congrès s'emballe



### Merci

A Rennes, "Vendredi", qui n'a qu'un peu plus d'un an, a rencontré ses lecteurs pour la première fois.

Votre journal a entendu tellement de paroles gentilles, que de gêne et de plaisir, il en est tout rose. Merci.

**Vendredi**

10, rue de Solferino  
75333 Paris Cedex 07  
Téléphone : 45.56.77.00  
Télex : 200 174 - Télécopie : 47.05.15.78

Directeur de la publication : Bernard Roman  
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal  
Secrétaire gal de la Rédaction : Jacques Goubin  
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio  
Secrétaires de Rédaction adjoints :  
Ioufik Khatib - Blanche Toussaint

Service Photo : Pascal Lebrun  
Dessins : Jacques Belleger

Administration :  
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris  
Tél. 45.56.78.48

Maquette : Studio Tapage - Lille  
Flashage : Ikkon - Rennes  
Photogravure : Ouest-Cliché - Rennes  
Impression : La Presse de Bretagne - Rennes  
Routage : Inter-routage - Aubervilliers  
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO  
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Credits Photo des suppléments au n°53 : P.Gordon / Reflex-Rea (n°1 - p.10) ; Svenski / Sipa Press (n°1 - p.11) ; Mattioli - 2 photos (n°2 - p.39) ; Lafaille / Sipa Press (n°2 - p.38) ; Frédéric Reglan / Gamma (n°3 - p.62) ; Kessler / Sipa Press (n°3 - p.63) ; Cahier et Revue de l'Ours (n°3 - p.56).

**Chaud, très chaud, l'ambiance du congrès, hier. La veille, les discours des ténors, et notamment ceux de Laurent Fabius et de Jean Poperen, avaient quelque peu chauffé la salle mais, dans l'ensemble, ces interventions avaient été sans surprise. Elles étaient restées dans le cadre des figures imposées d'un congrès.**

**Hier matin, l'atmosphère est devenue rapidement électrique car les débats ont pris une tournure inattendue. Motif de cet emballement : un nouvel épisode de l'affrontement Mauroy-Fabius.**

Dans la nuit, la commission des résolutions s'était séparée sur un constat d'échec. Aucun des quatre textes proposés respectivement par l'alliance Mauroy-Chevènement, Laurent Fabius, Jean Poperen et les rocardiens n'avait recueilli une majorité pour pouvoir servir de base à une synthèse. Après le vote sur le premier texte (Mauroy-Chevènement) qui était repoussé par 40 voix contre 25, les fabiusiens avaient quitté la pièce, sans attendre de se prononcer sur les suivants. Les participants à la réunion de la commission des résolutions avaient alors décidé de reporter les travaux.

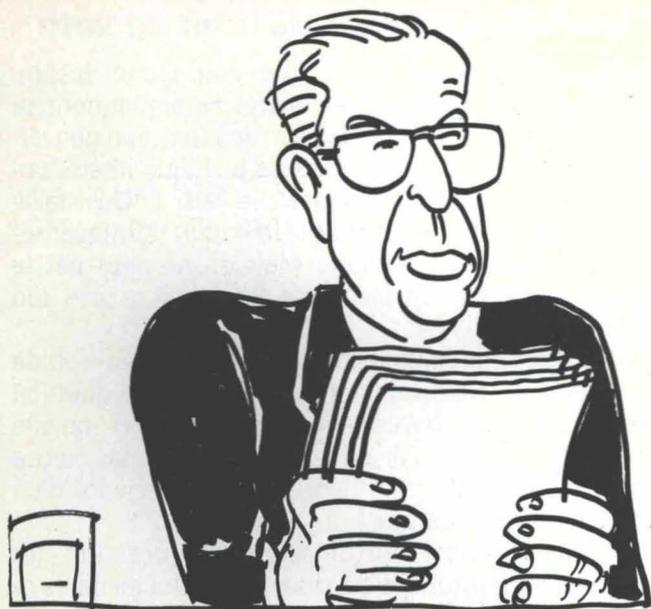
Hier matin, dès l'ouverture de la séance plénière, Pierre Mauroy propose au congrès de mettre en place un groupe de travail visant à déblayer le terrain de la commission des résolutions de samedi soir afin de "ne plus perdre de temps pour la synthèse". Refus des fabiusiens par l'intermédiaire d'André Billardon : "Le texte de la présynthèse Mauroy-Chevènement n'a pas été accepté. C'est une donnée politique essentielle. Nous voulons rechercher la synthèse, mais elle ne peut pas passer par une réunion à la sauvette d'un groupe de travail. Je propose des contacts entre responsables des courants et que l'on vote sur cette proposition par mandats." Difficulté : la commission de vérification des mandats n'a pas encore rendu son verdict. Elle est donc sommée de se réunir pour accélérer ses conclusions. En attendant, c'est le statu quo : la requête des fabiusiens est tout à fait recevable puisqu'elle émane de plus de 10% des délégués, la proposition de Pierre Mauroy n'est donc pas soumise au vote.



### Groupe de travail ou contacts politiques ?

A la tribune s'enchaîne alors la succession des réactions à cette nouvelle polémique. Pierre Guidoni tonne : "Ce congrès est celui d'un parti de délégués mandatés par les fédérations. C'est tous ensemble que nous devons rechercher un accord politique. Aucun ne doit être exclu de la synthèse. Il faut engager un débat de fond. Le seul moyen, c'est la réunion de la commission des résolutions, nous n'avons pas besoin d'artifice de procédure." Une pierre dans le jardin des fabiusiens que relève aussitôt Marcel Debarge : "Les contacts entre responsables politiques sont tout à fait normaux dans le cadre d'un déroulement de congrès (...). Nous voulons le pacte d'unité mitterrandiste. Nous n'acceptons pas une présynthèse qui est autant d'exclusions pour les autres."

Jusqu'alors, un peu en retrait des débats, les rocardiens donnent un petit coup de main à la motion Mauroy par la voix de Michel Sapin qui apporte son soutien à la proposition du premier secrétaire. Henri Emmanuelli n'hésite pas, lui non plus, à monter au cré-



SCHVARTZ

neau : "Marcel Debarge veut l'unité des mitterrlandistes. Moi aussi." Il déclenche un tonnerre d'applaudissements en déclarant : "Mais quand on veut l'unité des mitterrlandistes, on ne commence pas par faire voter les uns contre les autres. Ceux qui font cela portent une grande responsabilité..." En coulisse, il ajoute : "Les fabiusiens veulent apparaître comme les victimes d'un complot de l'exclusion. Nous leur avons fait des propositions pour la direction du Parti, ils les refusent mais ne font pas de contre-proposition. Il va bien falloir voter pour sortir du congrès avec un texte et une direction. Les fabiusiens refusent un groupe de travail, ce qui est pourtant une méthode traditionnelle dans une commission des résolutions."



SCHVARTZ

## Atmosphère explosive

Les partisans du président de l'Assemblée nationale argumentent également dans les couloirs. "Le rejet de la présynthèse Mauroy-Chevènement est l'événement politique majeur de la journée, explique Jacques Mellick. La direction du Parti a de sérieuses difficultés puisque, après deux jours de congrès, elle est toujours incapable de fournir les résultats de la vérification des mandats."

En fin de matinée, les fabiusiens claquent la porte de la commission de vérification des mandats. "Il s'agit d'un dernier avertissement avant des réactions plus dures, lors de la séance de cet après-midi, prévient Claude Bartolone. Nous dénonçons des majorités de circonstance sur certains cas litigieux." Rapportant les travaux de la commission devant les délégués de la motion Fabius, Gérard Delfau stigmatise "une série de manquements aux règles élémentaires du droit" de la part des responsables de la motion Mauroy-Jospin. "Les auditions des délégués sur les contentieux ont été systématiquement refusées", explique-t-il. Et il appelle les militants de son courant à se mobiliser pour la suite du débat. Des bruits faisant état d'un départ des fabiusiens de la salle lors de la proclamation des résultats de la commission, éventuellement dans l'après-midi, commencent à courir... Le congrès entre alors dans une phase de dramatisation. D'autant que, du côté de la motion Mauroy-Jospin, on attend avec impatience le discours de Louis



SCHVARTZ

Mermaz qui, la veille, avait insisté sur "le rassemblement des mitterrlandistes." Va-t-il prendre ses distances ? Toujours est-il que les déclarations de Jacques Delors à quelques journalistes confirment que tout le monde n'est pas sur la même longueur d'ondes dans la motion 1 : "Je suis satisfait que le texte Mauroy-Chevènement ait disparu, car je ne l'aurais pas signé ; il contient une phrase qui, dans le contexte, peut être considérée comme un coup de pied en vache à Bérégovoy : la monnaie doit être au service de l'économie."

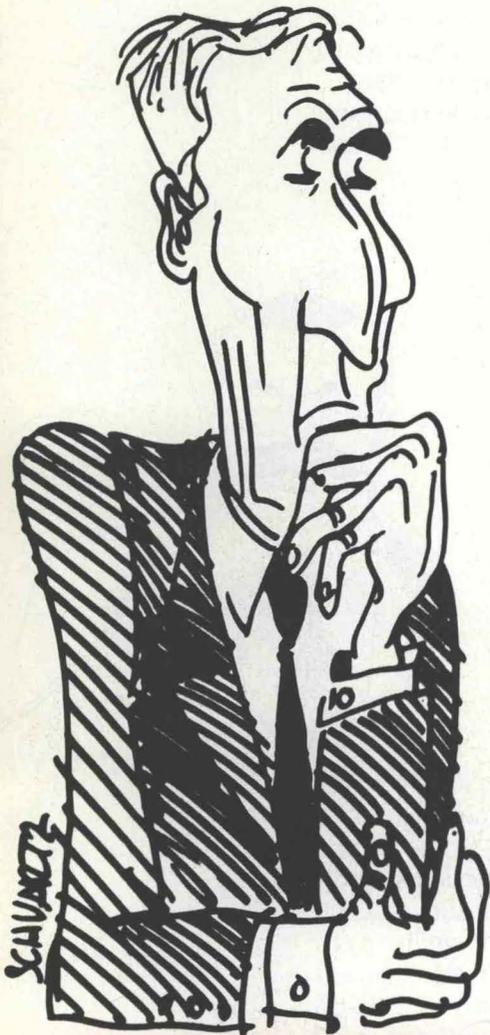
Travées bondées, forte excitation des militants, c'est dans une atmosphère explosive que débute la séance plénière de l'après-midi. La veille, "la claque" avait été



plutôt fabiusienne. Aujourd'hui, elle semble acquise au tandem Mauroy-Jospin, comme l'ont prouvé les réactions de la matinée. "Débattre ne signifie pas découder", lance Louis Mermaz pour engager la salle à la sérénité. Puis il rappelle que le texte qu'il a signé avec le premier secrétaire du PS et le ministre de l'Education nationale prévoit "un accord prioritaire avec ceux qui se réclament de l'axe majoritaire, c'est ce contrat qu'il faut appliquer." Evoquant l'alliance Mauroy-Chevènement, il ajoute que "personne n'est hostile à l'élargissement de l'axe majoritaire, à condition que tous les résultats soient pris en compte."

Se posant en conciliateur, il annonce qu'il prendra "toute initiative pour aider à la constitution de la future direction du Parti."

Puis, Pierre Bérégovoy s'attire les huées de la salle en affirmant d'emblée : "Il fallait un débat sur le Parti, et la motion de Fabius a eu raison de l'ouvrir." Constatant que "nous sommes unis sur l'essentiel", il explique : "La motion Fabius incarnait et incarne toujours les espoirs de rassemblement et de volonté de modernisation." Et il ajoute : "Le comité directeur du 13 janvier 1990 ne s'est pas terminé comme nous le souhaitions, mais celui du 13 mai 1988 ne s'est pas achevé comme de nombreux mitterrandistes le souhaitaient."



## Lionel Jospin : pas de droit de veto

Dernier grand leader à intervenir, Lionel Jospin. Applaudissements et sifflets mêlés accompagnent sa montée à la tribune. Il fait le bilan de son action gouvernementale, pose les problèmes de politique internationale et en vient au sujet brûlant, le Parti : "Qu'il faille accroître sans cesse son efficacité, bien sûr ! Critiquer ses insuffisances, certainement. Mais on ne peut pas le réduire à une machine électorale. Il perdrait sa sève, son âme militante (...).

Dans cette préparation de congrès, il y a eu trop de dérèglements. Nous sommes là au cœur d'une question essentielle que j'aborderai en posant a priori qu'elle nous concerne tous. Par principe, je ne veux pas mettre en cause tel ou tel, mais faire prendre conscience d'un problème et d'un danger (...).

Contre les votes automatiques, la pression des notables, les institutions qui disent avant les militants ce qu'ils doivent voter, les rapt de sections, d'où qu'ils viennent, je demande que le congrès, et surtout que les militants se dressent (...).

A l'issue de notre débat, il faudra des réponses sur le fond, des décisions d'action, des actes de modernisation du Parti (...).

Si nous voulons conclure dans de bonnes conditions ce congrès, il nous faut réaliser la synthèse, c'est-à-dire nous rassembler, adopter un texte d'orientation, élire une direction. De la synthèse, nul ne doit être exclu, sauf s'il le désire et le décide lui-même (...).

Qu'on le sache : je veux faire la synthèse avec tout le monde. Et je la ferai avec qui le veut. Personne n'ayant ici un droit de veto ni ne pouvant me dicter ma conduite."

Un discours jugé "modéré", ensuite, par Claude Bartolone : "Cela veut dire que tout est négociable, même le poste de premier secrétaire." Mais en coulisses,

...de samedi à dimanche... de samedi à dimanche... de samedi à dimanche... de samedi à dimanche...

### Dimanche 18 mars, ordre du jour

- 9 h 30 - Le rapport de la commission des résolutions sera présenté devant le congrès. Puis, vote final sur le ou les textes.
- Fin du congrès aux alentours de 14 h.

### Petite histoire du Parti socialiste



Bon historien ne saurait mentir. Louis Mexandeau, secrétaire national à la Formation, a écrit une brochure qu'il intitule modestement : "Petite histoire du Parti socialiste" et qu'il destine particulièrement à ceux qui connaissent imparfaitement l'origine et le développement de l'idée socialiste en France. "Il nous faut connaître, dit-il, et fortifier nos

racines au moment où le Parti se transforme et parce qu'il va changer. C'est en pensant aux nouveaux adhérents et notamment aux jeunes, qui n'ont pas connu le congrès d'Épinay et la recréation du Parti autour de François Mitterrand, que j'ai cru bon de proposer sous ma responsabilité de militant et de témoin cette "Petite histoire du Parti socialiste". Le Parti a beaucoup changé, rappelle Louis Mexandeau. Du Parti hors système qu'il fut jusqu'aux abords de la Seconde Guerre mondiale, il est devenu, à la Libération, un des partis du système. Aujourd'hui, au jour du congrès de Rennes, il ne présente plus guère les traits d'une contre-société. On ne gouverne pas impunément pendant près de dix ans. Mais il n'assume cette mutation qu'avec nostalgie, comme si étaient plus chauds, plus vrais, les temps des ouvriers en casquette acclamant Léon Blum, le poing levé, des vigneron de Narbonne et des mineurs de Carmaux suspendus à la parole du grand Jaurès. Comme si résonnait encore de plus loin dans le passé la phrase incisive et sèche de l'apôtre Guesde dans le Roubaix du XIXE

siècle "la ville sainte des prolétaires", et subsistait dans nos mémoires le martyre d'Eugène Varlin au dernier jour de la Commune de Paris."

La première partie de ce travail va des origines au congrès d'Épinay. Secrétariat national à la formation, 34 p., 20 F.

### Son et image au congrès

En dehors des annonces sono, souvent bruyantes, les congressistes disposent d'un certain nombre de repères pour faire le point des débats. En premier lieu, le stand de la presse, avec son écran géant, ses dossiers comme Berlin... les élections en RFA ont lieu ce jour. Sur son minitel, le 36-14 PS résume les princi-



pales interventions et on peut y consulter les derniers votes. "Synthèse Flash" consacre plusieurs numéros aux options fondamentales et tire un supplément jeunesse. "Convaincre", pour sa part, édite un bulletin quotidien, et "Socialisme et République" en reste aux thèmes qui lui sont chers et diffuse le texte de l'intervention de Jean-Pierre Chevènement.

Mais si les sept motions n'animent pas toutes un stand, les congressistes peuvent prendre connaissance de tous les thèmes exposés grâce au circuit vidéo intérieur et au journal télé présenté et animé par Jean Lanzy. A la librairie, des auteurs comme Jean-François Kesler, Pascal Ory ou René-Victor Pilhes viennent y dédicacer leurs ouvrages. Et aux DOM/TOM la Guadeloupe et d'autres territoires rappellent qu'il existe des coins de France, avec leurs difficultés et leurs espoirs. Restent les élus territoriaux socialistes qui diffusent leurs informations depuis le stand de la FNESR, et l'équipe de "Vendredi" qui, depuis trois jours, confectionne et vous propose cette édition quotidienne spéciale du congrès de Rennes.



SCHVARTZ

Lionel Jospin précise : "Je souhaite la synthèse, mais si certains décident de bloquer le déroulement du congrès, nous prendrons nos responsabilités, personne ne nous empêchera de nouer des accords avec d'autres et de constituer une majorité."

Et les poperenistes, dans tout ce débat ? Ils sont plus discrets que la veille. Jean-Marc Ayrault confie : "Les réactions de la salle montrent que le Parti est divisé, et que Pierre Mauroy ne peut pas incarner le rassemblement."

De son côté, Laurent Fabius rallie les "petites motions" de Marie-Noëlle Lienemann et du duo Dray Mélenchon.

A la fin de la journée, l'incertitude demeure. Les résultats de la commission de la vérification des mandats ne sont pas encore rendus publics, mais les conclusions

finales devraient donner la victoire à la motion Mauroy-Jospin, avec quelques mandats d'avance. Cette tendance est-elle de nature à favoriser la synthèse ?

Réponse ce matin au terme de la réunion de la commission des résolutions qui s'annonçait particulièrement âpre...

Maryline Trassard  
Bernard Chaouat  
Jean-Pierre Bedei



SCHVARTZ

...de samedi à dimanche... de samedi à dimanche... de samedi à dimanche... de samedi à dimanche...

## Mairies socialistes et républicaines



Précieux outil de travail, le répertoire des mairies socialistes et républicaines vient d'être réédité. Cet annuaire est publié après chaque renouvellement des conseils municipaux.

Après les élections de mars 1989 ce travail de mise à jour était d'autant plus nécessaire que, comme le rappelle Pierre Mauroy dans sa préface, le PS a réalisé la meilleure implantation locale de son histoire. Dans cet annuaire, sont donnés les noms de 6.200 localités avec code postal, population, nom, prénom, et appartenance politique du maire, téléphone de la mairie. Et pour plus de 200 localités importantes, une notice biographique du maire et la composition du conseil municipal.

FNESR, 438 p., 130 F.

## Les écrivains au congrès

Dernière séance de signatures à la librairie du congrès.

**Vassilis Vassilikos - "La Plante"**



C'est la première fois que je viens à un congrès du Parti socialiste français. Je suis heureux d'être là. Nous, intellectuels grecs, sommes particulièrement attirés par la France progressiste. C'est bien de voir comment se développe le congrès d'un parti au pouvoir qui est capable de parler avec une telle liberté. Nous ne sommes pas habitués à cela en Grèce. Mais je regrette beaucoup que les grands problèmes soient oubliés. Ce congrès est un peu autosatisfait. Les socialistes français devraient être plus vigilants face au développement de l'intégrisme dans leur pays, à la réunification de l'Allemagne. Peut-être sont-ils devenus trop gestionnaires. Ils se sont éloignés des grands idéaux qui les ont fait naître.

Les courants ? Je les vois un peu comme les cartes d'un jeu. Les Français, selon les moments et les problèmes, peuvent choisir la carte qu'ils préfèrent, plus à droite ou plus à gauche. Un formidable atout pour rester au pouvoir.

**René-Victor Pilhes - "La Médiatrice"**



Après de nombreuses années de militantisme ardent -de 1971 à 1981- je me suis retiré pour écrire. En vérité, je fais de la politique dans tous mes livres, "L'Imprécauteur" est une violente critique de l'entreprise ; "La Médiatrice", des médias. J'ai beaucoup de lecteurs dans la mouvance de gauche, j'ai eu envie de dire à mes camarades que, même si je ne militais plus, j'étais toujours avec eux. La façon dont se déroule ce congrès m'attriste. A peine les chefs de courant se lèvent-ils, que micros et caméras se mettent en branle et, pendant ce temps-là, les orateurs, que personne n'écoute, s'époumonnent à la tribune pour essayer de poser les vraies questions.

Quand j'étais jeune, à 16 ou 17 ans, j'allais à la kermesse aux Etoiles. Vous ne connaissez pas ? C'était une manifestation où les grands acteurs de l'époque, Gérard Philippe, Raymond Pellegrin, venaient donner des autographes aux aficionados. Ici, c'est un peu ça. Vous ne trouvez pas cela surréaliste, un grand parti de gauche au pouvoir qui fait l'impasse sur les grandes questions ? Ce congrès, c'est un combat de chefs, mais les chefs en question sont des gens intelligents, et les militants ne sont pas des imbéciles. En vérité, on assiste à la fin d'une époque.

Pourtant, si je suis là, c'est que je crois à la sincérité profonde des militants. Ils se battent contre le racisme, contre les salaires de misère des infirmières... Au-delà des divergences, ils sont tous d'accord là-dessus. C'est quand même une différence majeure avec la droite. J'ai un grand projet de roman, une fresque en deux ou trois tomes sur les dix dernières années. J'ai des tas de notes. De Rennes, je retiens quelques scènes. Peut-être les y retrouvera-t-on ?

Propos recueillis par P.J.



▲ Jacques Delors et Oskar Lafontaine.



▲ A la tribune : Pierre Mauroy, Claude Estier, Max Gallo, Jean-Pierre Chevènement et - debout - Claude Allègre, Lionel Jospin.



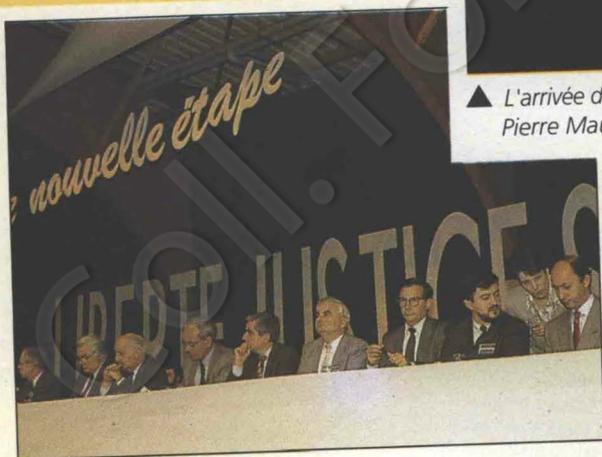
▲ Dimanche matin, recherche d'un accord.  
A g. : Jean-Marc Ayrault, Jean Poperen, Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy.  
A d. : André Laignel, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Louis Mermaz.



▲ L'arrivée du Premier ministre. De g. à d. : Edmond Hervé, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Tony Dreyfus



▲ Hôtel de ville de Rennes : la commission des Résolutions.



▲ A la tribune, de d. à g. : Laurent Fabius, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Luc Mélenchon, Gérard Lindeperg, Pierre Brana, Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Claude Estier, Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Henri Emmanuelli.



▲ Dimanche matin, de g. à d. : Paul Quilès, Jacques Mellick, Pierre Joxe.

# Législatives en RDA : l'impatience et la peur

**D**imanche, l'enjeu du scrutin était clair : choisir le rythme du processus d'unification allemande. En votant massivement pour les trois partis de l'Alliance pour l'Allemagne, les électeurs ont décidé d'emprunter la voie rapide proposée par le chancelier Kohl et les formations conservatrices. Réaction compréhensible, mais qui pourrait être lourde de conséquences. Aujourd'hui, plus que jamais, l'avenir reste incertain.

Les élections du 18 mars marquent un nouveau coup de théâtre dans la vie politique agitée que connaît la RDA depuis 6 mois. Soutenu efficacement par son partenaire occidental, le SPD est-allemand avait été le premier à se doter de structures solides ainsi que d'une base programmatique



oublèrent souvent ses paroles de modération pour n'écouter que leur peur. Les électeurs est-allemands avaient avant tout besoin d'être rassurés et, dans ce contexte troublé, il était normal, même si c'est regrettable, que les propositions du SPD, fondées sur une analyse plus pragmatique de la

situation (rapprochement progressif des deux parties de l'Allemagne, élaboration en commun d'une nouvelle constitution, conformément à l'article 146 de la Loi fondamentale ouest-allemande), aient moins de succès que les belles promesses de la CDU.

Le 18 mars, la peur et l'impatience semblent donc avoir pris le pas sur les motivations idéologiques.

Le caractère émotionnel de ces élections permet toutefois de relativiser quelque peu l'échec du SPD. Il paraît en effet difficile d'y voir le rejet définitif d'une troisième voie sociale-démocrate, les perspectives politiques à long terme n'ayant manifestement pas pesé d'un poids déterminant dans le choix des électeurs. Quelques mois à peine après la destruction du mur de Berlin, le paysage politique est-allemand est encore en devenir et les sociaux-démocrates pourraient fort bien avoir une carte à jouer dans un proche avenir, par exemple à la faveur d'un rapprochement avec le PDS ou avec des petites formations de gauche représentées à la Chambre du peuple. Les élections municipales, prévues pour le 6 mai prochain, constitueront en outre un second test pour les partis est-allemands et donneront au SPD la possibilité d'accroître son influence.

Quoi qu'il en soit, les destins des deux parties de l'Allemagne étant aujourd'hui étroitement liés, le scrutin du 18 mars doit aussi être interprété par rapport à la politique intérieure de

RFA. A ce titre, il constitue un revers indéniable pour le SPD ouest-allemand qui s'était investi sans réserve aux côtés des sociaux-démocrates de RDA, ainsi qu'un handicap dans la perspective des prochaines élections au Bundestag.

Le chancelier Kohl renforce sa position. Ce succès vient à point après une longue série de revers électoraux et lui permet de se poser en maître d'œuvre de l'unification allemande. Mais la route est encore longue jusqu'au 2 décembre et le règlement de la question allemande tel qu'il le préconise ne se fera certainement pas sans heurts.

Au lendemain de ces premières élections libres sur le sol est-allemand depuis près de 60 ans, le jeu reste donc ouvert, en RDA comme en République fédérale. Mais le bilan est triste. Car le socialisme démocratique a manqué là une occasion de démontrer qu'il est possible de trouver une voie originale, par-delà les vieux modèles. Désormais, les conservateurs ont l'initiative et le danger est grand d'une absorption pure et simple de la RDA qui nierait la spécificité de ce pays et ce qu'il pouvait avoir de positif. La marche forcée va reprendre. Aujourd'hui, l'automne 1989 inventif et joyeux semble bien loin.

Nous pouvons, nous devons même comprendre le désarroi des Allemands de l'Est face à l'effondrement d'un univers qui fut le leur pendant 40 ans. Ce dimanche électoral n'en gardera pas moins un goût amer.

Joël Bianco

## Les résultats

Partis	Voix	Députés
CDU (chrétiens-démocrates)	40,91	164
DSU (Union sociale allemande)	6,32	25
DA (Renouveau démocratique)	0,92	4
<b>Total de l'Alliance pour l'Allemagne</b>	<b>48,15</b>	<b>193</b>
SPD (sociaux-démocrates)	21,84	87
PDS (Parti du socialisme démocratique)	16,33	65
Fédération des démocrates libéraux (FDP, LDP, DFP)	5,28	21
Alliance 90 (Nouveau Forum, Démocratie maintenant, Initiative pour la paix et les droits de l'homme)	2,90	12
Autres	5,50	22
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>400</b>

## Hérouville-Saint-Clair prépare l'avenir

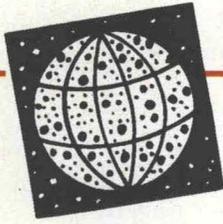
Pour conduire les projets de développement de la ville et mettre en œuvre une gestion dynamique et efficace des politiques municipales, le maire d'Hérouville-Saint-Clair recherche un :

### DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES DE LA VILLE

- Dans le cadre des orientations stratégiques définies par les élus, il sera chargé de diriger l'ensemble des services de la mairie ; dès son entrée en fonction, il aura pour mission de mettre en œuvre, avec l'équipe des cadres de la ville, une réorganisation des services reposant notamment sur une décentralisation des responsabilités et le développement de nouvelles procédures de pilotage et de communication internes.

- Si vous avez entre 30 et 40 ans, si vous bénéficiez d'une expérience de quelques années dans une fonction similaire (échelle indiciaire : SGA) et êtes motivé(e) par la réalisation de projets exigeant une forte sensibilité aux méthodes de management, adressez un dossier de candidature à notre conseil.

**Points clefs management - 94 rue de Varenne, 75007 Paris  
(à l'attention de Véronique Laubie, réf. HSC 901)**



# L'image désastreuse du continent africain

## A lire

René Dumont : "L'Afrique noire est mal partie". Paris, Seuil, 1962, 2e édition révisée 1973.

Un livre prophétique qui fit scandale à une époque où, dans la course à la croissance, l'Afrique paraissait disposer de meilleurs atouts que l'Asie. Sa lecture est toujours d'actualité. Son diagnostic paraît presque modéré au regard des jugements actuels !

Une phrase choc parmi beaucoup d'autres : "La décolonisation désormais la plus urgente est celle de la majorité des dirigeants africains".

Louis Le Pensec (sous la direction de) : "Vingt questions sur l'Afrique : des socialistes répondent." Paris, l'Harmattan, 1988.

Autour de Louis Le Pensec, alors secrétaire national aux Relations internationales, un groupe d'experts a fait le point sur l'état de l'Afrique. Tout y est : droits de l'homme, dette, aide alimentaire, francophonie, villes, zone franc, etc. Les changements en cours y sont clairement décrits : "Finie la conception d'un développement économique de l'Afrique impulsé par la bonne volonté des pays industriels ; dépassée la définition d'une croissance calquée sur la nôtre ; envolées les illusions d'une compréhension réciproque sans divergences..."

**"L'Afrique est en perte. Du continent noir, devenu un conservatoire des maux de l'humanité, ne nous parviennent plus que des appels à la rescousse", "Le Monde" (28 février 1990). Aujourd'hui, il n'est question de l'Afrique noire qu'à propos de calamités naturelles, de famines, de corruption, de massacres ou de sida. Où en est le continent noir, où va-t-il ?**

Comment en est-on arrivé là ? Dans les années 60, l'Afrique apparaissait comme un vaste champ d'expérimentation sociale : des sociétés neuves se construisaient qui, évitant les impasses et les erreurs du monde développé, devaient offrir de nouveaux modèles au reste de l'humanité. Après le temps des désillusions vint celui de la résignation. Aujourd'hui, le capital de confiance dont pouvait disposer l'Afrique noire dans le monde occidental est complètement épuisé. D'autres régions du monde, jugées plus attractives - Pacifique ou Europe de l'Est - lui ont ravi la place.

Une telle désaffection mérite réflexion. L'Afrique noire est à notre porte. Nombre de ses ressortissants sont parmi nous, sur notre sol. Les liens noués depuis un siècle ne peuvent donc être rompus par la seule vertu des lois du marché. Cet effort de connaissance est d'autant plus nécessaire que, en dehors de quelques spécialistes, l'Afrique reste un monde énigmatique. Notre compréhension du politique, qui s'applique aux problèmes nationaux, aux luttes idéologiques, aux mouvements sociaux et aux clivages de type gauche/droite, ou réformateurs/conservateurs, peut rendre compte, même de façon très sommaire, de ce qui se passe en Chine, au Caucase ou au Proche-Orient. Elle bute au contraire, de façon chronique, sur les luttes du continent noir qui - à l'exception partielle de l'Afrique du Sud - paraissent marquées par d'autres codes et d'autres signes (tribalisme, coutumes, clans, classes d'âge, voire sorcellerie).

## Des handicaps nombreux et anciens

Un détour par l'histoire est nécessaire pour comprendre la situation présente. L'Afrique noire est, en effet, marquée de longue date par de nombreux handicaps. Ce continent, qui fut probablement le berceau de l'espèce humaine, est une zone sous-peuplée. Aujourd'hui encore, elle rassemble moins de 10% de la population mondiale sur 16% des terres émergées.

Ses civilisations traditionnelles ne connaissent ni la roue, ni la traction animale, ni la maîtrise de l'eau, ni l'écriture. L'esclavage y a été pratiqué depuis les origines jusqu'au XXe siècle, et il a approvisionné deux prédateurs extérieurs : la traite européenne, atlantique, la plus massive, et la traite arabe, saharienne ou orientale, la plus longue. C'est cette vieille Afrique paysanne, aux sols fragiles, ignorant l'araire et la charrue, qui est entrée sans transition dans l'ère de la civilisation moderne et industrielle. La crise de l'Afrique noire résulte d'abord de ce passage brutal de formes d'équilibre souvent précaire, mais adapté, à une économie mondiale dominée par une compétition acharnée. Or, il apparaît clairement que l'Afrique noire

résiste mal à cette compétition : on la voit de plus en plus à la traîne dans les échanges internationaux.

Pour nombre de produits agricoles dont elle était leader dans les années 60 (huile de palme, coprah, arachide), elle s'est laissé distancer par l'Asie du Sud-Est ou concurrencer par des productions nouvelles dans les pays industrialisés. La production minière, sauf pour le pétrole, a régressé : le plus beau gisement de fer ou de bauxite en Afrique n'intéresse plus l'investisseur qui lui préfère des emplacements nouveaux, mieux desservis et équipés, au Canada ou en Australie. Ainsi, l'Afrique, qui réalisait 9,1% des exportations de matières premières minérales en 1965, n'en assurait plus que 4,5% en 1981-1982.

Entre 1966 et 1980, l'accroissement en valeur des exportations africaines - à un moment où l'instabilité du cours des matières premières n'était pas encore un facteur essentiel - a été de 8,7% par an contre 12,5% pour l'Asie et 11,5% pour l'ensemble des pays en voie de développement. Puis, entre 1980 et 1984, la valeur des exportations de l'Afrique a baissé de 4% par an, contre 1,33% pour l'ensemble des pays du tiers monde.

Pendant la même période, les taux moyens annuels de croissance sont tombés de 4 et 8%, à la fin des années 60, à 2 et moins de 2% au milieu des années 80. EN 1960, le revenu par tête du Ghana était supérieur à celui de la Corée du Sud : en 1985, le revenu coréen était six fois supérieur au revenu ghanéen.

Ces chiffres disent bien la difficulté de l'Afrique noire à faire sien l'idéologie productiviste, mercantile, capitaliste, qui est celle du marché mondial. Et c'est là sans doute que se trouve son principal handicap pour passer à l'ère industrielle. Avant d'être technique, le problème est culturel. Aucun transfert de capitaux, de cadres ou de technologies ne peut surmonter à lui seul un tel obstacle. C'est ce que montre l'impuissance des politiques de coopération "socialistes" ou "capitalistes" menées depuis trente ans en direction de ce continent.

Cette lente dégradation, longtemps masquée par le volontarisme politique, est apparue au grand jour dans les années 80. Les effets cumulés de plusieurs facteurs : l'explosion démographique, l'exode rural, la dette extérieure, la sécheresse, ont transformé l'Afrique noire en une vaste zone sinistrée, dont l'avenir est devenu indéchiffrable pour la plupart des experts.

Considérons plus en détail certains de ces facteurs d'aggravation. L'Afrique (Afrique du Nord comprise) est la seule région du monde où le rythme de la croissance démographique globale n'a pas diminué depuis vingt ans. Même s'il s'agit à certains égards d'un rattrapage, c'est là une évolution trop rapide pour les sociétés qu'elle frappe. Entre 1985 et 2007 - le temps, à peine, d'une génération -, la



Cette vieille Afrique paysanne aux sols fragiles, entre sans transition dans l'ère de la civilisation moderne et industrielle.

# DE L'AFRIQUE NOIRE ?

population totale de l'Afrique devrait doubler, passant de 460 à 920 millions. Elle avait déjà doublé entre 1965 et 1985 ! Au palmarès des nations, c'est le seul domaine où l'Afrique tropicale occupe le premier rang dans le monde avec des taux impressionnants de croissance naturelle dépassant 4% par an dans plusieurs pays de l'Afrique orientale et australe. Si l'on ajoute à cela que 45% de la population totale a moins de 15 ans, on aura une idée du bouleversement de l'espace, des mentalités, des habitudes culturelles et sociales que ces changements impliquent, et de l'insécurité généralisée qu'ils entraînent, en un si court laps de temps.

## Une dette dérisoire et écrasante

L'exode rural et l'urbanisation sont à la mesure d'une telle explosion. Certes, l'Afrique est moins urbanisée que l'Amérique latine, où ce processus a commencé plus tôt, mais sa rapidité est sans exemple. La seconde moitié du XIXe siècle aura vu la population urbaine de l'Afrique multipliée par dix. Il n'y a aucun équivalent historique à cette échelle, y compris dans l'Europe des XVIIIe et XIXe siècles. C'est là, dans cet univers urbain improvisé et précaire, que se prépare l'Afrique de demain. C'est là aussi que les récentes explosions populaires ont eu lieu.

Comme tous les pays du tiers monde, l'Afrique est écrasée par la dette. Mais cette dette est, en valeur absolue, dérisoire : quelque 100 millions de dollars, à peine plus que le Maghreb et l'Égypte, pas plus que le Brésil ou le Mexique. Le Nigeria, le colosse du continent (le quart de la population de l'Afrique à lui tout seul) est moins endetté que le Chili. La dette africaine, qui représente moins de 5% de l'engagement des banques dans les pays en voie de développement, ne saurait donc mettre en danger le système financier international. Mais elle suffit, à l'échelle des économies locales, à réduire à néant tout espoir d'accumulation et d'investissement. Et lorsqu'on applique à ces économies les remèdes de cheval du FMI, c'est la survie même des plus défavorisés qui est mise en question.

Cette dette a plusieurs causes : d'abord la forte dépendance par rapport aux cours mondiaux des matières premières (café, cacao, etc...) -90% des exportations africaines reposent en effet sur des produits primaires, ce qui est l'indice d'une faible industrialisation- ; ensuite, le recours à des importations excessives, y compris de produits alimentaires qui concurrencent et ruinent les productions locales ; enfin, la corruption et les détournements, généralement placés et recyclés hors d'Afrique. Dans ces trois cas, même dans le premier, la responsabilité des gouvernements et des élites en place est clairement engagée. Celle des conseillers occidentaux de l'époque ne l'est d'ailleurs pas moins.

Les émeutes d'Abidjan et de Libreville montrent que cette crise, longtemps subie, débouche aujourd'hui sur une prise de conscience politique. Le processus n'en est qu'à ses débuts, mais il est irréversible. Par delà les caractéristiques particulières propres à tel ou tel pays, c'est l'ensemble du système, l'ordre social, le pouvoir des "grotos" -surnom qui désigne les possédants corrompus de Côte-d'Ivoire- qui se trouve ainsi mis en cause. Et ce n'est pas un hasard si ces émeutes éclatent dans deux des quatre pays les plus urbanisés de l'Afrique francophone, la Côte-d'Ivoire et le Gabon (respectivement, 43 et 41% de la population), là où des classes moyennes ont poussé, où les jeunes chômeurs sont les plus concentrés, et où les méfaits du despotisme ne sont plus compensés par les miettes d'une croissance économique.

Plusieurs facteurs extérieurs ont aidé à cette maturation. Nombre d'observateurs ont noté à juste titre l'importance des événements d'Europe de l'Est. La manière dont des populations désarmées ont, en quelques semaines, jeté à bas des régimes policiers et des tyrans détestés a eu un effet pédagogique dont on ne mesure pas encore toutes les retombées. L'effondrement des partis uniques marxistes-léninistes, qui avaient servi de matrice à bon nombre de partis africains -y compris le PDCI ivoirien à l'époque de son apparentement avec le PCF- a pratiquement délégitimé ce type d'organisation d'un bout à l'autre du continent africain. Le dégel du régime sud-africain et la libération de Nelson Mandela ont représenté le second ébranlement majeur : un autre symbole de l'oppression, sur le continent africain même, commençait à disparaître, rendant encore plus insupportables les pratiques des régimes au pouvoir.

Cependant, le processus en cours n'en est qu'à ses débuts. Dans la plupart des pays africains, l'expérience politique est réduite, les traditions démocratiques peu développées, les classes moyennes qui leur servent de support insuffisantes en nombre (sauf peut-être en Côte-d'Ivoire). Les instruments caractéristiques du monde moderne restent le plus souvent à construire : Etat de droit et sens de l'Etat,

conscience nationale, partis représentatifs, syndicats libres, presse d'opinion. Les groupes d'opposition qui existent ça et là et qui, comme le "Front populaire ivoirien", peuvent avoir un rôle à jouer, manquent encore d'une assise populaire large. La démocratisation de l'Afrique noire passe en fait par une lente croissance de la société civile : associations, groupes culturels et économiques, etc, par une maturation et un apprentissage, non pas à l'échelle de quelques cadres, mais à celle de populations entières.

Ces handicaps multiples, cette fragilité des structures en place, cette pénurie de cadres, expliquent la prudence des autorités françaises depuis 1981. L'absence de mouvements de masse (excepté les grèves étudiantes), le manque de solution de rechange crédible -les opposants arrivés au pouvoir usant souvent des mêmes méthodes que leurs prédécesseurs- ne permettaient pas une mutation rapide de nos relations avec ce continent. Aujourd'hui, des changements en profondeur se dessinent, les régimes sont à bout de souffle, les économies ruinées, les populations en colère. Le temps est venu pour la France d'adapter sa politique.

Déjà, en novembre dernier, à la lumière des événements de l'Europe de l'Est, Jacques Pelletier, ministre de la Coopération, avait évoqué le retard de l'Afrique dans le domaine de la gestion de l'économie et dans celui de la démocratie. Cette conjoncture nouvelle n'a pas échappé aux chefs d'Etat africains. On a pu ainsi voir le président Bongo procéder à la dissolution de son parti unique et à la création d'un "rassemblement social-démocrate", et le numéro deux du régime nigérien démissionner après une répression policière qui avait entraîné la mort d'étudiants.

Droits de l'homme, pluralisme, liberté d'expression apparaissent inséparables de tout effort de développement : telle est la leçon commune de quarante années de communisme en Europe centrale et de trente années de régimes autoritaires en Afrique noire. Mais là où les pays d'Europe centrale peuvent renouer avec les formes démocratiques de leur passé et y trouver une inspiration et des modèles, l'Afrique noire, elle, est condamnée à innover. Elle ne bénéficie pas non plus, comme l'Europe centrale, d'une solidarité internationale agissante. Quand les effets de mode seront passés, souhaitons que le processus démocratique qui perce avec peine en Afrique noire suscite à son tour les mêmes enthousiasmes. Ce serait en tous cas une justice à rendre à un continent qui tient une place importante dans notre histoire et dont les hommes et les femmes, et les cultures qu'ils ont édifiées, ont encore beaucoup à nous apprendre.

Jean-Louis Triaud



▲ Abidjan, 5 mars 1990. Les émeutes montrent que cette crise, longtemps subie, débouche aujourd'hui sur une prise de conscience politique.

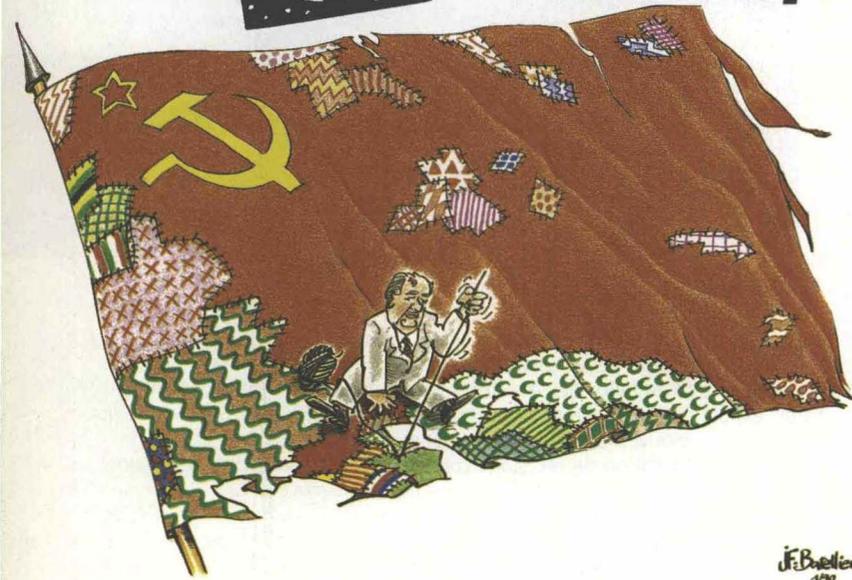
## Quelques chiffres

INDICATEURS (chiffres 1985-1987)	COTE-D'IVOIRE	NIGERIA	SENEGAL	FRANCE
Population	11.154.000 h.	100.596.000 h.	6.793.000 h.	55.623.000 h.
Densité	34,8 h./km <sup>2</sup>	108,9 h./km <sup>2</sup>	34,5 h./km <sup>2</sup>	102,3 h./km <sup>2</sup>
<i>Répartition urbains/ruraux</i>				
Urbains	43%	16,1%	25,4%	73,4%
Ruraux	57%	83,9%	74,6%	26,6%
Moins de 15 ans	45,1%	48,3%	45%	21,1%
Taux de natalité (moyenne mondiale : 29/1.000)	45/1.000	50,4/1.000	48,6/1.000	14/1.000
Taux de mortalité (moyenne mondiale : 11/1.000)	14/1.000	17,1/1.000	18,5/1.000	9,8/1.000
Espérance de vie à la naissance Hommes	51 ans	46,9 ans	45 ans	71,5 ans
PNB (en dollars par h.)	610	790	370	9.545

Note. Les statistiques du Gabon sont d'un usage difficile, ce pays ayant procédé, par décision officielle, au doublement des estimations de sa population par l'ONU. De source officielle, la population du Gabon serait ainsi de 1.300.000 habitants, chiffre certainement excessif.



## Chronique de changements annoncés



J.F. Baillier  
1990

**A travers le monde, les centres d'intérêt sont si nombreux et parfois si spectaculaires que nous risquons de ne plus être aussi attentifs à ce qui se passe en Union soviétique que nous ne l'étions il y a quelques semaines. Et pourtant... L'Union craque, le pouvoir change, les électeurs votent et Gorbatchev fait face à des défis de plus en plus nombreux. Récit et analyse de Charles Urjewicz.**

### A Rennes

Cinq organisations politiques soviétiques avaient délégué des observateurs au congrès de Rennes :

- V. Ignatenko (rédacteur en chef de "Temps nouveaux"), membre du comité central du PCUS ;
- J. Satas (professeur de droit international), Parti social-démocrate de Lituanie (ci-dessous à d.) ;



- M. Tarmak (ingénieur chimiste), direction provisoire du Parti social-démocrate d'Estonie pour l'indépendance (ci-dessus à g.) ;
- A. Ter Petrossian (physicien), le Mouvement national arménien ;
- N. Toutov (député du peuple d'Orenbourg), vice-président de l'Alliance sociale-démocrate d'URSS.

**4 mars.** Les électeurs des républiques slaves de l'URSS sont appelés à désigner les députés des soviets suprêmes républicains et les conseillers municipaux. L'enjeu dépasse largement le caractère local d'un rituel autrefois sans conséquence ni intérêt. Partisans d'une démocratisation rapide et radicale et conservateurs proches d'un appareil inquiet et nerveux se font face dans une mêlée souvent confuse et démobilisatrice. En Russie, malgré un fort taux d'abstention (35% en moyenne dans les grandes villes) dû à une information incomplète et au trop plein de candidats, le premier tour laissait déjà prévoir une importante percée de "Russie démocratique", large rassemblement où se côtoient gorbatchéviens radicaux, populistes et sociaux-démocrates. Dans ce pays entraîné depuis peu dans le tourbillon d'une vie politique qui tente de rattraper l'énorme retard accumulé au cours d'une histoire tragique, la relative placidité biélorusse fait figure d'exception : elle laisse encore quelque répit à l'appareil local, réactionnaire et décidé à protéger ses prérogatives. En Ukraine, le mouvement national est d'une autre vigueur. Il réussit désormais à ébranler certains des fiefs tenus par les barons du Parti communiste, laissant la place aux militants du "Roukh" ("Mouvement"), un front où se retrouvent indépendantistes et partisans d'une confédération souple et ouverte.

**11 mars.** Le Soviet suprême de Lituanie, élu le 25 février à l'issue de la première consultation réellement démocratique de la période soviétique, proclame l'indépendance de la République. V. Landbergis, président du "Sajudis", est le nouveau chef d'un Etat qui renoue ainsi avec une tradition rompue par l'annexion de 1940.

**15 mars.** Après 70 ans de règne sans partage du Parti communiste, Mikhaïl Gorbatchev, libéré de l'article 6 de la Constitution, a été élu président de l'URSS par le congrès des députés du peuple (1). Le nouveau chef de l'Etat soviétique, qui cumule sa charge avec celle de premier secrétaire du comité central du PCUS, est formellement détenteur d'une puissance dont aucun de ses prédécesseurs n'avait disposé. Malgré la guérilla parlementaire menée par tous ceux, en particulier les députés du "groupe interrégional", qui craignent une trop large extension des pouvoirs présidentiels. Première ébauche de l'Etat de droit qu'il dit appeler de ses vœux, ou première pierre d'un Etat autoritaire mettant le Parti sur la touche ?

**16 mars.** Mikhaïl Gorbatchev donne un "délai de trois jours" à la Lituanie pour revenir sur sa décision de sortir de

l'Union, tandis qu'à Moscou, le comité central tente de mettre les pendules à l'heure : projet de nouveaux statuts, modification du mode d'élection des délégués au prochain congrès dans un sens plus démocratique, décentralisation en faveur des partis républicains qui devraient désormais tous être représentés au bureau politique.

**17 mars.** Le nouveau gouvernement lituanien, qui se dit prêt à engager des négociations avec Moscou, lance un appel aux "nations démocratiques" et annonce la mise en place de postes de douane sur ses frontières avec l'Union Soviétique.

**18 mars.** Le second tour des élections dans les républiques slaves confirme les résultats du premier, en particulier dans les grandes villes. Moscou et Leningrad doivent passer au camp démocratique et se doter de conseils municipaux animés par des militants de "Russie démocratique", parmi lesquels les militants de l'Association sociale-démocrate. Après la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie votent à leur tour. La victoire des fronts populaires ne fait pas de doute. Alors que l'URSS résonne des échos des révolutions est-européennes, ces républiques (2) ne seront-elles pas tentées de suivre l'exemple de la Lituanie ?

**20 mars.** Moscou et Vilnius semblent devoir s'acheminer vers un bras de fer dont les enjeux immédiats sont économiques et financiers. Mikhaïl Gorbatchev tente de peser de tout le poids de l'Union sur cette petite république de 3.700.000 habitants aux ressources énergétiques et industrielles limitées.

Mais Mikhaïl Gorbatchev doit faire face à d'autres défis. Le pays s'enfoncé chaque jour un peu plus dans un marasme économique et social qui pourrait rapidement devenir explosif. Une réforme économique radicale est indispensable. Le nouveau président l'a annoncé dans son discours d'investiture. Cet immense pays affligé de vastes zones de sous-développement, en particulier en Asie centrale, saura-t-il négocier le virage dangereux qui doit le conduire d'une économie centralisée à une économie de marché tout en tenant compte des plus faibles ? En dépend l'avenir économique, social, mais aussi politique et national de cet Etat-continent aux équilibres précaires, déjà secoué par des explosions où le social le dispute à la haine ethnique.

**Charles Urjewicz**

(1) Par 1.329 voix contre 495 et 54 bulletins nuls. 1.878 députés du peuple sur 2.250 ont pris part au vote.

(2) La Géorgie, dont le Soviet suprême vient de dénoncer "l'annexion illégale" à l'URSS en 1921, doit voter le 24 mars. Cette république remuante semble également prête à proclamer rapidement son indépendance.

# Le père de "Vendredi", Jean Guéhenno, un humaniste



**J**ean Guéhenno : "J'ai rêvé de la grande parole pure et libre qui ne cesserait pas de servir les hommes". Il y a cent ans, le 25 mars 1890, naissait Jean Guéhenno. En 1935, il fondait le premier "Vendredi". Ecrivain, journaliste, enseignant, il fut, toujours et surtout, un humaniste.



Bien qu'il n'adhérât jamais à aucun parti, Jean Guéhenno fut toute sa vie un militant, défenseur de la plus juste cause, celle de l'homme. Alain Decaux, ministre de la Francophonie, inaugurant l'an passé, à Fougères, la place qui porte le nom de l'écrivain, rendit hommage à cet engagement de chaque instant : "Cet homme, en pleine guerre, a failli être fau-

Né à Fougères (Ille-et-Vilaine), Jean Guéhenno connaît une jeunesse modeste et studieuse, ouvrier d'usine à quatorze ans, il prépare et passe seul son baccalauréat (1907-1908). Après une khâgne à Rennes, puis à Louis-le-Grand, il est reçu à l'École normale en 1911. Agrégé des lettres en 1920, il crée une khâgne à Lille puis il enseigne à Paris. Nommé inspecteur général en 1945, il établit au sein du ministère de l'Éducation nationale les premiers projets de maisons de la Culture. Il est élu à l'Académie française en 1962.

Journaliste, il collabore à la revue "Europe" (1929-1936), bien sûr à "Vendredi" (1935-1938) dont il est l'un des principaux animateurs, puis au "Figaro" (1944-1977) et au "Monde" (1977 et 1978). De l'écrivain, on retient son grand prix de Littérature, le prix mondial Cino Del Duca et quelques-uns de ses titres phares : "L'Évangile éternel", étude sur Michelet (1974), "Caliban parle" (1928), "Journal d'un homme de quarante ans" (1934), "Journal des années noires, 1940-1944" (1947), "Jean-Jacques en marge des Confessions", 3 vol. (1948-1950-1952), "La Loi difficile" (1957), "Sur le chemin des hommes" (1959), "Changer la vie" (1961), "Carnet du vieil écrivain" (1971), "Dernières lumières, derniers plaisirs" (1977).

ché, une balle dans le crâne. Survivant miraculeusement, il a rejoint tous ceux qui criaient : non, plus jamais ça. Il ne voulait plus qu'on se batte, qu'on s'affronte. Tout le combat de Jean Guéhenno, après la guerre, a été dans ce sens. J'ai lu les numéros de "Vendredi". Il y avait dans ce journal trois directeurs qui représentaient les trois tendances du Front populaire : André Chamson, radical ; Jean Guéhenno, proche des socialistes ; André Violis, communiste. Trois tendances et une totale liberté d'expression ; les plus grandes signatures et un combat pour la paix, pour plus de justice. Il y a dans "Vendredi" quelque chose qui déchire le cœur : les mois passent, les années passent, le danger de plus en plus présent de la guerre, de Hitler, de Mussolini, de Franco. La gauche qui avait cru de toutes ses forces au bonheur savait qu'il fallait maintenant se préparer au combat. Ce combat, Jean Guéhenno l'a livré, exposé à tous les dangers."

Surtout, Jean Guéhenno sut rester profondément simple, totalement tourné vers les autres. C'est ce qu'écrivait Maurice Genevoix, au lendemain de la mort de Guéhenno, le 22 septembre 1978 : "Soucieux toujours de rencontres durables, guide attentif et scrupuleux, curieux des êtres, respectueux des personnes jusqu'au plus fort de ses indignations, tel était-il... Jean Guéhenno n'a jamais cessé d'aller au devant, les mains offertes et le visage à découvert. Mieux que personne, par sa parole et par ses livres, il témoigne..."

Maryline Trassard

Jean Guéhenno n'oublia jamais ses modestes origines. Dans "Changer la vie" (1961), il se souvient des visages et des choses qui ont peuplé et marqué son enfance.

"Un grand empereur, à la veille de quitter sa vie, fit le compte de ce qu'il devait à son père, à sa mère, à ses maîtres, à ses amis, aux dieux, et, tout prince qu'il fût, en tête de ce livre de raison qu'il tenait et où il consignait ses pensées de maître du monde, il inscrivit ses plus anciennes dettes, celles dont on finit par n'avoir plus même conscience, qu'on oublie et ne paie jamais, ses dettes d'enfant et d'adolescent (...). Quand un si grand prince pensait avoir de telles dettes, quelles sont donc les nôtres ? Moins glorieuses sans doute, mais non pas moins réelles, ni moins sacrées.

Je rendrai donc ici des actions de grâces : à mon père qui savait si bien espérer, qui n'avait pas le sens du mal, qui ne le voyait nulle part et ne se défiait jamais, qui entraînait gentiment dans la pensée des autres et leur révélait leurs richesses, qui était né libre et ne pouvait imaginer qu'on ne le fût pas comme lui, qui jamais ne fit honte à personne, qui traitait chacun selon son honneur, qui avait de la joie à parler, qui aimait d'instinct l'éloquence, comme le moyen du plus noble échange, qui ne parlait que pour réconcilier les hommes et remettre en ordre le monde ; à ma mère, chrétienne et résignée, qui trouvait juste qu'on pleurât dans la vallée des larmes, qui savait souffrir, qui savait la fatalité, qui avait toujours un peu peur, comme quelqu'un qu'on a trop battu, qui semblait toujours en fuite devant la malchance et cependant toujours à la recherche des misères, qui n'était que crainte et pitié et dont le visage ne se détendait que pour consoler la douleur (...). A tant d'autres encore, à la forêt qui environnait la ville, et que je sentais toujours près de moi comme une réserve de songes, à la mer qui m'apparut un matin, soulevée par le vent d'ouest, battant la plage de Saint-Malo, et devant qui je sentis s'élargir mon cœur pour je ne savais quels combats..."

**L'homme, les hommes. Au plus profond de lui, Jean Guéhenno a le sentiment d'appartenir à cet universel humain.**

"Ma foi, ce n'est d'abord que cette grande foi qui fait dire oui à la vie aujourd'hui, qui me rattache à tous les autres, une grande intuition confuse qui me donne des égaux et des frères et m'inspire comme à eux tout à la fois le

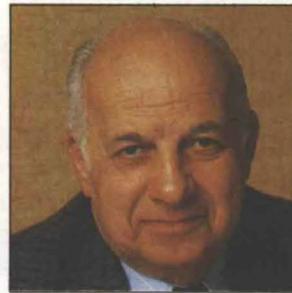
désir et la peur. C'est cette même réponse que nous faisons tous à nous ne savons quel appel qui nous met debout pour nous ne savons quel combat. Je suis homme, et un signe est ainsi sur moi qui, sans que je puisse espérer le déchiffrer jamais, m'ouvre une commune et difficile aventure. Il y a un universel humain. Au plus profond de moi, il y a cette foi d'espèce, si je puis dire. Je la trouve depuis toujours en moi, comme un fait bien plus émouvant que n'importe quelle fable théologique ou métaphysique. Le seul mot "homme" éveille en moi une sorte de tremblement. Je crois comme je vis, et veux croire. Je ne suis pas libre de ne pas croire. Nous croyons tous ensemble, et c'est cette foi qui commande en fin de compte, quoi qu'il vaille, le mouvement de l'humanité." ("Ce que je crois" - 1964)

**Auparavant, pour former un homme, il fallait le sortir de son isolement. Aujourd'hui, il est bombardé d'informations et la question est de savoir comment lui rendre le silence. L'idée est d'actualité.**

"Ce qui n'est pas concevable, c'est qu'on forme un homme en 1958 comme on le formait il y a cent cinquante ans. Il court de bien autres périls et à besoin de nouvelles armes. Les tendres liens qui l'unissaient jadis au petit monde fini où il grandissait sont le plus souvent brisés. Détruite une familiarité à laquelle pouvait tenir presque tout le charme de sa vie. La culture commençait autrefois avec un certain déracinement. Il fallait un grand effort pour imaginer l'univers, et l'homme de cet univers demeurerait une abstraction dont n'étaient capables que les plus forts esprits. Former un homme, c'était le sortir de son silence et le mener doucement, progressivement à la généralité, et, comme Socrate, à partir d'un cordonnier, lui faire reconnaître toute l'étendue et tous les pouvoirs de son âme, si bien qu'à la fin, rien de ce qui est humain ne lui fût étranger. Tout a changé. Rien de ce qui est humain ne nous est étranger, à peine sommes-nous nés. Nous naissons dans un monde infini et nous entrons, bon gré mal gré, dans un système de responsabilités réciproques et innombrables que toute notre vie nous permettra à peine de comprendre. La terre entière pèse sur nous. Elle fait autour de nous un bruit que nous ne pouvons pas ne pas entendre. Assourdis par toutes les voix de tous les hommes, assiégés par tous leurs visages, nous ne savons, à partir d'une diversité infinie, comment retourner au silence." ("Sur le chemin des hommes" - 1959).

## BLOC - NOTES

*Claude Estier*



regard des défis qui nous attendent chez nous et dans le monde. Dans le beau message que François Mitterrand a adressé au congrès de Rennes, il y avait cet appel qu'il conviendrait enfin d'entendre : "L'histoire n'est pas complaisante. Unissons donc nos esprits, nos moyens et nos forces, sans jamais oublier que, dans ce combat toujours renouvelé, nous sommes tous du même côté".

### 19 mars

Faut-il être tellement surpris des résultats des premières élections libres auxquelles les citoyens de la RDA ont participé massivement ? Le court séjour que j'avais fait fin décembre à Berlin-Est et à Leipzig m'avait suffi pour comprendre que la soif des Allemands de l'Est d'accéder le plus rapidement possible au niveau de vie et à la société de consommation de la RFA les porterait vers ceux qui leur paraîtraient les plus à même d'assurer l'unification des deux Allemagnes. Les sociaux-démocrates, qui sont dans l'opposition à Bonn, leur ont semblé moins porteurs de ce point de vue. Le SPD de l'Est a sans doute aussi pâti du discrédit qui s'attache dans cette partie de l'Europe - le phénomène risque de se reproduire dans les autres pays concernés - au mot même de socialisme lié, dans l'esprit public, à quarante années de régime totalitaire. Quant à l'ex-parti communiste qui a dominé ce régime, il est réduit exactement au score que son président Gregor Gysi m'avait laissé prévoir il y a trois mois (1), ce qui lui laisse encore une possibilité d'action, du moins tant que la RDA existera !

(1) cf. mon "Bloc-notes" du 20 décembre 1989.

### Poster amer

Aussi abasourdi qu'un Titouan Lamazou regagnant la terre ferme, un brave délégué rejoignait tristement ses pénates. Quand tout à coup il aperçut, dans cette banlieue de Rennes, ces panneaux "Et chez vous, comment ça va ?"

Comble d'ironie, ces affiches provenaient d'une localité appelée Le Rheu.

Bah, songeait notre délégué, cela finira bien par se décanter comme les bouchons qui l'attendaient sur l'autoroute... En se demandant toutefois s'il n'était pas sage de prévoir la création d'un secrétariat à la Prévoyance des militants.

J.R.



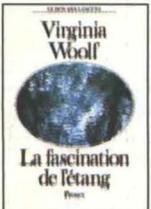
### Patricia Highsmith : "Cadavres exquis"



Ces nouvelles ne sont pas nouvelles. Mais elles ont été rassemblées sous le titre de "Cadavres exquis" pour une série télévisée qui passe actuellement sur M6.

Patricia Highsmith, explique que les nouvelles ont quelque chose en commun avec les rêves : elles sont prophétiques, utiles quand on a un problème immédiat et parfois propres à soulager l'angoisse. Les admirateurs de la romancière américaine retrouveront notamment : "Le Jardin disparu" (chiens et chats empailés) ; "Sincères condoléances" (le vieux célibataire et sa très vieille maman) ; "L'Épouvantail", etc. Calmann Lévy, 266 p., 98 F.

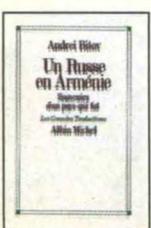
### Virginia Woolf : "La Fascination de l'étang"



Vingt-cinq nouvelles, inédites en France. De 1906 à 1941, elles s'échelonnent sur la presque totalité de sa vie. Virginia Woolf n'a jamais cessé de travailler sur l'écriture, sur la forme de ses nouvelles et de ses romans. L'évolution est ici flagrante.

Quant aux thèmes, eux aussi sont d'une grande variété : instants de vie, anecdotes, portraits, images vues. Et, presque partout, ce leitmotiv de l'eau que l'on retrouve dans tout son œuvre. Le texte, très bref, qui donne son titre au recueil, est très caractéristique de cet appel. Seuil, 226 p., 110 F.

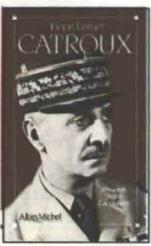
### Andrei Bitov : "Un Russe en Arménie"



Un roman dans la tradition romanesque russe : par l'auteur de "La Maison Pouchkine" et sous le couvert du récit d'un voyage voici une intros-

pection progressivement révélatrice. Conditionnés par l'actualité présente, nous ne voyons, au début, que le prétexte du livre : un Russe en Arménie ; le voyage qu'il y fait, les aspérités, les découvertes. Puis, l'idée se fait jour dans l'esprit du narrateur - un Léningradien pas peu fier de l'être - que ses hôtes ont des qualités aussi grandes que les siennes propres. Dans un premier temps. Ensuite, sans heurt, sans violence, la balance penche de Léningrad en faveur d'Erevan. Pauvre Bitov ! Dans sa conscience, une porte s'ouvre. Ni un doute, ni une rupture, ni un conflit : une élémentaire découverte. Des résonances actuelles ! Albin Michel, 242 p., 98 F.

### Henri Lerner : "Catroux"



On disait "Catroux" plus facilement que "le général Catroux". Pourtant, ce gentilhomme républicain n'avait rien qui favorisât la familiarité : pas de faconde ni de

panache guerrier, comme d'autres chefs désignés couramment par leur seul patronyme, Juin, Leclerc...

Catroux avait pour lui l'élégance de l'intelligence. De Gaulle, le premier, avait pour lui un immense respect. L'homme était cultivé, le soldat respectueux de l'individu et le chef militaire un habile diplomate. Sans être un homme de gauche, le progrès social n'effrayait pas Catroux qui n'a, en aucune circonstance, jamais été adepte d'une attitude d'autorité. Albin Michel, 436 p., 150 F.

### Yann Lardeau : "Rainer Werner Fassbinder"



"Il a été le Balzac du cinéma allemand... au sens où le projet balzacien vise à un tableau complet de la société." (Yann Lardeau). Fassbinder disait que, film après film, il

construisait sa maison - lui qui détestait en posséder une dans la vie. L'œuvre embrasse tous les aspects critiques de la société, économiques, moraux, politiques, psychologiques, sexuels, historiques, marginaux ou institutionnels.

### 13 mars

Je lis dans "Le Monde" qu'au Parlement européen qui vient à nouveau de lever l'immunité parlementaire de Jean-Marie Le Pen en raison de ses déclarations antisémites, "M. Giscard d'Estaing a opportunément quitté l'hémicycle au moment du scrutin". Voilà un bel acte de courage de la part de l'ancien président de la République et l'on comprend que le chef du Front national se soit montré ces jours derniers particulièrement aimable à son égard. Quand Raymond Barre, ce soir, à "l'Heure de vérité", indique qu'il aurait, lui, voté à Strasbourg la levée de l'immunité de Le Pen, on voit bien à qui il pense.

### 15 mars

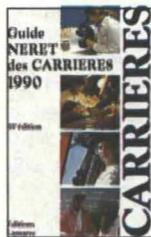
Mikhaïl Gorbatchev est élu président de l'Union Soviétique mais plus de 40% des députés ont soit voté contre ou nul, soit refusé de prendre part au vote. C'est le signe positif d'une plus grande démocratie dans le fonctionnement du Parlement de l'URSS mais c'est aussi un avertissement et finalement un défi que l'intéressé se lance à lui-même : en concentrant sur lui tous les pouvoirs, il endosse aussi la totale responsabilité de la réussite ou de l'échec d'une perestroïka dont ses concitoyens attendent toujours des résultats concrets.

### 18 mars

Quel autre sentiment puis-je exprimer à l'issue de ce congrès de Rennes que celui d'une immense tristesse ? On savait depuis des semaines que ce serait un congrès difficile. On n'imaginait pas qu'il s'enliserait à ce point dans la procédure et, pour tout dire, dans le néant. Pourtant,

Fassbinder a tourné plus de quarante films en quinze ans, suscitant bien souvent le scandale. Des films forts, peignant à chaque fois des minorités pour revenir toujours sur le thème de l'individu. Biographie, filmographie. Dans la collection "Auteurs". Cahiers du cinéma, 310 p., 139 F.

### "Guide des carrières"



Il ne manque pas de guides pratiques pour la recherche d'une bonne orientation scolaire et professionnelle. Le "Guide Nérét" a été très longtemps un des plus utilement consultés. Puis, sa parution avait été interrompue. Le voici de retour. Avec une sérieuse mise à jour. Parents, étudiants, enseignants et chefs d'entreprise pourront y trouver toute information sur les filières, les débouchés, les contenus des formations et les équivalences des diplômes. Clair et complet. Lamarre, 402 p., 135 F.



### Beethoven : concertos piano 4 et 5



Une grande heure de la plus haute musique. Les connaisseurs savent que les enregistrements qui viennent en tête pour les concertos pour piano de Beethoven ont été enregistrés par Wilhelm Backhaus et datent de la fin des années 50 (direction Hans Schmidt-Isserstedt). Mais voici que sont reportés sur compact des enregistrements de 1951 et 1953 par le même Backhaus avec Clemens Kraus à la tête du Philharmonique de Vienne. C'est un autre sommet avec le 4<sup>e</sup>, intemporel, et le 5<sup>e</sup>, transparent. Backhaus différent et égal à lui-même.

Ce disque appartient à une série de dix titres groupés dans la collection "Historic" qui se propose, avec le recours au numérique, de transférer sur compact les chefs d'œuvre que Decca avait accumulés pendant des

années. Dans la même livraison, le légendaire "Chevalier à la Rose" (1954, dir. E. Kleiber), un exemplaire réécrit Richard Strauss de Lisa della Casa, un enregistrement d'une heure par Rachmaninov lui-même (1919). Decca-Historic, CD, 425962, 69' 56", env. 120 F.

### Boccherini : "Stabat Mater"



A la fin du XVIIIe siècle, Boccherini était un compositeur italien attaché à la cour d'Espagne. Un tâcheron musical comme il y en eut tant. Mais, s'il est célèbre pour son fameux menuet, on connaît mal le reste de sa production. Et notamment en musique religieuse.

Voici un "Stabat Mater", œuvre de circonstance, très marquée de l'influence du maître du temps : Pergolèse. Mais avec, en plus, une suavité et un détachement qui doivent venir d'Espagne. Claudio Scimone dirige les Solisti Veneti. Cecilia Gasdia, soprano émouvante. Erato, CD, 45245, 54' 05", env. 100 F.

# Salon du Livre : retour au Grand Palais

**Après deux ans d'exil douloureux à la porte de Versailles, le 10e salon du Livre de Paris retrouve, du 24 au 28 mars, la verrière 1900 du Grand Palais.**

Un environnement prestigieux qui correspond mieux à "la création littéraire", mais n'est pas sans contraintes. Les 1.000 exposants disposeront de 550 stands, répartis sur 15.000 m<sup>2</sup>, à rapprocher des 28.000 m<sup>2</sup> et des 1.800 participants de l'an passé.

Ce retour au centre de Paris -l'année même où le salon fêtera discrètement ses dix ans- ne fait pas l'unanimité : ainsi, tous les éditeurs spécialisés (scolaires, scientifiques et techniques, de livres d'art...) relégués dans des librairies thématiques ou, horresco referens, sur la mezzanine.

Le transfert, auquel le ministre de la Culture avait manifesté son opposition, souhaitant réserver ce lieu à de "grandes manifestations artistiques", a été arraché grâce à une campagne incessante des tenants du vrai "salon de la littérature". Parmi ces derniers, on retrouve les absents remarquables en 1989 : Fayard, Albin Michel et André Balland, qui proclamait sa nostalgie "du charme désuet du Grand Palais, et des flâneurs, irréductibles amoureux du livres..."

Un salon recentré sur l'espace francophone, après le succès très mitigé de l'imposante délégation des éditeurs ouest-allemands. Cette année, 400 éditeurs français seront présents, dont plus de 240 régionaux, offrant le plaisir rare de découvrir une production souvent introuvable ailleurs, et près de 200 venus de Belgique, du Canada, de Suisse, d'Algérie et du Maroc.

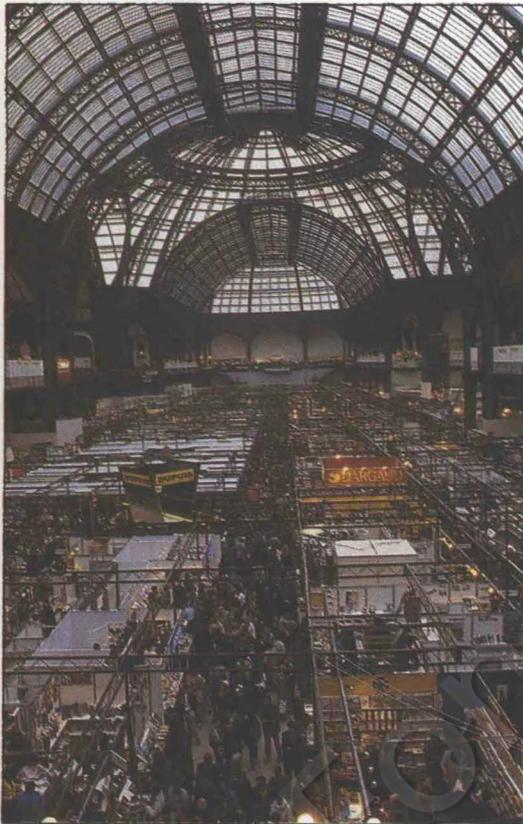
En tête d'affiche, comme chaque année au coefficient d'occupation des sols, les deux mastodontes : Hachette et le groupe de la Cité, qui réalisent à eux deux 50% du chiffre d'affaires de l'édition française. Mais c'est "la vieille dame de la rue Sébastien-Bottin", Gallimard -le troisième groupe, avec ses 13.000

titres au catalogue et un chiffre d'affaires consolidé de plus d'un milliard de francs- qui brûlera les planches. Une maison fondée en 1911, toujours contrôlée par la famille, et qui se retrouve, bien malgré elle, dans les pages économiques des quotidiens...

Mais le salon vit surtout grâce à une intense médiatisation : les vedettes de l'écran -grand ou petit- n'échappent pas à la crampe de l'écrivain lors des marathons de dédicaces : une occasion unique de voir certains "auteurs" de best-sellers tenir -enfin- un stylo.

Et les pays de l'Est, sous perfusion intensive d'intellectuels et de livres français ? Huit d'entre eux : Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie, URSS et Yougoslavie ont délégué 90 de leurs plus éminents représentants : écrivains, éditeurs, journalistes, qui iront, du 26 au 30 mars, à l'invitation du ministère de la Culture, de colloques en débats. Après dix années de monopole, le salon entre dans une zone de turbulences, et l'attaque la plus perfide vient d'outre-Manche : Roger Shashoua, entrepreneur britannique d'origine égyptienne et francophile avéré, a annoncé la création d'un "salon international du Livre et de la culture européenne", qui se tiendra du 14 au 17 février 1991, à la porte de Versailles ! Une manifestation mi-professionnelle, mi-publique, visant à "préserver l'équilibre culturel européen menacé par la réunification de l'Allemagne..."

**Alain Perrono**



◀ Au Grand Palais : le salon 1986.

## Le fast-food contre le livre

Depuis trois ans, les indicateurs de l'édition française sont au vert : en 1989, selon les estimations du Syndicat national de l'édition, le chiffre d'affaires global aurait progressé de 7% en francs courants par rapport à 1988, pour atteindre 12,5 milliards de francs. 300.000 titres sont disponibles, dans tous les domaines, et 30.000 titres ont été publiés en 1989, représentant 360 millions d'exemplaires.

Ce bilan ne doit pas masquer la crise profonde d'un maillon essentiel de la diffusion du livre, la librairie. Un rapport récent, à l'initiative de l'Association des libraires de France (Alifra), prédit la disparition de 60% des librairies dans les dix ans à venir.

Principaux responsables : la politique de remise des éditeurs, qui ne permet pas une marge suffisante, et la spéculation immobilière, qui chasse les librairies du centre des grandes villes au profit de commerces plus rémunérateurs.

## PETITE ANNONCE - 100 F la ligne

**5401. CADRE**, expérience de 15 ans dans banque, communication, immobilier et informatique, culture générale approfondie (admissi. ENA) cherche poste responsabilité Paris/RP, de préférence pour une création ou une restructuration autour de 330 KF, Tél. 60.46.02.49

## ELECTIONS PARTIELLES

### Sombre dimanche

Raymond Lamontagne avait bien tort de protester. Non seulement la date du scrutin de Sarcelles n'a pas été le handicap que le maire RPR avait annoncé. Mais la concordance du second tour et de la clôture du congrès socialiste ont été pour lui une véritable aubaine. "Les péripéties du congrès de Rennes ne nous ont pas beaucoup aidés", constate Dominique Strauss-Kahn. "La gauche n'a pas été capable de mobiliser l'ensemble de ses troupes. Il manque des voix communistes et des voix socialistes", ajoute le candidat socialiste. La perte est sèche : 12% par rapport au scrutin de mars 1989 où le PC avait délibérément fait battre la liste socialiste en se maintenant au second tour. Les traces de cet affrontement singulier, la mollesse de la participation communiste à la campagne ont pesé sur l'issue du scrutin. Mais force est de constater que l'électorat socialiste n'a pas été non plus au rendez-vous.

Congrès sans synthèse à Rennes, défaite sévère et inattendue des sociaux-démocrates en Allemagne de l'Est, cela fait un bien sombre dimanche pour les socialistes. Perte de la mairie de Lodève, dans l'Hérault, malgré un score supérieur de 4% au total des voix PC-PS du premier tour -la candidate socialiste Geneviève Siebenaler échoue de 23 voix- reculé à Ollioules, dans le Var, score faible à Clichy (9%) où le PS avait été contraint de se présenter contre le maire sortant communiste, André Deschamps. "La gauche recule partout", titre triomphalement "Le Figaro". A la tête de la liste d'union, les maires communistes de Pantin et de Colombes reculent de 3% mais devraient l'emporter sans difficulté dimanche à l'issue de triangulaires avec le RPR et le FN, leur avance étant de plus de 15% sur leur principal concurrent de droite. Ainsi que le maire de Clichy, malgré une avance plus faible (7% sur le FN). L'évasion de la gauche ne donne cependant à la droite aucune raison de pavoiser. Le succès du RPR à Sarcelles et la victoire relative à Lodève -la candidate socialiste était sortie vainqueur en mars 1989 d'une triangulaire- est contrebalancée par les reculs de Colombes (-6%) et de Clichy (-11,5%) où le candidat RPR est devancé par le Front national qui atteint 25%. Bien que ces scores soient moins amples qu'à Dreux, Salon et Marseille, le parti de Jean-Marie Le Pen engrange des résultats positifs presque chaque dimanche. Semaine après semaine, le FN tisse une toile qui n'en finit pas d'être inquiétante. Une raison qui devrait inciter les socialistes à donner une image plus avantageuse d'eux-mêmes.

**Bernard Chauat**

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à renvoyer à : "Vendredi"  
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....

Adresse : N° ..... Bât/Esc : .....

Rue : .....

Commune .....

Code Postal | | | | | Bureau distributeur .....

Ci-joint paiement pour :  abonnements à 200F = .....  
 abonnements de soutien à 500F = ..... Soit au total : .....F

# Là où est la vie



Eau, énergie, propreté, bâtiment-travaux publics, communication, santé, loisirs... dans chacun de ces domaines, le Groupe Générale des Eaux met en œuvre et gère des services collectifs qui lui sont confiés le



plus souvent par les communes. Il participe activement au développement de la ville et à l'amélioration de l'environnement. Il adapte la souplesse du secteur privé à l'exigence du service public.

L A P A S S I O N D U S E R V I C E